

POURQUOI NOUS



Suite au texte de présentation du numéro 1, MLF? MLF!
et réponse aux critiques formulées sur ce numéro.

On a voulu dire dans le n° 1 de JAMAIS CONTENTES de quelle façon nous voulons participer à la lutte des femmes:

- dans un mouvement autonome
- en reliant l'oppression et le sexisme à l'exploitation
- en ayant un seul point de vue: celui des femmes

On s'est présentées à travers une analyse: celle du revenu contre le rôle femme, contre le travail ménager. On va parler de nous, de ce que nous sommes, de ce que nous vivons.
Comme on nous l'a demandé,

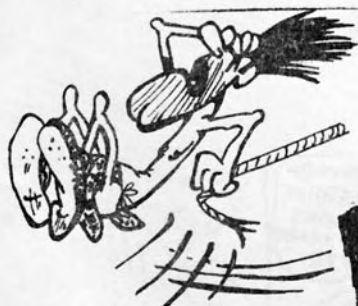
Est-ce de la solidarité ou de la sororité?

Nous partimes à trois, mais par un prompt renfort, nous voilà quatorze pour ce deuxième numéro.

Bien que correspondant à la figure sociale du mouvement des femmes: jeunes, étudiantes ou salariée, vivant hors du couple traditionnel et sans enfant, notre objectif à travers JAMAIS CONTENTES est de nouer le dialogue avec les femmes vivant la réalité sociale abordée dans le numéro 1, reliant ainsi l'oppression à l'exploitation. Des femmes s'y reconnaissant nous ont rejointes: elles sont mère célibataire, mère divorcée, chômeuse, intérimaire, travailleuse à mi-temps, infirmière, secrétaire, et bien sûr, en plus, ménagères. Et d'autres femmes, étudiantes, lycéennes, salariées comme nous, s'y sont reconnues aussi, mais de façon différente, parce que par leur âge, leur situation sociale ou leur choix, elles vivent différemment leur oppression.

solidarité , sororité ?

La force du mouvement des femmes, et de fait, son autonomie, sont nées du refus des femmes de parler au nom des autres. Cette position lui a permis d'engager la lutte en dehors des syndicats et des orgas, qui depuis longtemps planent très loin de la vie des gens.



MAN-MAN!

SKRISHH



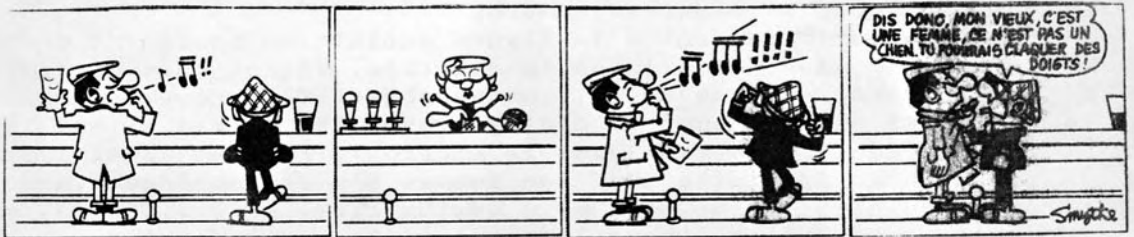
Cette prise d'autonomie est indispensable pour avoir une analyse réellement politique, parce qu'elle prend en compte le vécu des femmes. Mais nous ne voulons pas la prendre au pied de la lettre: et raconter chacune nos petites histoires en nous privant d'une identité collective

et nous restreindre au niveau de notre figure sociale, en limitant à celle-ci les perspectives de lutte, alors qu'au delà se situent les terrains d'exploitation et d'oppression qui sont les racines de notre propre situation.

Nous pensons que le moyen d'élargir la lutte au mouvement réel est de prendre en compte la situation de la majorité des femmes, à savoir l'exploitation de classe. Il ne s'agit pas là de "l'analyse de classe", mais de considérer la situation des femmes comme point de départ et articulation de l'exploitation de classe.

Ce qui nous touche en premier lieu dès le lycée, le premier malaise qu'on ressent, qui nous fait réfléchir et gueuler, ce qui atteint toutes les femmes de -7 à + 77 ans, c'est le sexisme. Ce n'est pas étonnant, le sexisme écrase les femmes collectivement et individuellement, subtilement et brutalement. On le sait d'autant plus qu'on s'en aperçoit tous les jours. A la limite, il est palpable. Ce sont

les affiches dans le métro
 les canards genre détective
 nos rapports embrouillés avec nos copains, maris, collègues
 etc ... etc ... etc ...



Le premier réflexe, c'est de frapper où on le voit (nous aussi, ça calme les nerfs!). De plus, c'est un thème qui rassemble toutes les femmes. D'un côté, c'est sympa, de l'autre ça nous pose des problèmes. On se rassemble sur quoi? sur un refus qui peut prendre n'importe quelle forme, qui peut avoir des motivations opposées, qui ne relie pas assez clairement le sexisme à l'exploitation des femmes et donc attire la récupération. Bref, on se rassemble sur le plus petit dénominateur commun sur lequel on a toutes un accord de principe, et qui fait ainsi l'économie d'une analyse



Face à cet accord de principe, la nouvelle génération des lycéennes qui considère les acquis du mouvement comme propriété privée, a une réaction de refus de toute demande collective.

Et pourtant, on ne veut pas minimiser l'oppression des femmes (vous savez, ce petit défaut qui doit disparaître avec le socialisme, c'est promis!) par rapport à l'exploitation. Et pour une bonne raison: on pense que le sexisme est rentable. Rentable parce qu'il est indissociable de l'exploitation, parce qu'il est aussi exploitation. Aussi, on veut l'attaquer par sa face cachée:

- par la destruction du rôle femme qui nous est imposé à travers la reconnaissance (sonnante et trébuchante) de sa productivité
- par le refus de rester sur le terrain du Capital qui veut nous faire croire qu'il s'agit là d'un problème culturel qui se résoudra culturellement, sans jamais évoquer sa cause vulgaire: LES SOUS

La production des marchandises, c'est pas seulement ce qui se passe à l'atelier ou dans l'entreprise; c'est tout ce qui doit nécessairement exister en dehors, avant et après cette production, pour qu'elle puisse exister. C'est ça le processus global de production. C'est une fonction qui revient pour une grande partie aux femmes.

Exemples de la productivité des femmes

La valorisation de l'homme à bas prix sur le dos des femmes lui permet de résister psychologiquement dans une société où il est un pion. Ça fait partie de la recomposition de la force de travail. C'est une soupape de sécurité pour l'agressivité. C'est la décharge de l'Etat sur l'homme pour nous contrôler. C'est la base de la stabilité sociale.

Et ça se traduit par quoi?

- par des réflexions humiliantes dans la rue, dans le métro, au troquet, au boulot, à l'école etc... etc...
 - par un terrorisme nous obligeant à marcher tête baissée sous peine d'être une allumeuse, nous obligeant à faire attention aux heures et lieux de sortie le soir
 - par la pub agressive vendant en couleur le corps des femmes comme on vend un pot de confiture
- Sans parler du droit de cuissage des patrons, et j'en oublie...

On est toutes seules?



Mou, on est trois



mais oui, mon chéri, j'ai besoin de toi, sans toi, je suis une toute petite fille...

Elle a besoin de moi, donc j'existe

page 3



ce n'est pas gentil,
une personne si
charante... "
mmh...
mmh...



On en a marre des mecs qui croient avoir des choses tellement intelligentes à nous dire qu'ils nous arrêtent dans la rue, marre des réflexions dans le métro, dans les magasins, au boulot



Le meilleur moyen pour le Capital de se perpétuer, c'est de diviser apparemment différemment chaque groupe qui restera ainsi séparé des autres dans son ghetto: les femmes, les hommes, les jeunes, les vieux, les travailleurs ayant un emploi stable, les chômeurs, les immigrés, les Français etc... Si en plus il est possible de pousser les uns à écraser les autres, c'est encore mieux; c'est toujours une violence qui ne se retournera pas contre lui, et même renforcera ses possibilités d'exploitation.

Solidarité ?

Aussi, entre les femmes, nous ne voulons pas établir d'autres divisions en ignorant que le travail ménager gratuit d'une mère au foyer est relié directement à notre rôle de nana dans la rue, à la fac, au boulot. Les femmes sont rentables dans la société du Capital, là où elles sont:

- à la maison dans le travail ménager
- au boulot pour des sous-salaires
- dans la rue comme propriété collective
- avec les mômes comme éducatrices
- avec leur mec comme éponge affective
- avec les vieux comme infirmière

Et si notre situation n'est pas identique, elle est analogue. Nous n'oublions pas non plus qu'au cours d'une journée ou d'une vie, une femme passe d'un rôle à l'autre.

Oui, nous revendiquons notre solidarité égoïste quand nous parlons des femmes au foyer, mères, travailleuses d'usine que nous ne sommes pas, ou que nous sommes différemment (avec une bonne dose de refus). Nous parlons quand même de nous.

Sororité ?

Et précisément parce qu'on est amenées à combattre côte à côte, parce qu'il se crée une solidarité spontanée face aux multiples facettes de notre exploitation spécifique, parce qu'il y a compréhension totale et absence de rapport de force, l'intimité, la confiance et la sociabilité sont d'autant plus fortes entre nous. Les liens qui peuvent unir les femmes entre elles ont l'avantage de s'élaborer sur le même passif. On parle de la même chose parce qu'on se connaît/

Ça nous a aidées à dépasser le stade de la rivalité qu'on nous inculque gamine en vue de notre rôle de séductrice. Quant à l'image des femmes se haïssant, et incapable de se supporter entre elles, nous la laissons à l'esprit des hommes en mal d'amitié virile (ou aux femmes atteintes du même mal ...)



L'amitié virile
pure et dure...

Ces rapports d'intimité sont aussi importants pour nous que nos rapports avec les hommes. Mais on ne veut pas faire de la sororité un système politique.

Puisque nous discutons solidarité et sororité, une parenthèse pour parler des femmes de "bourgeois". Nous ne contestons pas l'analyse du mouvement qui les considère comme opprimées et exploitées par leurs mari, père etc ... Evidemment, la société ne peut pas se permettre de faire des exceptions aussi flagrantes; ce serait dévoiler clairement qu'être Femme n'est pas une situation naturelle, mais bien une situation politique. De plus, cette société qui utilise le sexisme comme moyen de contrôle pour l'exploitation des femmes s'emploie trop à diffuser la notion de mépris de la femme pour pouvoir ensuite nuancer son application selon les milieux. Leur exploitation est fonction de celle de toutes les femmes. Nous ne voulons pas en parler plus longuement, parce que nous ne voulons pas les prendre en charge sous prétexte qu'elles sont femmes avant tout. Tant qu'elles ne se sentiront pas concernées par la destruction de leur rôle femme, et qu'elles ne prendront pas une position politique qui peut seule leur permettre d'échapper à leur milieu (ou d'en profiter parce qu'elles le contrôlent mieux), il ne pourra pas exister de rencontre avec les autres femmes, ni de possibilité de se mouvoir sur des terrains de lutte communs.



JAMAIS CONTENTES
veut être un outil et un lien
où les femmes exultent toute
leur colère, leur violence et
leur refus.
Rares sont les lieux où elles
ne ressentent un besoin de
changement, où elles ne se
sentent en conflit (même et
surtout le mariage qu'elles
désertent de plus en plus, ou
l'enfantement qui commence à
être un sujet de grève). Elles
ont compris qu'il n'existe
d'autre issue que la prise en
charge de leur situation pour
briser le carcan où les enferme
la société et son postulat
à savoir que l'homme est biolo-
giquement supérieur à la femme,
et la résultante politique de
cette référence.
Il nous faut détruire cette
escroquerie, et nous ne nous
contenterons pas des miettes
que le gouvernement nous ac-
corde pour apaiser la révolte
qui monte en nous.

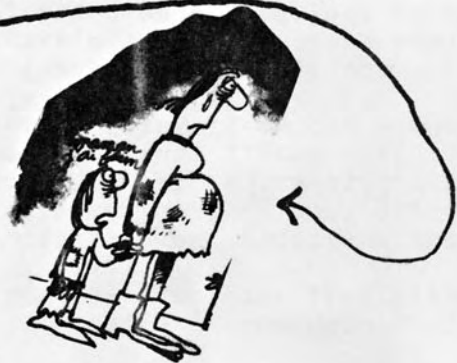
Le vol, c'est moins cher !

Ou des comportements de résistance individuelle
à l'offensive collective



- Petite Fille, on vole du rouge à lèvres et des crayons à yeux.
- Adolescente, des Tee-Shirts et des disques.
- Femme, on fauche des Beefsteaks
- Vieille, on pique des boîtes de crabes, ça change du ronron.

CHAQUE AGE A SES PLAISIRS ET SES BESOINS
CEUX QUE LA SOCIETE NOUS CREE
ET CEUX DONT LA SOCIETE NE PEUT PLUS NOUS ASSURER
LA SATISFACTION



LA FAUCHE, c'est loin d'être une petite délinquance marginale, c'est l'illégalité à la petite semaine largement répandue.

Le tabou de la légalité bafoué en masse, c'est déjà difficilement supportable pour l'Etat; mais que les femmes, ces piliers de la famille - symboles de soumission se mettent à transgresser les lois, c'est carrément effroyable.

C'EST SCANDALEUX!

Et les femmes ne sont pas les dernières à piquer leur "pain quotidien".....

C'EST ANORMAL! on les disait timorées, pleines de retenue et de résignation.

UNE SEULE EXPLICATION : les femmes qui volent sont hystériques, vicieuses, ménauposées, ou mieux, leur faiblesse inhérente les prive du sens moral et de la volonté nécessaire à l'honnêteté.

UNE SEULE SOLUTION : une répression exemplaire sous des formes spécifiques aptes à leur rendre leur "féminité".

(voir à ce sujet le livre de Catherine Leguay et Catherine Erhel "Prisonnières" chez Stock 2).



A "JAMAIS CONTENTE" NOTRE POINT DE VUE EST ABSOLUMENT DIFFERENT!



Faut toujours qu'elles contredisent

CETTE ATTAQUE DIRECTE DES FEMMES CONTRE LE SYSTEME N'A RIEN A VOIR AVEC UN MOMENT DE FOLIE.

Les femmes ont été écartées de la vie sociale, des instances de direction, de la politique.

Elles font partie de cette "autre composition de classe qui se situe dans un rapport d'extériorité au travail et à l'organisation sociale" (voir "Les autoréductions" chez Bourgois).

Depuis peu au travail, souvent isolées par la double journée qui leur bouffe tout leur temps, trop submergées par le quotidien et méprisées par les politiciens, elles n'ont pas le réflexe conditionné de s'en remettre au syndicat ou au bulletin de vote pour améliorer leur situation.

D'ailleurs syndicats et partis ne s'occupent absolument pas de leurs problèmes à elles.

L'idéologie, le sexisme qui pesent sur elles les excluent, mais aussi les préservent de l'idéologie qui encrasse les méninges des partis de gauche :

A chaque fois qu'on se bat sur nos besoins directs, la gauche propose une solution de négociation sur des bases générales, et dilue la radicalité des luttes dans un vague programme de revendications ou dans sa campagne électorale.

Par exemple : la bouffe augmente, les tarifs publics grimpent (transports, gaz, électricité, ect, ect).

Si vous décidez de répondre en refusant de payer le loyer ou les transports, la gauche bien pensante arrive deux jours plus tard avec une pétition en poche et explique que, les transports, si c'était eux qui les géraient, ce serait beaucoup mieux, d'ailleurs ils ont une alternative toute prête. Vous avez compris, la prochaine fois c'est la bonne - Votez Machin.

En attendant, on paye.

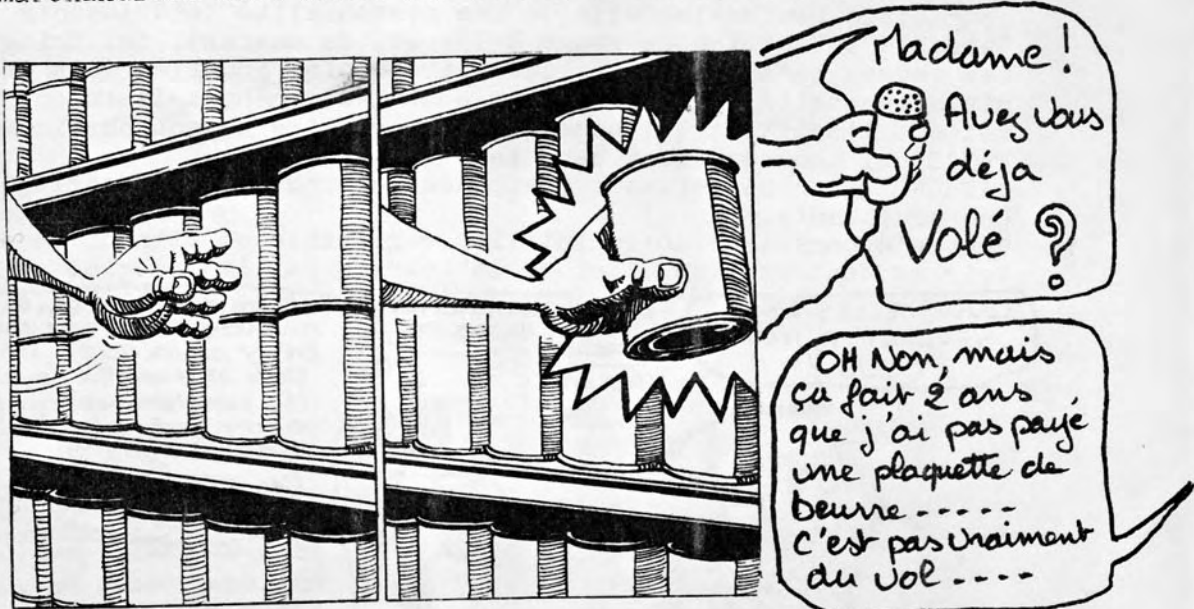
Et vraisemblablement, si c'était eux, on paierait aussi.

C'est bien pour cette raison que notre lutte pour la gratuité, ils n'ont pas envie de la voir aboutir, par contre, s'ils arrivent à la contrôler, elle peut leur servir de moyen de pression sur le gouvernement.

Les femmes qu'on a écartées des institutions ont rarement cette vision électoraliste, elles luttent au ras des pâquerettes, c'est à leur niveau qu'elles entendent agir et tout de suite.

Elles Fauchent : "la femme semble attachée à une criminalité de profit (appropriation de biens et de richesses par des trafics et des fraudes diverses) plutôt qu'à une criminalité de comportement. Dans les infractions à taux très élevé, on retrouve l'émission du chèque sans provision et le vol à l'étalage dont la femme est une grande spécialiste" (article de MAINTENANT : La libération de la femme passe-t-elle par la délinquance? tiré d'un rapport sur la femme délinquante contemporaine).

Elles Fauchent : même si la signification cette fois réellement politique de leur geste n'est pas clairement exprimé, il y a des femmes qui volent régulièrement, qui se réapproprient les marchandises dont elles ont besoin et sûres de leur bon DROIT.



Les femmes ont des besoins à elles, la pub, le capital ne les ont pas oubliées. Achacun son métier et les vaches seront bien gardées :

- ♥ FEMMES-FEMMES FATALES
- ☆ FEMMES-MERES DE FAMILLE COURAGEUSES
- ♥ VEUVES EPLOREES
- ☆ FEMMES-DYNAMIQUES LIBEREES
- ♥ FEMMES-ENFANTS

Le choix est étroit. Il n'empêche que pour exister socialement, il est fortement recommandé de correspondre à ces images. L'être social s'achète comme une panoplie, il y en a, à tous les prix, pour toutes les bourses, parentales ou maritales. Les adolescentes et les femmes au foyer n'ayant pas de fric à ELLES, elles n'ont même pas le choix de leur rôle. Dans ce cas, piquer c'est se révolter contre un rôle imposé (même s'il s'agit simplement de changer de rôle), c'est aussi se refuser à mendier le fric en échange de caresses et de politesses, c'est instaurer un rapport direct avec le capital.

Je sens confusement que je préfère instaurer un rapport direct avec le capital.

Les filles de 14-15 ans comprennent très vite qu'il leur faut une "apparence" sous peine d'être marginalisées, et c'est pas facile d'être transparente juste au moment où l'on tente de s'affirmer et où on commence à se poser des questions quant à son autonomie.



Qu'on ne vienne pas nous dire que refuser le rôle de petite fille modèle, pour se jeter dans celui de minette, c'est toujours la même aliénation, notre seul choix, notre seul pouvoir, c'est celui de déterminer notre vernis (armure ?), pas question de l'abandonner dans la société actuelle, et pas question de se laisser culpabiliser. Une NANA c'est d'abord une image et ensuite une compétence professionnelle ou une personnalité intéressante et "aimable". Un bâton de rouge à lèvres, du mascara, des fringues, ces choses qu'on voudrait nous faire croire inutiles (pas de première nécessité) ON ? les mêmes dont les finances leurs en permettent l'achat et qui nous jugent par notre aspect physique : FLICS qui nous arrêtent dans le métro. PATRONS qui nous refusent une place pour notre tenue négligée ou peu aguichante.

Tous s'étonnent de notre futilité regrettable et s'inquiète de voir la contestation déborder le terrain de l'idéologie.



Les femmes qu'elles travaillent au dehors ou pas, voient leur autonomie financière de plus en plus réduite; c'est soit disant la "crise", c'est donc la première chose qu'on supprime

Les salaires apportés par les femmes deviennent des compléments NECESSAIRES au revenu familial pour parer aux dépenses courantes (et non plus un appoint pour acheter une bagnole).

Quant aux femmes au foyer, la tradition veut que tous le fric qui leur passe entre les mains (et il faut rendre des comptes) aille d'abord aux enfants, au ménage, et ensuite, si elles en ont la permission (formulée ou pas), à s'acheter un petit quelque chose pour elle; histoire d'entretenir la machine.

"Ces braves mères de famille" ont pourtant encore des envies et des besoins, même si ce n'est pas raisonnable. Alors elles piquent des trucs dit futiles qui ne rentrent jamais dans le budget, des trucs pour elles, pour le plaisir, pour plaire et pour se plaire. Mais ce n'est pas tout, elles piquent aussi utile.

LE PANIER DE LA MENAGERE, une expression imagée pour dire que ce sont les femmes qui comptent, qui gèrent, qui économisent, qui se débrouillent avec le minimum pour habiller tout le monde, faire la bouffe, acheter les fournitures scolaires, ect, ect, et qui font les démarches pour obtenir les allocs et la S.S.

La famille attend d'elle de palier au manque occasionné par la baisse du pouvoir d'achat.

ON N'A PLUS UN SOU.
IL FAUDRAIT QUE
TU AILLES VOLER
UN PEU.



C'EST
MOI
L'HOMME
DANS
CETTE
MAISON

Cette baisse, c'est elle qui la perçoit immédiatement: la montée des prix reprend d'un côté ce qu'on accorde de plus en plus difficilement comme salaires de l'autre. L'argent leur file entre les doigts avant la fin du mois.



Faire des miracles avec
des riens,
qu'y elisent
BEN!
Y VONT
BOIR

QUELLES QUE SOIENT LES LUTTES SALARIALES, L'INFLATION VA PLUS VITE

Il leur reste deux solutions pour défendre leur revenu et celui de la famille.

1) Bosser trois fois plus, s'arranger pour cuisiner les restes, acheter stratégiquement dans les grandes surfaces, faire de la couture, faire durer, ne plus porter le linge à laver, ect, ect, ect....

Quand le fric manque, les femmes remplacent les services par un surcroît de TRAVAIL.

1 FRANÇAIS SUR 2
PENSE QU'IL VAUT MIEUX
GAGNER PLUS, QUE
DÉPENSER MOINS.

SI TU GAGNES PLUS ET SI
TU DÉPENSES MOINS, JE
POURRAI LUTTER EFFICACEMENT
CONTRE L'INFLATION



JE FAIS LE
MÉNAGE DU 52.
JE REVIENTS DANS
1 HEURE. SOIS SAGE.

OU BIEN

TOURNEZ . SVP. =>
LE SUSPENSE
EST INTOLERABLE

2) Ou se réappropriier les marchandises, bref FAUCHER C'est à dire trouver une méthode simple et efficace pour lutter contre l'inflation.

VOLER C'EST TRAVAILLER MOINS C'est prendre ce dont nous avons besoin ou envie et que nous avons déjà largement payé par notre travail; c'est refuser de nous priver pour sauver ce système.

LA PUB NOUS POUSSE A CONSOMMER HE BIEN, ON VEUT BIEN CONSOMMER MAIS ON NE VEUT PLUS PAYER!

GAGNER PLUS, SA NE VEUT PAS DIRE AUTOMATIQUEMENT VIVRE MEUX!

GAGNER MOINS, NON PLUS

JE VAIS ATTACHER UN CONDUCTEUR DE BUS! SA PERD L'ARGENT DES COURSES.

MAMAN! JE PEUX ALLER AVEC TOI?

On a raison de voler!

PARCEQUE CES MARCHANDISES SONT A NOUS C'EST NOUS QUI PRODUISONT

PARCEQUE NOS BESOINS SONT ILLIMITES

PARCEQUE ON NOUS VOLE

C'est une illégalité qui apparait de plus en plus comme légitime un comportement de masse de plus en plus habituel

C'est bien joli, mais et la repression ???

Justement parcequ'elle devient courante et admise, la fauche individuelle ne peut qu'être réprimée fortement par l'Etat.

Elle sous entend trop d'opposition à la société, aux institutions trop de révolte contre le salariat, contre le travail.

Le controle s'intensifie énormément: Brigades anti fraude de la SNCF, police de la RATP, polices privées institutionnalisées des grandes surfaces, cameras, vigiles, pourcentages pour les vendeurs sur les marchandises récupérées et enfin condamnations absolument délirantes aux flags (dans un but avoué de dissuasion).

On trouve aux flagrants délits des femmes d'allure tout à fait "respectable" aussi bien que des "jeunes délinquantes", le petit discours moralisateur que leurs assène le juge ne varie pourtant pas beaucoup: comment des "mères de famille/des jeunes filles qui ont tout l'avenir devant elles" peuvent-elles oublier leurs devoirs et la douceur de leur nature au point de s'abaisser à voler? Quant il s'agit des polices privées des grands magasins, c'est encore pire, on fait restituer les objets que les femmes ont volés et on les terrorise littéralement en les fichant et en les culpabilisant au maximum.

Il n'y a pas de bon moyen pour raconter le suicide d'une môme de 15 ans et demi, qui se jette dans le canal pour ne pas avoir à dire à ses parents qu'elle vient de se faire prendre à voler un soutien-gorge dans un grand magasin. C'est ce que Zhora a fait mercredi dernier à Chalon-sur-Saône et c'est ce qu'il faut raconter ne serait-ce que parce que, en téléphonant au *Courrier de Saône-et-Loire*, le quotidien local, on vous assure sans fioriture « qu'il a fallu être discret, Mammoth ayant un très gros budget publicitaire engagé dans ce journal » et que le seul petit encart publié à ce sujet explique : « Devant l'horreur de son forfait (...), la jeune fille s'est punie elle-même ».

Zhora a 15 ans et demi. Elle est élève de 3^e au CET de son quartier, rue de Belfort, à Chalon. Deux petites sœurs, 9 ans et 11 ans. Des parents français musulmans. Elle habite la cité du Stade, un ensemble HLM de la périphérie de la ville à quelques pas du canal du centre et du Mammoth.

MERCI, aux surveillantes aguerries en fausses acheteuses qui ont repéré la gamine.
 MERCI, au gerant qui lui a parlé de police, de juge, de prison et de déshonneur pour sa famille.
 (Arabe de surcroît z'ont pas intérêt à se faire remarquer).
 MERCI, à MAMMOUTH, la Société et l'honnêteté sont sauvées. Car c'est bien de ça qu'il s'agit et pas du prix d'un soutien-gorge, qu'ils ont déjà récupéré en rajoutant le prix.



C'est souvent encore plus efficace que de les livrer à la police: on emploie la honte, les appels à la morale, aux enfants, à la famille, à leurs rôles de femme, de mère, d'épouse et de petite fille obéissante; et si "ça marche", il n'est pas rare qu'on leur propose le silence (sur cet abominable forfait) contre un remboursement en nature. => ou comment la morale permet de vider les femmes.



En cas de récidive, on n'hésite pas à les envoyer quelques temps en taule ou la discipline est spécialement étudiée pour en faire des vrais femmes: dociles jusqu'à l'oubli de soi, dans l'incapacité d'avoir de l'amitié entre femmes (le spectre de l'homosexualité), d'une propreté méticuleuse qui remplace l'existence du corps.

ON A RAISON DE VOLER, DONC ON NE VEUT PAS SE FAIRE CHOPER
 ON VOLE NON-COUPABLE, ON VEUT SE GARANTIR UN MAXIMUM D'IMPUNITÉ

POUR CELA: Une petite histoire italienne en guise d'exemple:

En Italie, des femmes ont été à la base de certaines luttes D'APPROPRIATION COLLECTIVE (grève des loyers organisée dans les quartiers) menées parallèlement aux luttes sur le revenu. De même des femmes ont participé à une autoréduction organisée sur le super marché de SMA, Via Padova à Milan; onze personnes furent arrêtées, parmi elles se trouvaient trois ménagères.

Est-ce que je peux me la payer? y me reste 30F pour finir la semaine, j'ai un petit boulot, mais y me garde que 15 jours... je piquerais bien, mais j'ose pas... je reviendrais avec des copines.

Elles furent inculpées comme les autres de vol qualifié et d'incitation au pillage, mais la revendication politique de leur acte, l'importance de la mobilisation (soutien des conseils d'usine) et la difficulté qu'il peut y avoir à condamner onze personnes, quand plusieurs centaines ont participé au "pillage" et se sentent concernées, permirent de faire pression: 7 furent acquittés
 4 condamner avec sursis pour violence.



Si le Travail est Partout, y compris Hors de l'usine
La fauche est aussi dans l'usine

- A ROUBAIX -

Le fauche : un autre visage de l'usine, souterrain. Avec son organisation, ses codes, ses réseaux. Ses complicités aussi, qui souvent craquent en cas de coup dur : car la fauche vient buter sur de vieux tabous, et sa pratique n'est pas « agréée » comme forme de lutte, ou de défense par les mentalités syndicales. Quand l'objet produit à une bonne valeur d'usage et peut « disparaître » facilement - comme c'est le cas dans la confection d'habits d'enfants -, la fauche peut devenir une activité régulière, « de masse », qui compense instinctivement dans l'esprit des ouvrières les salaires trop bas et l'humiliation du travail asservi.

LIBÉ AVRIL 78

Si un article leur se passent le chipent. Elles entre elles : l'une dit à l'autre : une taille six ans et dans le bac. Parfois, on s'interpelle sur les chaînes avec des codes : ça fait tout a fait roman feuilleton de télévision : « Bon opération X, c'est pour trois heu- res... » Tout le monde a compris. Tous les moyens sont bons : on met ça dans les sacs à main, dans les troussees de maquillage, on en met jusque dans les garmelles. C'est incroyable !

S'organiser pour FAUCHER c'est bien
pour dire qu'on a politiquement raison
plutôt que HONTE, c'est encore mieux!
CONTRE
La Repression et Le Contrôle

ANNA ESTELE

ESTELE

- Anna : Mais à partir du moment où une fille est prise, c'est comme si cette complicité se brisait. Par peur et par honte, on peut être sûr qu'elle va dénoncer les autres. Elle dira pour se déculpabiliser : « Mais Monsieur, il n'y a pas que moi qui ait volé, il y a une telle et une telle ». A propos de cette culpabilité, je me souviens d'une histoire qui s'était passée à la coupe ; Elle m'a dit : surtout ne fais pas de scandale, ne fais pas de tract, rien du tout. Elle avait peur d'une perquisition... vu qu'elle avait d'autres choses chez elle. J'ai aidé à évacuer pas mal de bricoles. Elle était morte de peur à l'idée que ses voisins sachent. Elle a d'ailleurs été vraiment malade et a manqué de se suicider. Elle disait : tu te rends compte de ce que j'ai fait. Deux ou trois ans après, elle en parle toujours.

- Estèle : Dernièrement, le nombre de pièces qui disparaissent a énormément augmenté. Le chef d'atelier m'a fait appelée et il m'a dit : ce n'est plus possible, je fais une fouille. J'ai bondi et je lui ai répondu : si vous faites une fouille, je prévient les filles de refuser de se faire fouiller ; d'ailleurs, vous savez bien que si vous piquez une fille, vous pouvez renouveler tout l'effectif de l'atelier. Il m'a dit : oui, je le sais, et il ne l'a pas fait.

- Anna : ... Mais il y en a parmi vous qui en font un commerce !

ANNA

il y a des articles qui disparaissent tous les jours...
Estèle : ... Il y avait un modèle qui n'était même pas sorti dans le commerce et les gosses des ouvrières le portaient déjà : c'était le grand truc (rires).

HUMOUR

En confection, c'est différent : le patron voulait licencier pour voler. Il pouvait mettre dehors les deux quarts de l'atelier. Il y a un vol systématique tous les jours avec la complicité des filles. En confection, c'est inimaginable : les articles finis coûtent environ 90 à 150 F, alors que notre salaire est de 1700 F par mois ; avec ça, on ne pourra jamais se permettre de se faire payer. Alors les filles n'hésitent pas une seconde : elles disent : on ne gagne pas beaucoup mais au moins on habille nos gosses.

ESTELE

- Estèle : Je ne suis pas d'accord : elles gagnent parce qu'elles gagnent 1700 F par moi, qu'elles voient leurs gosses mal habillés et qu'elles ne peuvent même pas se payer les vêtements de journée. Les filles sont révoltées. Elles subissent le système, c'est vrai, mais elles voient ce moyen là d'abord pour s'en sortir. C'est une façon de se venger.

ESTELE
CFDT

- Anna : Reste que vous êtes à imiter les patrons. Pour moi, ça reste une forme de résistance individuelle. Il y en a qui se laissent tenter par un tas de trucs qui font partie de la société de consommation. Je préférerais que les filles réagissent par des réductions de cadence, ce serait plus efficace.

ANNA
CGT

- Estèle : C'est vrai, on en connaît qui prennent six ou sept articles par jour, un sac complet et qui les revendent dans leur quartier. Pour l'une d'elle, la discussion était au courant mais elle prétendait que ce soit nous, les déléguées, qui soit toujours rétrogrades ! Mais on a toujours refusé les fouilles : on ne peut pas accorder qu'un patron juge un ouvrier de voleur alors qu'on est volé tous les jours.

ESTELE

Où le Syndicat ne peut faire oublier aux Femmes leur propre Interet...

Madame Gay sait maintenant qui l'accuse : les syndicats. Elle aura donc eu affaire, à « la justice bourgeoise » par gestionnaires-ouvriers interposés.

L'entreprise Pechiney tolère, absorbée le vol « dans les limites du supportable », comme les supermarchés et les grandes entreprises d'ailleurs. « Le coupable », l'appropriateur, quand il est « pris » devient, il est vrai, une manière d'otage de l'ordre patronal. Mais cette fois-ci, la question du vol est posée par des syndicalistes gestionnaires eux-mêmes... Quelles notions autres que morales invoquent-ils pour traîner une ouvrière chez les flics ? Ce qui est « supportable » pour Pechiney, « doublé » par le Système-D des probétaires, ne l'est pas pour un syndicaliste-patron. Pourquoi ?

La pratique financière du citoyen victime de l'impôt d'Etat, est l'occasion de ruses souvent étonnantes. La résistance, en somme. Comment s'explique donc l'acharnement lâche contre l'ouvrière de St Auban ? Quelqu'un récemment a dit que « l'argent est toujours de droite »...

SI CES SYNDICALISTES-FEMMES DE LA BASE SE DEBATTENT ENTRE LEURS BESOINS/ENVIES ET LA MORALE DU SYNDICAT (SOYONS PLUS HONNETE QUE LES PATRONS.....); IL N'EN EST PAS DE MEME A PECHINEY-S AUBAN: une caissière de la COOP gérée par les syndicats s'est retrouvée un beau matin accusée de vol et poursuivi par ses "patrons", c'est d'ailleurs normal puisque la position officielle des syndicats sur la fauche que pratique la majeure partie des travailleurs se résume à: voler c'est pas bien. Ignorent-ils qu'en gérant un magasin à la place des capitalistes (impossible d'avoir des méthodes très différentes quand pour "tenir" il faut s'intégrer au système économique, et d'ailleurs on est pas sûre qu'ils désirent changer de méthodes), ils s'exposent à la même résistance de la part de leurs employées? Comme dans les cantines ou les femmes piquent de la bouffe; les Monoprix ou les cinoches ou elles plongent dans la caisse; les bureaux ou elles se fournissent en stylos, papier, ect, ect,.

L'organisation du travail, donc de la société ne nous regarde pas, ce n'est pas notre affaire, on nous le fait parfois comprendre à coups de matraques. La seule chose qu'on nous demande, c'est de travailler et de payer - le reste "ils" s'en occupent.

C'est encore plus flagrant dans le cas des femmes.

Elles ont le moins de pouvoir, y compris sur elles-mêmes et sont productives deux fois : I fois gratis à la maison et dans toute la société.

I fois au boulot et le plus souvent pour un bas salaire.

Le salaire que nous exigeons pour le rôle que les femmes jouent dans et pour la société : mère, ménagère, objet sexuel, psychiatre maison institutrice permanente, infirmière familiale, soutien pour les vieux, ect, ect; c'est un moyen pour se réapproprier ce qui nous appartient, ce que nous produisons.

Ce salaire peut prendre différentes formes comme la gratuité des services, du logement, les allocations, le paiement de la part de travail gratuit des métiers dit féminins; c'est aussi imposer le PRIX POLITIQUE des marchandises, défendre notre revenu, notre autonomie financière sabordée par la "crise", nous organiser sur nos besoins.

et y'a qu'à commencer tout de suite, on attend vos idées et vos expériences, pour s'organiser et le dire dans jamais Contente :

1°) pour en faire profiter les copines

2°) pour montrer comment l'imagination des femmes va toujours plus vite que le contrôle

3°) pour aller collectivement devant les Tribunaux

a) quelles nouvelles formes de contrôle avez vous remarquées ? b) quelle est l'attitude des surveillants-gerants-flics - et celle des syndicats ? c) Si vous avez bossé dans un self, on vous offre souvent un stage ou on vous apprend à surveiller les clients et ou on peut connaître des chiffres très intéressants :

* de combien augmente-t-on les prix pour récupérer à l'avance les pertes dues aux vols (c'est souvent très large)
* quel est le % de fauche ? * Combien coûte le service de surveillance ? * quel % donne-t-on aux vendeuses qui jouent les flics ? * sont-elles pénalisées quand il ya beaucoup de fauche ? * Combien gagnez-vous ?





NOUS ETIONS VINGT OU TRENTE BANDITES DANS UNE BANDE
TOUTES HABILLEES D'COLERE, A LA MODE DES
VOUS M'ENTENDEZ
TOUTES HABILLEES D'COLERE A LA MODE DES SORCIERES

ON N'AVAIT PAS ENVIE DE PERDRE TOUTE LA VIE
ON N'AVAIT PAS ENVIE DE VIVRE POUR
VOUS M'ENTENDEZ
ON N'AVAIT PAS ENVIE DE VIVRE POUR TRAVAILLER

LA PREMIERE VOLERIE QUE JE FIS DANS MA VIE
C'EST D'AVOIR CHOURAVE UNE BOITE DE
VOUS M'ENTENDEZ
C'EST D'AVOIR CHOURAVE UNE BOITE DE PATE

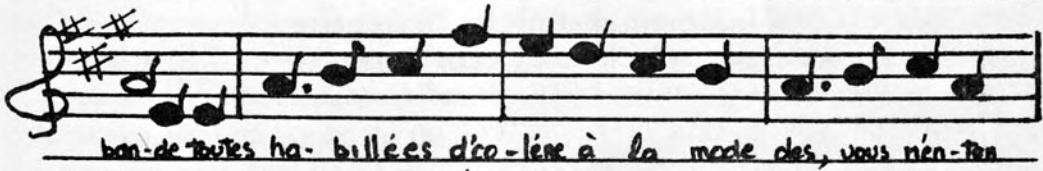
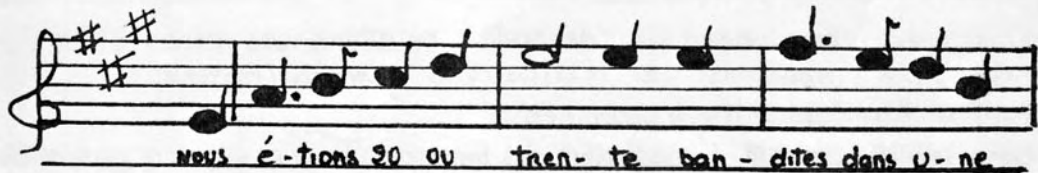
J'ENTRAIS DEDANS UN SELF, MON DIEU QUE C'ETAIT BEAU
J'Y VIS UNE NOIX DE VEAU, J'LA MIS SOUS MON
VOUS M'ENTENDEZ
J'Y VIS UNE NOIX DE VEAU, J'LA MIS SOUS MON MANTEAU

J'ENTRAIS AUX GALERIES, MON DIEU QUE C'ETAIT CHOUETTE
DE ROBES ET DE CHEMISES, J'EN REMPLIS TROIS
VOUS M'ENTENDEZ
DE ROBES ET DE CHEMISES, J'EN REMPLIS TROIS VALISES

J'ALLAIS LES ECHANGER SUR LA PLACE DU MARCHE
J'LES DONNAIS BON MARCHE, Y M'AVAIT RIEN
VOUS M'ENTENDEZ
J'LES DONNAIS BON MARCHE, Y M'AVAIT RIEN COUTE

J'ENTRAIS DEDANS UNE BANQUE, MON DIEU QU'ELLE ETAIT GRANDE
J'Y TROUVAIS CENT MILLE FRANCS, J'Y MIS LA MAIN
VOUS M'ENTENDEZ
J'Y TROUVAIS CENT MILLE FRANCS, J'Y MIS LA MAIN DEDANS

ON S'EST JAMAIS FAIT PRENDRE, UNE BONNE CHOSE A ENTENDRE
CAR DANS UNE PRISON ON NE VEUT PAS
VOUS M'ENTENDEZ
CAR DANS UNE PRISON ON NE VEUT PAS ALLER





MÉMOIRES D'UNE EX-CHÔMEUSE.

Quand on doit avoir absolument une activité salariée, être au chômage c'est terrible. Être obligée d'avoir un salaire, être femme et au chômage c'est pire. Mais être une femme de plus de 40 ans et au chômage, c'est carrément la seine avec une meule autour du cou, le flingue ou à la limite, l'asile. La tare suprême étant d'être du sexe féminin et "vieille", tout au moins selon les critères des employeurs hommes et hélas de certains employeurs femmes, solidaires la plupart du temps de l'entreprise avant de l'être de leurs semblables.

Combien est-on à avoir en pareille circonstance, relevé désespérément ces annonces: "Cherche Secr. âge maximum 35." Ça peut-être Sténo., Compt., Respons. Ccial. etc... mais la limite est toujours là. Ces métiers dits féminins nous ont été pour la plupart imposés d'ailleurs, et pas question évidemment de s'attaquer aux métiers "masculins"... Alors on triche, on dit: "j'ai 35 ans" quand l'annonce précise: "âge max. 40", ou: "j'ai 40 ans", pour "max. 45" (ce qui est rare). Alors ensuite, commence le petit jeu humiliant qui consiste à énumérer les activités professionnelles passées, de préférence avec "responsabilités" comme l'indique l'annonce, ce qui sous-entend quand même un certain temps passé à travailler, tout en laissant planer que "on a commencé jeune". - "Vous avez des enfants à charge?", - "Ben non, pas vraiment", (il ne faut pas risquer l'absentéisme n'est-ce-pas?), alors, s'ils sont grands, c'est qu'en principe vous avez dépassé les 35 ou 40 ans fatidiques (on tourne en rond).

Si, par chance, vous franchissez le premier barrage, c'est le rendez-vous avec le patron. Alors, là, vous déployez tout l'arsenal pleine forme; vêtements "dans le coup", maquillage etc..., la panoplie de la parfaite secrétaire, pas gamine (les responsabilités tiens!), mais pas "mémé" non plus. Et, si par malheur vous avez des prétentions financières: - "eh bien, non nous regrettons, mais, vous comprenez, le poste était prévu pour quelqu'un de moins qualifié que vous"- (tu parles), à qui l'on offre la moitié de ce que vous demandez.



Qu'est ce qui est rentable pour le patron finalement? Une employée d'expérience, ou une jeune et jolie fille qui attirera le client? De toutes

façons, les deux seront piégées: la débutante qui aura le privilège de l'âge mais qui sera sous-payée car elle n'aura pas d'expérience, la femme qui aura derrière elle de longues années de vie professionnelle, mais qui ne correspondra pas aux critères demandés par l'entreprise: âge, aspect physique, disponibilité, force de travail supposée etc....



Les deux sont obligées soit d'accepter le poste et le salaire, soit de continuer à grossir les rangs des chômeuses qui pointent deux fois par mois. Sans oublier les dépenses pour les transports, le sandwich pris rapidement entre deux annonces, le ressemelage des chaussures, les "fringues pas trop démodées, le maquillage, tout cela non prévu dans le budget des ASSEDIC bien entendu. Le patron lui, s'en moque, il y aura toujours à sa porte une femme jeune, sans qualification qui acceptera un salaire de débutante, pour la même raison qu'il y aura une femme plus âgée qui n'aura pas le choix et qui acceptera un salaire ne correspondant pas à sa qualification, parce qu'il faut vivre, et que pour vivre il faut des sous, C.Q.F.D.

Alors la chômeuse essaie de se "recycler". Après de nombreux déplacements à l'A.P.E. pour s'inscrire à un stage de formation professionnelle, elle réussit enfin à être reçue après avoir fait 5 ou 6 fois la queue (on en prend 12 à chaque fois, pas plus, pas moins). Ayant moi-même subi, le mot n'est pas trop fort

cette expérience, il m'est facile d'en parler. J'avais décidé, complètement dégoutée des fins de non-recevoir des employeurs, d'apprendre un métier "manuel", que je pourrai par la suite exercer à mon compte, et j'avais choisi celui où j'avais déjà des dons naturels: la plomberie. Eh bien quelle histoire! Une plombière, ça n'existe pas. - "C'est un métier d'homme, voyons madame" -



- "Mais, avez-vous beaucoup de postulants masculins dans ce domaine?" -
- "Ah non, on n'en trouve pas" -!!!! Ne cherchez pas à comprendre, j'y ai renoncé, à comprendre, pas à m'inscrire. Alors là, sur la liste, de 10 à 12 mois d'attente, et encore, dans la branche que j'avais choisie (plomberie-chauffage), c'était 18 mois. Bon, je m'inscris. On m'annonce que, vu mon cas (sic), j'aurai droit à un régime de faveur (youpi quelle veine), et qu'on me fera passer en priorité (ah bon!). Ne cherchez pas le rapport entre l'attente pour le stage et le peu de demandes masculines. Il s'explique à mon avis par le fait qu'il n'y a qu'une école, et encore à



Champs s/Marne (la porte à côté). Je me renseigne, on peut y loger et y prendre ses repas car c'est loin (très pratique quand on a une vie familiale), et on

en sort avec un C.A.P. de plomberie qui donne droit à chercher (encore) un emploi dans une entreprise, ou à la rigueur à s'inscrire comme travailleur indépendant au Registre du Commerce. Je ne peux, (vu mon âge toujours), m'installer avec un local et des aides, car il faut un B.T. paraît-il, et il est hélas trop tard pour que j'ai la possibilité de le passer. J'apprends qu'il ne faut pas compter sur la solidarité masculine en général, et sur celle des plombiers en particulier. Je dois craindre la concurrence sexiste des patrons-plombiers auprès de qui il est inutile de chercher aide et conseils quand on est une nana. J'avais de plus la "prétention" de vouloir monter une entreprise auto-gérée, employant en priorité des chômeuses et chômeurs! Vous raconterai-je également mon unique expérience de dépannage "au noir", chez un intellectuel totalement affolé de voir une femme débarquer chez lui pour déboucher sa baignoire et qui me suivait partout très inquiet, encore que totalement inefficace, et que j'ai du remettre fermement à sa place, c'est-à-dire dans son bureau pour avoir la paix. Rassurez-vous, sa baignoire a été débouchée rapidement, à son grand étonnement d'ailleurs. Pensez-donc, une plombière, on a jamais vu ça!!!



Bon, en attendant la "priorité" sur la liste, il faut quand même manger. Alors, en désespoir de cause, je fais une incursion timide dans l'intérim. Ah! l'intérim, tout un programme. D'abord du côté employée, puis du côté employeur. Travailleuse intérimaire, pour conserver mes droits au chômage entre deux "missions" (c'est comme ça que ça s'appelle), je dois passer des heures d'attente pour obtenir un livret de travailleuse intermittente à présenter à chacun de mes contrôles à l'A.P.E. Encore des démarches, encore des déplacements, encore des formulaires à remplir. A l'Agence d'Intérim c'est le marché aux esclaves. On attend des heures, on ne vous décourage jamais, "on a quelque chose pour vous, mais l'employeur n'a pas encore fixé l'heure" etc... Tout ceci pour vous garder sous la main au cas où... On vous envoie dans des endroits invraisemblables, (pour ma part j'ai eu droit à Rungis, Saint-Ouen etc..). Vous n'osez pas refuser, étant au chômage n'est-ce-pas? Les autres, celles qui croient que ce métier les rend "indépendantes", ne sont pas mieux loties. Si vous refusez trop souvent, on vous "oublie", si vous acceptez trop souvent, on vous colle les boulots et les endroits que les autres refusent. Etant chômeuse, vous acceptez tout. A vous les 2 heures de transport par jour, les boulots ne correspondant pas à votre qualification, (j'ai pour ma part tapé pendant trois semaines des calques dans un bureau d'études), encore heureuse d'être payée à peu-près au tarif "secrétaire", mais pas du tout heureuse de subir toute la journée les réflexions machistes et égrillardes des dessinateurs défilant à tour de rôle pour voir la bobine de la nouvelle intérimaire. Sans oublier la longueur du trajet: 20 minutes à pied du carrefour Pleyel (j'habite dans le 20ème), et l'inexistence de restaurants ou brasseries dans ce coin perdu. J'ai eu droit également au pool dactylographique dans une compagnie d'assurances où chacune des dactylos avait 1/4 h. de pause deux fois par jour, mais pas les intérimaires, etc..etc... Et gare si vous oubliez de remplir votre bordereau d'heures et de l'envoyer avant le 10 du mois suivant, vous en serez réduite aux acomptes et encore pas toujours.

le prochain qui vient voir la tronche de la nouvelle intérimaire, je lui fait bouffer ma machine à écrire!



Si vous en croyez la publicité, vous êtes libre de travailler quand vous voulez et de vous arrêter de même. Mais si vous avez le malheur de dire que vous faites de l'intérim car vous voulez être libre à certaines périodes de l'année, on vous oublie dans les dossiers. Quand on est chômeuse, c'est bien connu, on ne demande qu'à travailler. De plus le petit jeu humiliant de l'âge et de l'apparence recommence. Assise de l'autre côté du bureau

Patron! il y a 500.000
interimaires devant la
porte!

prenez celle
qu'à les plus
gros nœuds!

où un attaché commercial essaie de vous "vendre" à l'employeur, vous entendez la conversation;
- "Mais oui, monsieur, j'ai une parfaite secrétaire à vous proposer" - (.....), "non, elle est brune, ou blonde ou rousse" - (.....)
- "oui, elle a beaucoup d'expérience" - (.....)
- "Oh, mais elle a une excellente présentation" - (ceci pour le cas où le patron désire une jeune et jolie secrétaire). Et vous, vous avez envie de tout casser, de dire merde au marchand de chair humaine, de dire merde au marchand de loyer, à la quittance de l'E.D.F., aux chaussures du même, et vous avalez votre rage encore contente que le monsieur en face vous trouve "représentative", car pour le reste, aucun examen ne vient conforter l'opinion de l'employeur dans vos capacités.

Enfin, un jour, on me demande si je veux passer de l'autre côté de la barrière, entrer dans la boîte en "stable". Pourquoi pas? Je vais à mon tour essayer de vendre mes semblables. Je tiendrai 15 jours et en partirai écoeuvée, "remerciée" par l'Agence qui trouve que je fais trop de sentiment. Mais en deux semaines, j'aurai appris comment vendre une employée (secrétaire, sténo, comptable) ou un géomètre, un dessinateur etc... Et ceci, cours de vente à l'appui avec répétitions sur magnétophone. Comment démarcher le client patron d'après fichier de prospection au cours d'entretiens téléphoniques. Comment lui poser ce qu'on appelait des questions "ouvertes" ou des questions "fermées"; comment pratiquer la méthode dite "de l'entonnoir" destinée à le faire tomber sans qu'il puisse se rétracter dans le piège consistant à lui créer un besoin urgent de personnel intérimaire (mais lui n'est pas à plaindre, il a le choix.)

J'ai appris comment faire venir à l'Agence les sans-emploi, en majorité des femmes, par le biais de petites annonces perfides telles que: "disposons de 2 postes de Secr. bien rémunérés", ou " un poste de compt. à prendre de ste", etc... Comment envoyer des télégrammes à toutes les adresses de demandeurs d'emplois également répertoriés en fichier, télégrammes ainsi conçus: "vous prions de téléphoner d'urgence, avons un poste pour vous". Suivait la qualification de la personne et le nom de l'attaché commercial à demander. Quand vous savez pertinemment que vous n'avez rien à proposer, vous vous demandez ce que vous faites là et de quel échantillon d'humanité vous faites partie. Le but de la manœuvre étant d'avoir en permanence une salle d'attente pleine et le matériel humain sur place. Quand les personnes convoquées s'inquiètent de la durée de l'attente, on raconte n'importe quoi: "l'employeur est absent", "il va nous rappeler", "on n'arrive pas à le joindre". Si la personne s'énerve, on l'envoie faire un tour et on la reconvoque à heure fixe de préférence 10 h. le matin ou 15 h. l'après-midi pour l'empêcher de se présenter ailleurs entre temps. Et surtout on lui donne notre nom (très important) afin qu'elle se croit favorisée et suivie tout particulièrement par la personne qui l'a reçue. Et ça recommence: vous avez le patron au bout du fil, le ou la postulante en face de vous, et c'est vous qui mentez à votre tour. Prise entre l'employée et l'employeur, ce dernier qui réclame une secrétaire ou une sténo à son goût, plutôt comme ci, ou plutôt comme ça. - " Elle est comment? Pas café au lait j'espère?". juste le jour où vous avez une guadeloupéenne en face de vous!.. Tout ceci dit presque en plaisantant mais dit quand même. Et la postulante à qui vous devez offrir un visage détendu quand vous savez qu'elle est sans emploi comme vous l'avez été et qu'il va falloir lui dire: "non, désolée, pas cette fois, mais revenez demain, j'aurais quelque chose pour vous", ceci afin de la garder sous la main pour éviter qu'elle n'aille ailleurs. Et le

patron au bout du fil qui énumère ses exigences: "j'espère qu'elle est jeune et pas trop moche, et bien foutue, et blonde, et ceci et cela...". Je n'ai pas supporté, et voilà comment je me suis retrouvée au chômage.



Alors en conclusion, être au chômage ou travailler pour un patron vous crée de toutes façons des obligations financières et vous cause des humiliations dont vous vous passeriez bien quand vous êtes une femme:

- IL FAUT DE L'ARGENT pour acheter le maquillage et les fringues destinées à vous rendre "consommable", pour payer les transports, les annonces de demandes d'emploi, les timbres pour les lettres aux employeurs, la bouffe du midi et celle du soir, même quand vous rentrez vannée et découragée de vous être entendu dire: "on vous écrira".

- IL FAUT MENTIR à tout le monde, pour l'âge, les capacités, pour les enfants, pour sa santé, son besoin de vacances (très important les vacances, on n'a jamais besoin de vacances quand on cherche du travail), j'en passe et des meilleures.

- IL FAUT APPRENDRE A GRUGER LES AUTRES (dans l'intérim entre autres)

On se sent ravalée au rang d'objet manipulé par les uns et les autres selon l'usage que l'on fait de vous. Les A.P.E. et les boites d'intérim vous vident littéralement de toute fierté, de tout sentiment et vous laissent désespérée de faire partie d'une catégorie honteuse: "LES CHOMEUSES", avec la rage de s'humilier perpétuellement vis-à-vis des patrons pour qui vous n'êtes qu'une bonne femme de plus, sans emploi, à cataloguer suivant son âge ou son aspect physique, quand ils ne vous accusent pas en plus de prendre le travail des hommes et de délaisser votre sacro-saint intérieur, où vous devriez bien rentrer comme dit le titre d'un bouquin récemment paru.

D'ACCORD ON RENTRE CHEZ NOUS, MAIS PAS POUR BOSSER. ON VEUT ÊTRE PAYERS, BIEN PAYÉS MÊME, POUR TOUT CE QU'ON FAIT A LA MAISON, (99,6 h. par semaine, suivant une statistique américaine) ET AVEC CE FRIC, ON VEUT SORTIR, ALLER AU CINÉMA, EN VOYAGE, ACHETER DES BOUQUINS, DES DISQUES, TOUT CE QUI NOUS FAIT PLAISIR A NOUS ET PAS OBLIGATOIREMENT A LA FAMILLE, NOUS RECLAMONS LE DROIT A L'OISIVETE REMUNEREE





Un dur metier: chomeuse

- parcequ'il faut se lever tôt pour se jeter sur les petites annonces
 - parcequ'il faut se deplacer, telephoner, se "bien presenter" à ses frais, et vivre en plus
 - parceque pour les 40% des femmes incrites et sans "formation", il faut brader ses qualités feminines pour faire du demarchages ou des menages, ALORS QU'ON EFFECTUE UN BOULOT ET QU'IL N'EST PAS PAYE.....
 - parceque quand on est jeunes (et on a pas tous les jours 20 ans) et etudiante, il faut savoir amener le temps laissé par les etudes pour travailler contre une chambre (les grands specialistes fournisseurs de ce genre de choses etant le CROUS et Le CIDJ) et se contenter de ce qu'on trouve pour avoir quand même un peu de fric en plus.
 - parceque quand on a besoin de fric on a pas le choix et qu'il ne faut pas refuser les "chances" qui se presentent.....
- PARCEQUE LES CONTROLES SONT NOMBREUX ET QU'IL Y A PEU DE CADEAU!!
 (voir ci dessous le tableau des differentes allocations, une precision; il y a 1156702 demandeurs d'emploi dont 607735 femmes, il ne s'agit bien entendu que des gens incrits donc recensables)

Indemnisations	Montant	Conditions d'obtention	Nombre de bénéficiaires au 30.7.78	Durée de versement
AIDE PUBLIQUE (somme forfaitaire uniforme)	<ul style="list-style-type: none"> Les 3 premiers mois 16,50 F par jour plus 6,60 f par personne à charge. Après le 3ème mois 15,20 F par jour, plus 6,60 F par personne à charge. 	<ul style="list-style-type: none"> Etre chômeur de moins de 65 ans Licencié pour des raisons autres qu'économiques. Justifier d'un minimum de 150 jours de travail au cours des 12 mois précédant l'inscription à l'ANPE. 	213.800	Illimitée
ALLOCATIONS ASSEDIC (Allocations Journalières)	<ul style="list-style-type: none"> 35% du salaire antérieur, + 15% pendant une période allant de 3 mois à 2 ans selon âge. Allocation journalière maximale de 214,82 F. 	<ul style="list-style-type: none"> Etre chômeur de moins de 65 ans Privé d'emploi par licenciement ou démission pour motif légitime. Justifier d'au moins 91 jours ou 120 heures de travail au cours des 12 mois précédant la cessation d'activité. Etre inscrit à l'ANPE. 	333.400	365, 609, ou 730 jours selon âge.
ASA (Allocation supplémentaire d'attente)	<ul style="list-style-type: none"> 90% du salaire antérieur brut, dans la limite de 48.000 F par trimestre. 	<ul style="list-style-type: none"> Etre âgé de moins de 65 ans, Licencié pour motif économique. Justifier de 6 mois de cotisations ASSEDIC au cours des 12 mois précédant le licenciement, Etre inscrit à l'ANPE. 	175.100	Un an
GARANTIE DE RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> 70% du salaire journalier antérieur. Maximum de 373,60 F par jour. 	<ul style="list-style-type: none"> Etre âgé d'au moins 60 ans, Justifier de 10 ans d'affiliation à la Sécurité Sociale 		Versement jusqu'à la date de liquidation de la retraite.

ainsi là, c'est bien la peine que je me tue à faire des menages pour que on vienne écrire sur mon quad



Pour s'inscrire dans une ANPE, il faut pouvoir présenter une pièce d'identité, sa carte d'immatriculation sociale et une carte de travail quand on est étranger. Après si on a bien travaillé, on a droit à certaines allocations (quand on quitte ou perd sa place on a intérêt à ne pas trop attendre pour s'inscrire) et l'on va ensuite tous les 15 jours (c'est un effort qu'on peut faire quand on est payé à rien foutre) pointer à l'ANPE. Les règles du jeu sont de ne pas trop souvent refuser les propositions de "réinsertions" qu'on vous propose, c'est à dire que si l'on doit se présenter à un boulot, il faut justifier qu'on y a bien été (pas de mauvaise volonté svp) et se faire tamponner un petit papier (là on peut tricher pour ne pas perdre le temps d'une entrevue avec le patron, il suffit de s'adresser à une secrétaire complaisante) Ainsi de même il est recommandé à celles qui n'auraient pas envie d'échanger leur 90% contre un boulot de merde de très mal s'habiller (ouh qu'elle est négligée) et d'arriver avec une difficulté d'adaptation marquée au boulot proposé.

Mais comme on peut le voir dans le tableau, c'est pas tout le monde qui a droit aux indemnités de chômage.

alors ? qu'est ce qu'on peut faire ???

Nous à Jamais contentes on a un peu réfléchi au problème.

L'an dernier des femmes de l'extrême-gauche avaient suggéré de lancer un appel aux femmes pour qu'elles aillent en bloc s'inscrire au chômage et ce pour réclamer le droit au travail. Et bien nous disons non ! Les femmes (bob sang de bonsouère) ne sont jamais au chômage c'est à dire sans travail !! Le seul intérêt de cette manoeuvre serait de faire monter les taux de chomages. Très bien ! Mais nous qu'est ce qu'on y gagne ? si ce n'est de conforter les biens pensants de tous poils que nous vivons toutes d'amour et d'eau fraîche au sein du foyer (alors qu'on y bosse) et qu'effectivement notre seule revendication est le droit au travail.

NENNI !! de cela nous ne voulons pas !

Si les femmes s'inscrivent au chômage, c'est parce qu'elles sont obligées d'avoir une activité salariée pour vivre ou pour bénéficier de certains avantages.

(Ainsi par exemple une future mère célibataire n'ayant jamais bossé a tout intérêt à s'inscrire comme 1ère demandeuse d'emploi pour être ensuite affiliée à la SS pendant sa maternité et donc être remboursée)

En tant que chomeuse il y a de nombreuses choses à gagner si l'on s'organise ! Mais nous pensons que toutes les luttes ou revendications doivent être reliées au SALAIRE FEMININ !

En effet, il existe des mesures pour favoriser l'emploi des femmes qui sont dans l'obligation de travailler (veuves, mères célibataires, divorcées), c'est à dire en traduisant bien pour les femmes qui sont obligées d'avoir, de la manière la plus flagrante ; du fric pour vivre !

Il serait intéressant alors de s'organiser à plusieurs et d'aller leur montrer comment nous sommes sans salaire OK, mais pas sans travail. Par exemple, en allant s'inscrire oui, mais avec nos gosses que les charmants prospecteurs d'emploi se feront un plaisir de garder pendant qu'on ira démarcher le patron

qu'est ce que je fous là ? j'ai du me gouverner de canard

IL Y A TANT DE CHOSES & GAGNER: NOUS VOULONS:

- Les transports gratuits
 - l'affiliation directe à la secu pour tous
 - un revenu décent et garanti pendant toute la durée du chômage
- et aussi: des crèches, des services sociaux gratuits pas simplement utilisables par les femmes salariées mais par toutes.....

ETC... ET NOUS EN PASSONS ET DES MEILLEURS.....



LE PROJET DE LOI

LE TAC

Ta Tac Tic
c'est du Toc
♪ ♪



ET LA RESTRUCTURATION DE LA PROSTITUTION.

Dans son offensive de restructuration, le gouvernement n'oublie pas la prostitution secteur traditionnellement artisanal. Le projet de loi le Tac demandant la réouverture des maisons closes dans leur version moderne: Eros Centers calqués sur le modèle allemand sera discuté à la prochaine session parlementaire.



Monsieur le Tac, honnête député RPR du 18^e arrondissement, la soixantaine, bon père de famille que rien ne prédisposait donc à s'occuper des "intérêts" des prostituées a en effet conçu le projet astucieux de permettre, je cite, "l'ouverture d'établissements accueillants des personnes se livrant à la prostitution" gérés par les municipalités. Ceci pour offrir aux prostituées "le gîte et le couvert qui leurs fait tant défaut", "mettre fin à la progression du péril vénérien" (or les statistiques officielles du rapport Pinot sur la prostitution en 1975 ont prouvé qu'elle n'est pas, de loin, la

principale cause de la propagation des maladies vénériennes, en outre les prostituées sont soumises à des contrôles médicaux obligatoires de dépistage de ces maladies), "supprimer la pollution du paysage", "mettre un terme au proxénétisme". Humanisme et bonne mentalité en somme!

Alors que peut bien cacher ce projet de loi?

Actuellement les prostituées affirment qu'elles sont plus ou moins arrivées à se débarrasser des proxénètes (ou plus précisément des petits macs).

Les proxénètes sont de gros hommes d'affaires le plus souvent protégés et respectés pour des intérêts politiques. D'ailleurs les lois chargées de réprimer le proxénétisme "privé" se retournent bien souvent contre les prostituées elles-mêmes: "toute personne aidant de quelque façon la prostitution ou les prostituées est passible de poursuites"; ce qui se traduit dans les faits par l'impossibilité pour les prostituées de partager un appartement avec quiconque (deux femmes habitant ensemble peuvent se voir accuser de proxénétisme mutuel). Le mec qui partage la vie d'une prostituée le fait à ses risques et périls, et bien souvent trinque pour les vrais proxénètes. En clair on ne reconnaît pas à une prostituée le droit d'avoir des rapports sociaux normaux, ce qui

POLLUTION-POLLUTION!
EST-CE QUE J'AI UNE
GUEULE DE POLLUTION?
ET DES CARS DE
FLICS PARTOUT,
ÇA FAIT BUCOLIQUE?



contribue à les enfermer dans un ghetto et ne facilite pas les tentatives de réinsertion;

En fait cela ne sert qu'à masquer le proxénétisme le plus lucratif, celui de l'Etat maquereau. Car l'Etat jouant sur les ambiguïtés des lois réglementant la prostitution est sans concurrence le plus grand mac. La prostitution n'est pas interdite, chacun(e) étant libre de se prostituer si bon lui semble, mais les manifestations extérieures de la prostitution (raccolage) peuvent être punies comme atteintes à la moralité publique. Mais bien sur dans la réalité cela ne se passe pas comme ça; la loi du 11 juillet 1975 en ses articles 1 à 9 a confirmé l'orientation vers un prohibitionnisme inavoué: liberté de la prostitution, mais interdiction finale de l'exercer. L'Etat a saisi là l'occasion de ressources inespérées.

On sanctionne les prostituées pour raccolage, pour lequel on leur dresse des P.V. Le raccolage passif (simplement raccoler par l'attitude, ex de raccolage passif: "le fait de stationner sur la voie publique durant environ 10 minutes en cherchant à attirer l'attention des hommes", "de se tenir immobile dans la rue, maquillée de façon excessive et en regardant les passants de sexe masculin avec un regard perçant" (?)), coute 170 Fr par P.V; les flics filent souvent plusieurs P.V par jour. Le raccolage actif (par le geste et par la parole) coute de 500 à 1000 Fr l'amende et, maintenant on ajoute de plus en plus outrage public à la pudeur (délit jugé en correctionnelle et passible d'amendes et de prison). Les P.V ne dispensent d'ailleurs pas les prostituées des heures et des jours passés au dépôt.



APPARTE

Les définitions du raccolage passif et actif révèlent tout de même le comble de l'hypocrisie et du sexisme. On demande aux femmes d'être des objets sexuels et apres on sanctionne les prostituées parcequ'elles font payer le fait d'être des objets sexuels (cf "maquillée excessivement"). En fait on a le droit que d'être des objets sexuels gratuits et toujours disponibles; notre role étant d'être belles et désirables.

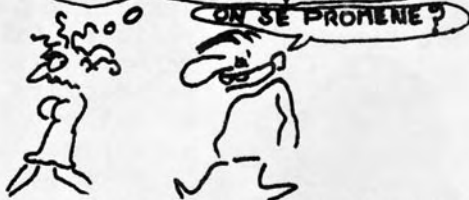
ET SI TOUTES ON DECIDAIT QUE C'EST AUSSI UN TRAVAIL ET QU'ON EXIGEAIT D'ETRE PAYEES POUR CELA ?!

ET SI EN PLUS ON TROUVAIT DANS CE FRIC LE POUVOIR NECESSAIRE POUR REFUSER CE ROLE D'ETRE BELLES ET DESIRABLES POUR TOUTE LA SOCIETE ? POUR NE L'ETRE QUE QUAND ON VEUT, COMME ON VEUT, ET POUR QUI ON VEUT !!

LES FEMMES QUI RACOLENT RISQUENT
170fr POUR RACOLAGE PASSIF (?)
1000fr POUR RACOLAGE ACTIF

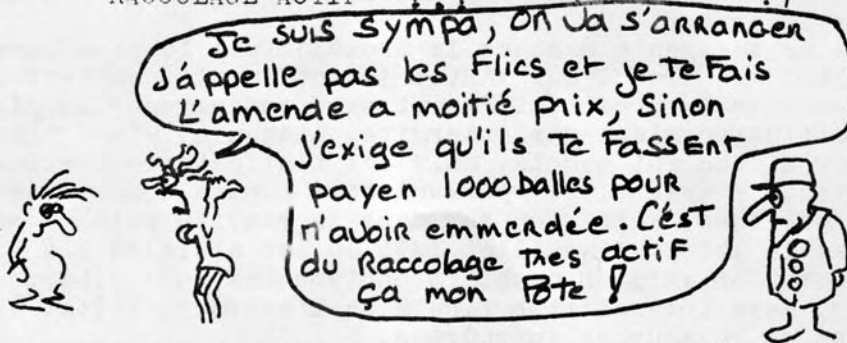


LES MECS QUI NOUS RACOLENT SUR LA VOIE PUBLIQUE PENDANT 1 HEURE NE RISQUENT RIEN EUX !



Quant aux mecs, eux dans la rue, dans le métro, ils ont le droit de nous détailler autant qu'ils veulent, de nous suivre, de nous draguer, de nous proposer de baiser (gratuitement s'entend), non seulement ils ne risquent rien, mais en plus on devrait s'estimer ravies et flattées.

ET SI ON EXIGEAIENT QU'ILS NOUS PAYENT DES AMENDES POUR CE RACCOLAGE ACTIF ?! ? (Hi-Hi-Hi!)



2) Elles payent des impôts évalués sur les bénéfices d'une activité considérée comme illégale.

3) Le délit de proxénétisme est puni de six mois à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 10.000 à 100.000 Fr.

La prostitution dans sa forme actuelle, constitue donc une source de revenus non négligeable pour l'Etat. Si le gouvernement se propose de la réformer, c'est certainement qu'il compte y trouver des profits plus grands encore. Le projet le Tac permet véritablement d'institutionnaliser la prostitution. Le proxénétisme d'Etat devenant une chose légale, celle ci cesserait alors d'être un "acte privé" pour devenir une activité officielle imposable, les prostituées deviendraient en quelque sorte "des fonctionnaires du sexe rapportant de l'argent aux services publics". Une affaire on le voit tres rentable, à la fois pour l'Etat et pour les municipalités par lesquelles seraient gérés les bordels.

Institutionnalisation aussi dans le sens ou cette loi réduirait le champ de la prostitution non professionnelle par un renforcement de la répression policiere (amendes doublées et application du délit d'outrage à la pudeur) pour les prostituées "sauvages", et encore on peut se demander si la prostitution sauvage ou occasionnelle sera tolérée, puisque l'une des visées du projet est de purger les villes de la prostitution libre. N'obligerait-on pas toutes les femmes à se grouper dans les eros center ? Enfin avec l'enfermement la possibilité d'une quelconque réinsertion deviendrait de plus en plus difficile.

Ce projet presente aussi un double avantage économique et idéologique: rentabiliser un maximum la prostitution et creuser le fossé entre "les femmes honnêtes" et les prostituées; la maman et la putain; les mamans au foyer, à la maison, les putains dans les maisons (closes); deux aspects du même enfermement. Dans ce sens l'Etat a tout intérêt à ce que l'on méprise les prostituées pour pouvoir les parquer dans des lieux bien précis et faire un maximum de blé sur leur dos,

Qu'en pensent les principales intéressées, de qui le Tac déclare ne pas vouloir connaître l'avis (pas fou) ce qui est tout de même le comble de l'hypocrisie et du mépris et dénote une bien curieuse conception de la démocratie. (RPR? le parti de CHIRAC,

AH je comprend Tout !)

APRES AUBIR ORGANISE LA MISERE SEXUELLE, ON ORGANISE LA PROSTITUTION C'est le Pied !!!





Les prostituées se sont tout de suite opposées au projet de loi le Tac (déjà en 1975, au moment où elles ont vraiment commencé à s'organiser, elles dénonçaient l'enfermement). Dès la parution du projet de loi en décembre 1978, elles ont commencé à se mobiliser contre le projet le Tac. Des prostituées de toutes les grandes villes de France ont convoqué des conférences de presse pour dire et redire leur peur de se voir enfermer dans des "ghettos municipaux", d'y être "réduites à l'esclavage" et "traitées en bétail humain".

On sait comment fonctionnent les eros centers allemands, sortes d'immenses usines à sexe, où les prostituées travaillent à la chaîne: fichage de A à Z, versement d'une caution de 30.000 Fr à l'arrivée (qui n'est généralement jamais rendue); la location du studio + la bouffe coûtent 600 Fr par jour, chaque déplacement du videur qui assure la sécurité coûte 50 Fr. Evidemment dans ces conditions, il n'est pas question de discuter avec le client (le lieu ne s'y prête pas), ce qui compte c'est la rentabilité, et d'ailleurs il faut bien payer le studio. "On se lève à l'heure qu'on décide. On prend un petit déjeuner dégueulasse; et on descend au rez de chaussé, dans la cour. Une cour en forme de préau d'école avec une grande porte pour permettre au client d'entrer. Toutes les filles viennent là, peut être 150 ou 200 ensemble habillées comme elles veulent. En réalité, c'est comme ça là-bas, elles sont très déshabillées, juste un petit gilet, les seins à l'air, des jaretelles, une petite jupe ou un short. Drole d'impression, un déballage de chair humaine, une foire. Toutes ces filles qui ne se parlent pas et ces mecs qui viennent les regarder" (EMMANUELLE ex-prostituées dans un eros center en RFA).

Les prostituées se rendent très bien compte que l'Etat ne leur propose qu'une alternative: subir une répression policière croissante ou accepter la "protection" de l'enfermement dans les maisons. Les visées répressives de ce projet sont très nettes; l'Etat veut isoler, enfermer les prostituées parcequ'elles représentent une marge; au même titre que les hôpitaux psychiatriques ou les prisons, il y aura les maisons closes; et dans l'Europe en construction les marges ne seront tolérées que si elles sont sérieusement encadrées, fléchées pour pouvoir prévenir et le cas échéant punir leurs éventuels accès de révolte.

Dans une lettre ouverte les prostituées françaises ont déclarées:

Notre rôle à nous c'est de soutenir les prostituées dans leurs actions offensives contre l'Etat et contre la répression qui s'abat sur elles. Leur flicage quotidien c'est aussi le notre.

Actuellement, le projet le Tac a été rejeté par la commission des lois à l'assemblée nationale, pour non conformité à la constitution, en fait ce texte est surtout en contradiction avec la convention des nations unies qui fait obligation aux Etats signataires de punir tous ceux qui favorisent l'exercice de la prostitution. (aurait-on vu l'état se punir lui-même?)

C'est toujours ça de gagner pour les prostituées mais cela ne change rien aux conditions auxquelles elles sont soumises! Quant à l'entête le Tac, il se propose de faire réexaminer son cher projet de loi, sans doute quelque peu modifié et présentée sans une forme plus subtile, à une prochaine session de l'assemblée



"Si une seule pierre d'une maison ou d'un EROS CENTER était posée, nous nous débrouillerions pour qu'il n'y en ait pas deux... Jamais nous n'irons dans les EROS CENTERS."

ne suis-je bien fait comprendre?

REDACTION

A près m'être réappropriée la nuit, comme toutes les femmes qui ont été à la manifestation du 8 mars (un jour par an, pour crier notre droit à sortir la nuit, c'est sympa, mais peut-être un peu insuffisant pour imposer un rapport de force), je rentrais chez moi?

J'allais me coucher, lorsque se firent entendre d'un terrain vague voisin des hurlements de femme. Nous descendimes: c'était une tentative de viol!

Le lendemain très enervée, je discutais avec des copains (de ceux "qui comprennent les femmes et leurs problèmes") des ripostes après un viol. J'en vins à suggérer qu'il serait judicieux de riposter par un acte collectif semblable, qui permettrait de "comprendre" ce que c'est. "Un baton dans le cul", voilà ce qu'il leur faut m'écriais-je!

La réaction de certains de mes gentils camarades ne se fit pas attendre. "Vraiment, c'est de la torture, du fascisme"... de la vengeance" etc.....

Et un viol c'est quoi????
Ce soir-là, j'ai bien ri.....
Essayez pour voir.....



Judi 3 mai, dans l'après-midi, un conseil d'établissement de l'INSA doit se tenir et traiter, sur la demande de l'intersyndicale, des problèmes de la SIN (et des à côtés sus dits). Manque de confiance, peut-être, le matin les femmes de ménage qui tentent de négocier depuis plus de deux mois leur statut ont préféré expliquer leur problème de vive voix au directeur de l'INSA, avec l'appui d'une centaine d'étudiants. En d'autres termes, elles l'ont un peu retenu contre son gré. Le directeur a néanmoins put se rendre à son conseil d'administration grâce à l'intervention de l'intersyndicale, redoutant une intervention de la police et soucieuse de la sécurité de ces femmes toutes immigrées. Elle pense également que leurs revendications seront bel et bien abordées lors du C.A. ce dernier en décide autrement et refuse même de passer au vote de l'inscription de la SIN à l'ordre du jour. L'intersyndicale quitta donc les lieux fort mécontente, déclaration à l'appui.

Femmes de Ménage et immigrées



On a demandé un mouvement étudiant ?!?

VOUS CROYEZ QUELLE VA JOUIR ??



Petit matin fiévreux et confus à l'Institut national des sciences appliquées (INSA) à Lyon. Bâtiment des enseignants, l'intersyndicale du personnel tient une conférence de presse. Deux minutes de discours le réveille avec un savant usage de la parenthèse et du détour: problème de promotion du personnel de l'INSA, grève des enseignants quant à la révision du taux d'encadrement, etc. Me serait-il trompé de conférences de presse? Moi, je viens pour le mouvement des femmes de ménage de la SIN qui se vaillent à l'INSA par l'intermédiaire de cette société de services. Ainsi que pour l'arrestation de 23 étudiants dans la nuit de jeudi alors qu'ils occupaient les locaux de l'administration de l'INSA. Après en avoir légèrement retenu le directeur. Et tout cela en soutien à la lutte des femmes de la SIN. On ne parle plus des femmes de ménage? —
« Ça va bien sûr... mais tout va bien. Pour l'instant, tout va bien, tous les problèmes ont été réglés avec importance ».

Union Action et oubli des Femmes



Pendant ce temps, à l'INSA, (le conseil avait été déplacé exceptionnellement au rectorat), une centaine d'étudiants occupent les locaux administratifs et à l'annonce de la fin de non recevoir opposée par le conseil d'administration de maintenir l'occupation pendant la nuit. Cette occupation fut interrompue par les coups de 2 heures du matin par l'intervention des forces de l'ordre et l'arrestation de 23 étudiants. Vendredi matin, l'adjoint du préfet de police déclarait aux représentants de l'intersyndicale en quête de ces étudiants disparus, que tout était rentré dans l'ordre et que tous étaient libérés. Une demi-heure plus tard M. Hamelin, directeur de l'INSA, quitte les locaux de l'administration de la rue de la République. Simultanément un contre ordre décidait de maintenir en garde à vue de cinq étudiants reconnus par M. Hamelin et inculpés sur ses plaintes de réclamation.

Le 4 octobre 78 dans la presse locale une petite annonce : « bureau Limoges près zone industrielle cherche une bonne dactylo qualifiée avec notions de comptabilité ». Une annonce parmi tant d'autres à laquelle Annick Délorne répond. Mais Annick Délorne, si elle a toutes les qualifications requises, souffre, du moins aux yeux de celui qui aurait pu être son patron, le conseiller juridique et fiscal Paul Lecomte, d'un lourd handicap : elle est mère de trois enfants âgés de 8 ans, 7 ans et 20 mois. Ce qui lui vaut, de la part du sieur Lecomte, la réponse suivante : « Je suis pantois, écrit-il. Vous vous consacrez déjà à votre époux, à vous même et à vos enfants. Total : 5 personnes. Vous souhaitez régler les problèmes de mes 65 clients. Total 70 pas. Je ne compte pas le temps que vous donnerez à votre patron. Madame, je vous en prie, occupez vous de votre foyer et de vos enfants ».

Ou un Patron reconnaît l'existence du Travail Gratuit des Femmes et propose de continuer GRATIS.....

filles qui boivent tranquillement du café avant d'aller de l'autre côté de la rue gagnent 2400F, rien de plus et se marrent quand on leur explique ce qu'est, dans l'imagerie, l'employée d'assurance. Les femmes sont surtout, à 75%, elles composent le personnel. Discussion pour être la aujourd'hui à 7 heures, pour demander aux maris de lever les gosses, discussion d'un mari et d'une femme par téléphone, lui inquiet et elle le rassurant en indiquant que les cadres ne franchiront pas les portes.

Les cadres n'ont pas franchi les portes. Pour l'instant, ils signent les bons de non grévistes au café du coin et patientent sous le froid. Ils n'y croyaient pas, ils sont tous surpris et lèvent la tête aux fenêtres, cherchant un signe dans les visages rigolards qui les épient. Une femme délaïse son tricot et regarde par la vitre avec un sourire en murmurant. « c'est fou ce qu'ils ont l'air cons ».

C'est fantastique, une grève.

GREVE dans les ASSURANCES.



Tiens ? j'ai dit Tiens !

Hamelin, l'homme qui n'a peur de rien. Les 18 autres étudiants ont été relâchés vendredi matin mais restent inculpés d'occupation de locaux administratifs, bris, vol et autres babioles.

Vendredi toujours, les femmes de ménage, encore débarrassées, pour un temps, de leur uniforme bleu nylon, sont assises avec les étudiants sur les bancs d'un amphithéâtre : « Ils nous ont soutenues, maintenant c'est à nous de les soutenir... On ne reprend pas le travail tant qu'ils ne sont pas libérés. C'est normal, même si le patron nous dit aujourd'hui je vous donne tout ce que vous voulez ». Le directeur de la SIN est bel et bien venu les voir mais « pour nous dire que ce n'était pas bien ce qu'on avait fait là à M. Hamelin. Qu'on est toutes des femmes immigrées et que si on nous expulse il ne pourrait rien faire pour nous... Nous on lui a dit que s'il n'était pas content, on lui faisait la même chose ; mais comme le syndicat a peur on l'a laissé aller ». Les cinq étudiants inculpés de séquestration ont été relâchés vendredi soir mais

restent évidemment inculpés. Pour marquer le coup, Hamelin a étendu sa plainte pour séquestration à l'ensemble des femmes de ménage de la Sin. Résultat : grève illimitée des femmes de ménage et des étudiants. La grève pourrait s'étendre aux autres facultés de Lyon. Un meeting a lieu, aujourd'hui à 13h30 devant l'administration de l'INSA pour exiger le retrait des plaintes.

Qui l'eut dit, qui l'eut cru. L'histoire a commencé il y a deux mois, en mars, à l'initiative de l'intersyndicale de l'INSA et de la section CFDT de la SIN, avec les débrayages des cinquante femmes de ménage immigrées. Parce que la société de service qui les emploie ne leur fournit de travail que 8 mois sur 12 suivant les stricts besoins de l'INSA, vacances forcées pendant lesquelles elles ne bénéficient pas du chômage. Parce que leur revenu annuel est inférieur au SMIC alors que certaines d'entre elles travaillent à l'INSA depuis plus de quinze ans. Parce que...

Chomeuses Prohibées

Nantes : des jeunes chomeuses répondent à l'appel des journées intersyndicales d'action pour l'emploi, et l'interprètent à leur façon. Les unes, en braquant, sur les bords de la manifestation, à quatre, et au couteau, la caisse d'un confiseur ou d'un marchand de fringues. Les autres en venant, le matin, au contact rapproché avec les CRS, en retournant chez elle, couvertes de bleu et de coquards, à l'heure du déjeuner, avant de remonter au Front, l'après-midi, un rouleau à pâtisserie dans la ceinture. Tandis que dans les grandes usines, ou des femmes nues de « Lui » et de « Playboy » décorent encore les tours ou les rectifieuses, une photo de femme différente a circulé ces derniers temps. C'est une chomeuse, licenciée de Brissonneau, elle doit avoir une quarantaine d'années, elle est debout, devant les grilles de la préfecture, et lance, à la volée un énorme pavé. Un cercle d'hommes muets, saisis la regardent pleurer, en lançant son pavé. Et la discussion roule sur un point bien précis : pleure-t-elle de rage, ou de trop de lacrymogènes ?

ROULEAU A PATISSERIE PROHIBÉ

Vive la sous-TRAITANCE!

COUPE PAPER PROHIBÉ





Extraits d'un tres chavette tract du 8 Mars

FACE AU MISERABILISME, QUELQUES PROPOSITIONS GAIES ET PLEINS D'ENTRAIN, POUR DES LUTTES FEMINISTES CONTRE LE TRAVAIL

Une chose est claire: ce texte se refuse à être un catalogue des innombrables misères et catastrophes inhérentes au triste sort des femmes opprimées.

Arretons de nous lamenter: ça n'a jamais servi qu'a refuser de mettre à jour toutes les luttes vivantes que TOUTES NOUS menons quotidiennement. Nous sommes opprimées, exploitées..... OK.....

Alors battons-nous (...)

Si on a un travail salarié, il existe des millions d'astuces pratiquées tous les jours que le capital fait par des millions de femmes partout dans le monde, pour en foutre le moins possible et récupérer un maximum de temps et d'argent pour elles.

Dans les bureaux on peut facilement récupérer du temps, donc on fait augmenter le taux

de salaire horaire réel; et des tas de services qui font économiser du temps et du fric (utiliser le téléphone, les machines à photocopier, récupérer des fournitures ect, ect....) Dans les usines on peut subtiliser des produits revendables ou utilisables, ce qui permet d'augmenter son revenu et d'économiser du temps pour les achats. La fauche dans les usines de femmes est effectivement tres répandue. Si on est au chômage, (precision utile: ce n'est pas forcément à cause d'un méchant patron, mais souvent parcequ'on en a marre de travailler; HE OUI, même en période de crise de l'emploi, repetons le refus du travail est une forme de lutte aussi généralisée que difficilement contrôlable) ou ménagère, ou mère ne travaillant "que" chez elle, il ya des tas de possibilités de récupérer du fric de l'Etat. Il ne s'agit pas de faire l'apologie de solutions individuelles, mais d'utiliser toutes ces pratiques dans le sens d'une organisation collective sur ce terrain, en adoptant comme règle absolue de ne jamais laisser un sou à l'Etat de ce qu'il nous doit et de ce qu'il ne nous doit pas selon ses lois. De toutes façons la dette de l'Etat à notre égard est inépuisable. QUELQUES TRAVAILLEUSES.... ENDETTEES... ET... PARESSEUSES.



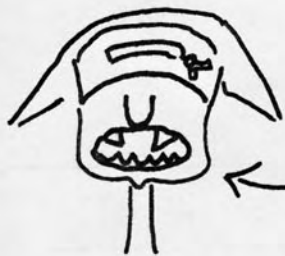
CHRONIQUE DES MANIFS

UN COMPTE-LARMES



Le 23 mars devait avoir lieu une grande kermesse syndicale où les travailleurs expriment avec calme et mesure leur grande colere, le 23 mars il y eu quelques débordements moins calme et 37 personnes furent inculpées; 37 pers qui prirent des peines lourdes tres lourdes, des peines qui furent encore aggravées en appel. Ce que l'Etat a "puni" ce jour là et ce qu'il a voulu faire payer tres cher, c'est ce choix politique qu'ont fait plusieurs milliers de pers en refusant de se disperser lorsque la CGT l'a demandé, de rester dans le cadre raisonnable et conseillé des syndicats. C'est cette complicité à la casse qui est insupportable (puisqu'ils sont restés, ils auraient pu casser). De toutes façons, ce n'est pas le fait réel qui est jugé, mais cette petite prise d'autonomie sur le terrain, que l'Etat veut stopper immédiatement avant qu'elle ne s'étende dangereusement. Tout comprètement politique déviant est aujourd'hui un "crime" car il pourrait le devenir demain CQFD. NOUS, appelons toutes celles qui luttent dans le mouvement des femmes a defendre notre autonomie politique en nous mobilisant.

Texte pour le meeting du 23 Avril.



ALERTEZ
LES

PETITES
FILLES



ATTENTION DANGER

INFIRMIERES

FEMMES EXPLOITÉES



Les petits garçons veulent être pompier, parcequ'y a un uniforme et la voiture rouge, ou alors cow-boys, c'est rare qu'ils le deviennent; les petites filles rêvent d'être infirmière ou coiffeuse (voir les pa-noplies) et elles le deviennent, HELAS! Les petites filles ont des rêves possibles.

3 PETITS TOURS DANS LA MYTHOLOGIE DE PLOMB DU METIER D'INFIRMIERE:

C'est pas souvent qu'on trouve un boulot aussi "féminin", la preuve, pour une fois, le vocabulaire est de notre côté: on dit infirmière, même si quelques mecs commencent à essayer d'être infirmier. Les "infes" bénéficient d'une image de marque; si on se penche un peu sur les illustrations debut 20^e siècle jusqu'à l'après guerre, c'est un régal: - Infirmière-ange de douceur de 14/18 (voir les cartes postales).

- Infirmière-bonne soeur du temps ou la profession était largement pourvue par ces dames, idéales de compassion et de dévouement.

- Infirmière-bénévoles, dans la lignée des petites soeurs, la variante "bourge dans ses occupations charitables.

- Infirmière merveilleuse seconde des hommes en blanc des romans, qui ajoutent l'érotisme à la charité et au sacrifice.

- Infirmière bien roulée des films américain carrement vouée à la guérison de la misère sexuelle des valeureux guerriers blessés.

LA MAMAN et LA PUTAIN en une seule femme, le rêve qu'ça! D'ailleurs les anglo-saxons disent "nurse" et ici on parle de nursing - c'est clair NON ?

Tous ces clichés ne sont pas périmés, un sondage récent effectué (gratuitement par les élèves infirmières pour l'AP) auprès de la population quant au métier d'infes a récolté en substance ces réponses: c'est un beau métier, un dur métier qui demande une sacrée dose de dévouement et de sacrifice. (C'est tellement beau que) c'est pas très compatible avec une vie privée. Cette image pèse lourd quand les infes veulent se révolter, est ce qu'on se révolte contre le soulagement de la douleur, contre un métier aussi intéressant et utile ?



SURVEILLANTE
AYANT OUBLIÉ
DE SE METTRE
EN CIVIL



La belle
jeunesse des
écoles infirmières

Moi, c'est Méline little Blues, la petite bleue.
La celle qu'en sait pas assez pour être payée, mais qu'en fait déjà
suffisamment pour "mériter" salaire.
Comment fait-on pour se retrouver dans une école d'infirmières ???

PAR REFUS DU TRAVAIL !!!

Ironie amère, c'était une erreur.
Comme tous les copains, les copines, j'ai fait un petit détour par la
faculté. C'est ben chouette d'avoir la permission d'y aller (paraît-il.)
mais à la sortie, les débouchés sont tellement rares et enthousiasmants
(OS de la machine à paperasserie et des ordinateurs) que j'ai encore
marché à reculons. Au fil du temps et des besoins d'argent, de petits
boulots débiles en petits boulots débiles, je me suis retrouvée agent
hospitalier, à faire un travail infirmier à domicile chez des petits
vieux.....pour un salaire d'agent hospitalier: 2200 Fr. Avec mes petits
vieux, ça s'est très bien passé, on pouvait se donner l'illusion qu'on
allait faire quelque chose de grand contre la gente médicale. Ils pou-
vaient exiger de n'être plus de simples corps à laver, à soigner.
Alors pourquoi pas se dire: et si je m'impliquais là dedans vraiment et
que ça frémissse un peu dans les cols blancs relevés de ces messieurs-da-
mes des hopitaux de Paris ?
Etant infirmière vraiment, d'abord j'aurai un peu plus de sous, ensuite
peut-être un peu plus d'indépendance (je rêvais d'être infe à la campa-
gne, sans chef, sans toubibs aux trousses, en en foutant le moins mais
le mieux possible), et puis infirmière, c'est un métier féminin (et y
en a pas des masses, on m'a refusée dans une école de menuiserie) auquel
on est biologiquement prédisposée. En plus de cela, il y a peu de chôma-
ge: 2,4 % pour les infes; 2,8 % pour les agents hospitaliers.
C'est beau d'être une femme et ça a ses côtés pratiques pour le para-
médical .

ET LA VOCATION ?

Ben non, j'ai pas une once de vocation...et c'est courant.

La vocation c'est une vieille légende de derrière les fagots pernitieusement entretenue par les toubibs et l'administration; quant au fonctionnement des écoles d'infirmières, ça vaut aussi son pesant d'antiquités:

DISCOURS INAUGURATIF PAR LA DIRECTRICE D'UNE ECOLE :



NON, JE NE PARLERAI PAS DE LA VOCATION,
PARCEQUE LA VOCATION C'EST PERINÉ
..... MAIS ICI FAUT AIMER
SON METIER.

ON NE VEUT PAS DES
ÉIEVES BÊTES ET DISCIPLINÉES
..... MAIS, SI VOUS ÊTES DANS CETTE
ECOLE, C'EST QUE VOUS ACCEPTEZ
SON RÉGLEMENT EN CONNAISSANCE DE
CAUSE. (CQFD)



La vocation, cet autre nom pour la discipline, la vocation ça ne marche plus, reste la discipline sans vernis - et c'est pas triste. Quoique l'on dise, quoique l'on fasse, l'administration et sa logique nous rebalance l'intérêt et les besoins du malade (pourtant on est élève et le malade n'a pas besoin de nous théoriquement) pour couper court à toute éventuelle contestation. Pour finir qui ne se plie à ces règles "simples" d'une école d'infes peut prendre la porte: elle connaissait les règles, donc savait ce qui l'attendait, donc l'acceptait. Subtil, non? nul n'est censé ignorer la loi. On n'a plus qu'à se plier et se faire carrement nonne. Ainsi s'expliquent les bases ancestrales d'une structure où

- Pas de droit de réunion (IH de réunion annuelle ???)
- Pas de droit de s'organiser
- Pas de droit d'affichage
- Pas de droit de grève

Un avant gout amer de la déontologie médicale quand on sera infes pour de bon. Pensez !, si les élèves infes prenaient gout à la grève, elle risqueraient de recommencer dans leur vie professionnelle consacrée (par le diplôme, parceque le travail on le fait déjà).

I° ENSEIGNEMENT DES ECOLES D'INFES: APPRENDRE A OBEIR SANS RECHIGNER.

Quand on a 18 ans et plus, que l'on sort du lycée, cela nous donne du vague à l'ame, parcequ'au moins y existait un rapport de force qui permettait d'exiger d'être considérées autrement que comme des gosses, parcequ'on y avait un passé de lutte.

Chez les "bleues" (élèves infirmières), c'est la régression dingue. Un vieux ressentiment surgit des années d'enfance où nous étions en primaire. Ici, aujourd'hui, on nous considère comme des primaires, avec toute la cretinerie d'une discipline, d'un uniforme, d'une hiérarchie où le flicage est de rigueur: on n'a pas la liberté des cours comme en fac, on fait l'appel une fois en début d'après midi, une fois en fin, et bientôt une troisième si on n'est pas sage, on n'a pas de contact entre les écoles, peu de contacts avec les autres élèves (on n'a pas le temps et ne va pas dans les mêmes stages). La discipline n'a pas grand chose à voir avec le travail en lui-même, elle est en tant que telle discipline pour la discipline et c'est là son efficacité.

L'uniformisation, aspiration profonde de tous les formateurs:

Oublie qui tu es, dépareille toi de la moindre fantaisie que peut être un bijou, fais toi un chignon ou coupe toi les douilles; laissez tes jolies gambettes prendre l'air et dit bonjour à l'interne, à l'équipe hospitalière, au malade. Sous ta blouse blanche, (symbole de pureté parceque question asepticité le bleu et le vert, c'est très bien) ne garde qu'un slip et un sous-tif (toujours contre les germes - et alors et les toubibs, et les internes, et la famille, on les met pas à poil eux???)

Et démerde toi pour ne pas être ni trop

petite ni trop grande
blouse qu'on te file.
sors, ou que t'as
la créve, t'as juste
bleu marine, dans
on vé-rifie que t'as
pompes blanches, ton
aux examens, ton badge, que
persuadée de n'être rien



dans la
Si tu
froid ou
droit au
les stages
bien des
voile blanc
tu es bien
d'autre

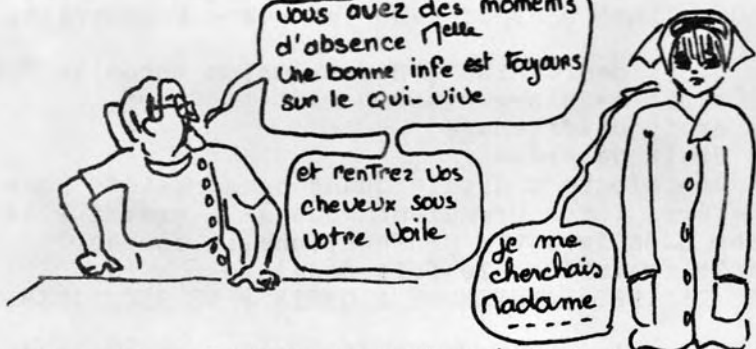
qu'une infé, une future infé. Et une infé n'a pas de vie privée, elle est inexistante hors de son boulot, a tel point qu'une infé enceinte ça devient choquant; qu'on soit élève ou infé, quand on se retrouve en "civil" on est toute étonnée de se découvrir une personnalité, des goûts, des idées, des vêtements différents. Parcequ'inconscient ce système d'intégration fonctionne sans être remis en cause. C'est pas innocent ce contrôle, ce modelage, cette coercition par l'uniforme imposé comme une religion; c'est l'interdiction d'apporter avec soi un peu du monde extérieur, de notre réalité, de nos intérêts et de nos besoins à l'intérieur de l'institution; c'est ne plus avoir de repères qui nous rattachent à notre vie propre, ce qui nous rend vulnérable; c'est l'interdiction d'être autre chose qu'une force de travail soumise, dépouillée, dépersonnalisée:

DU TRAVAIL DANS UNE BLOUSE BLANCHE

Vous avez des moments d'absence ?
Une bonne infé est toujours sur le qui-vive

et rentrez vos cheveux sous votre voile

je me cherchais madame



2° ENSEIGNEMENT DES ECOLES D'INFES: OBEIR JUSQU'A L'OUBLI DE SOI.

Une fois ces deux lois fondamentales assimilées on "offre" aux élèves une formation juste nécessaire à comprendre, mettre en pratique et éventuellement corriger les prescriptions de nos maîtres les toubibs, une

formation dont le pouvoir médical a besoin pour se perpétuer: Elle consiste en une formation sur le tas, c'est à dire, dans les services se démerder à apprendre, à avoir des contacts, à bosser comme tout le monde. S'il y a discipline, il n'y a pas d'encadrement, en stage on a deux possibilités:

- Soit on est considérée comme n'en sachant pas assez (on est là pour apprendre) et on nous refile le boulot de nettoyage - faire des lits des toilettes ect, ect....

- Soit on est considérée comme devant déjà savoir (alors qu'on est là pour apprendre) et on nous refile prématurément un boulot d'infé - soins, piqûres, pansements ect, ect.....

Il faut se battre pour apprendre, insister pour qu'on nous montre, bref "participer activement" à notre propre formation. Ce qui en fait correspond tout à fait à notre futur boulot d'infirmière où il s'agira avant tout de se démerder (c'est une qualité obligatoire). L'apprentissage permet de tester la souplesse de l'intéressée et sa capacité à entrer dans le moule. On nous ordonne de savoir comme on nous ordonnera de bosser dans des conditions impossibles, pour cela faut se débrouiller en travaillant plus et surtout ne pas en souffler mot, l'important étant que tout paraisse au point dans l'hôpital, même si c'est sur le dos des infes.

3° ENSEIGNEMENT DES ECOLES D'INFES: OBEIR NE VEUT PAS DIRE EXECUTER PASSIVEMENT LES ORDRES, MAIS SE DEMERDER POUR QU'ILS SOIENT EXECUTABLES.



LE FUTAL EST FORTEMENT DECONSEILLÉ AUX INFIRMIERES A CAUSE DES GERMES POUR LES INFIRMIERS AUSSI, JE SUPPOSE ?!?

J'SUIS RIDICULE QUAND J'ESSAIE DE DRAGUER LES P'TITES INFES ET J'AI FROID AU CUL

Se former nous-même, se débrouiller, c'est un travail qu'on exige des élèves infirmières, puisqu'on nous pénalise quand on y arrive pas (voir les notes de stages) mais cette exigence doit rester non formulée, invisible de façon à ne pas devoir reconnaître qu'il s'agit bien d'un travail - c'est ainsi que :

- Si on est "dégourdie" et qu'on exécute ce travail, on récolte de bonnes notes de stage.....qui comptent fort peu quand on nous juge en fin d'année; elles ont peu d'importance car les rapports de stage sont souvent bons. La plupart des élèves s'épuisant nerveusement et physiquement pour réussir à rentrer dans les normes; l'effort qu'il faut faire pour se débrouiller et se taire devient LA NORMALE, et s'agit pas de récompenser un effort qui n'existe pas (grâce à ce stratagème...)

- Si on n'est pas "dégourdie" et qu'on est complètement paumée quand il faut faire sa première piqure ou qu'on ferme pas toujours sa gueule, on récolte de mauvaises notes de stage qui ELLES comptent et prennent de l'importance - Logique (ou absurde selon le point de vue), on a pas encore compris ce que c'est que d'être infé.

ET C'EST PAS TOUT,

Etre élève infirmière, c'est non seulement "apprendre" (comprendre, accepter, intérioriser) tout ce qu'il faut pour être exploitée plus tard, c'est aussi bosser tout de suite en tant qu'infirmière, être tout de suite rentable :

+ On se pointe pour les stages "pratiques" dans les services le matin quand il y a le plus de boulot, ou à temps complet pendant 15 jours (soit 4H de travail effectif à l'hôpital + 3H/ de cours l'après-midi; soit 15 jours de stage 8H par jour, 15 jours de cours 8H par jour) et c'est pas rare de trouver une élève toute seule dans un service au bout de trois mois d'études.

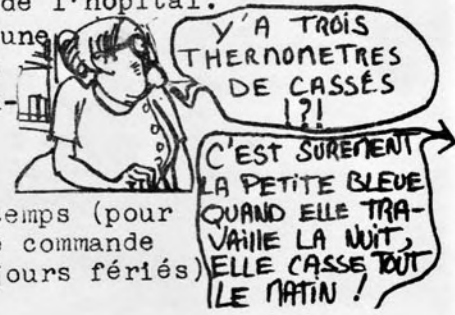
+ On a droit en été à des stages à temps complet quand le personnel est réduit parcequ'au soleil. (On n'a qu'un mois de vacances, ça permet de dire que les infes font 28 mois d'études et de les payer moins, comptez en années universitaires à 4 mois de vacances sur 12 combien ça fait ? Parait qu'on va passer à 3 ans. Attention on n'aura pas plus de vacances pour ça, on fera seulement plus de boulot. Parait aussi qu'on sera assimilée au BTS, ça s'appelle revaloriser la profession; et le salaire il augmente grâce à ce titre ? Ben non, on revalorise juste avec des mots, ça flatte et puis ça mange pas de pain Salaire de début d'un infé: 3000 Fr et moins)

+ On est vraiment les bouches-trous des postes vacants.

+ On nous accorde un stage d'intégration de 3 mois à la fin des études, soit disant éducatif, où on bosse en tant qu'infé pour 670 Fr moins la sécurité sociale.

+ On a le droit de faire tout ça et de s'entendre gueuler dessus parcequ'on est là pour apprendre, donc qu'on sait pas, donc que c'est nous qu'on a fait les gourances - ce qui permet à tout le monde de décharger son agressivité due au mauvais fonctionnement de l'hôpital.

+ On doit être tout cela et pas toucher une tunc et pire bosser en plus le week-end, le mois de vacance ou la nuit pour bouffer, payer nos études et éviter la dépendance parentale. Ce qui arrange bien les boîtes d'intérim, les grands magasins, les entreprises, ect ect qui ont de plus en plus besoin de personnel pour peu de temps (pour le "coup de feu", à Noël dans les magasins, une commande dans les entreprises ou pour les vacances et jours fériés)



C'est pratique le personnel qu'on prend et qu'on jette juste quand on en a besoin, ça fait moins de charge sociale, ça fait baisser le cout de la production.

NON SEULEMENT RENTABLE A L'INTERIEUR DE L'HOSTO, ON LE DEVIENT A L'EXTERIEUR:

C'est pas une vie ça Madame, mais Madame c'est votre nature et puis il faut bien vous préparer à être infirmière. Et pendant que vous y êtes commencer aussi à faire le tampon entre le malade et le toubib - les surveillantes - les infes en place, c'est un tres bon apprentissage pour les élèves de faire digérer ce qu'a raison de pas passer; ce sera leur rôle auprès du malade, toujours au service de la santé publique. J'ose plus vous raconter tellement c'est la galère, quand même faut que je vous dise encore qu'on n'a pas le droit d'être malade!!!....ou alors si on insiste, juste 15 jours sur 2 ans et demi, que sinon on est obligé de repiquer pour 6 mois; et ça va vite de dépasser les 15 jours fatidiques puisqu'on nous comptabilise le samedi et le dimanche comme jours effectifs d'arrêt s'ils se trouvent avant, ou pendant, ou apres les dates d'un certificat de maladie. Alors on préfère encore aller rattraper les absences le samedi en bossant 8H à l'hosto, histoire de prendre une bonne semaine de vacances. Ce qui arrange encore les hopitaux qui ont besoin d'infes pour le week-end et voient d'un tres bon oeil ce personnel gratuit et.....convalescent .



EN RESUMÉ :

Non seulement notre formation c'est dans sa partie fondamentale de montrer qu'on est capable de se débrouiller dans n'importe quelle situation ce qui nous apprend à accepter par la suite de bosser comme des dingues à colmater les manques de l'institution et cela pour des clopinettes, mais en plus on fait effectivement du boulot d'infes gratuit, et pour finir ces "études" sont à notre charge ; on paye pour y avoir droit (frais d'inscription, visites médicales, souscription d'une assurance, prix des bouquins et "trouver" de quoi vivre).

Comme tout les scolarisés, notre formation d'élève infirmière correspond aux besoins de l'entreprise qui nous attend, l'hosto étant effectivement une entreprise à but lucratif et pas une oeuvre de charité. ON nous "apprend" la profession de la façon dont ON a besoin qu'elle se perpétue le role que petit à petit nous acceptons permet de maintenir et de reproduire la structure telle qu'elle existe, or cette structure va servir à nous exploiter quand nous serons infirmières.

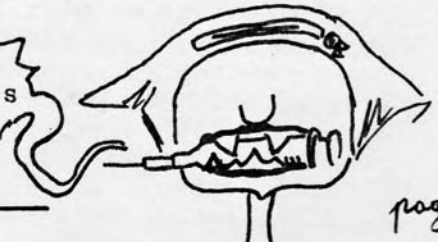
Dans ces conditions, on va pas continuer à les croire quand ils nous disent que cette formation est notre propriété privé et que donc on doit en assumer la charge; elle leur est beaucoup plus profitable qu'a nous, ça creve les yeux ! - C'est pourquoi :

- On veut un salaire (3000 Fr) pour les élèves parcequ'ils nous imposent une fonction qui les arrange bigrement.

- On exige un salaire parceque sans nous tout s'écroule.

- On désire un salaire parcequ'on veut vivre bien et que c'est tout ce qui nous intéresse, les problèmes de gestion et de déficit ne nous regardent pas.

On veut des sous, on veut des sous
C'est plus possible, c'est pas permis





MAGOUILLE BLUES

ou comment La CFDT a voulu syndiquer les bleues

Un jour d'un mois d'Avril circule un tract qui est un appel à une grève signé d'un comité d'élèves avec pour revendications:

- Rémunération des "stages à temps complet"
- Soins gratuits
- Liberté d'expression et d'organisation dans les écoles.

Petite enquête pour identifier ce comité d'élèves venu d'ailleurs qui ne propose dans un premier temps aucune concertation, aucune discussion, qui laisse un peu la tête perplexe, surtout quand on sait la répression dans les écoles et les sanctions qui peuvent s'en suivre tant est (de plus) dérisoire la façon d'appeler et les mots d'ordre qui s'y discutent.

On cherche, mais pas longtemps, et on découvre qu'il s'agit d'une coordination d'élèves infirmières existant depuis quelques années - élèves CFDT et "non syndiquées". On court au bureau de la CFDT de l'hôpital et on demande des éclaircissements, surtout quant à cette grève. Il nous est répondu là-dessus et par le secrétaire en personne: qu'on est pas très au courant de ce qui se passe dans le grand hôpital situé à500 m de là et où doivent se rassembler le lendemain les élèves grévistes. Pas mal pour un secrétaire de la CFDT!!! la coordination et l'information circulent bien.

Le lendemain, brouillamini pas possible ou certains débrayent et d'autres pas et où on comptabilise les forces pas très aisément (on est obligé de "coincer" les élèves qu'on pense CFDT pour savoir ce qui se passe). Des pétitions circulent dans tous les coins, sur le ton: Parisien-parisienne votre santé est dans nos mains, nous demandons votre soutien. Evidement, c'est un point positif que de vouloir se lier avec les malades, mais là, il faudrait une analyse qui montre clairement qu'on a des intérêts communs et pas une simple demande de soutien. L'après midi débrayage plus important et où 300 élèves vont se rassembler devant le siège de l'AP - pour, et oui vent de tristesse

négocié
La CFDT et représentants des élèves ont effectivement négocié, et ce pendant 2H, mais sur le nombre de personnes que M^e Vial était prêt à recevoir.

La CFDT s'affiche en tant qu'intermédiaire d'autant plus que démunies du soutien syndical et de leur présence; nous n'avons aucune représentativité, aucun poids politique. C'est tout à fait charmant!

On a recommencé la semaine d'après. Manifestations où on était nombreuses de la Pitié à l'Hotel de Ville; négociation encore où rien n'a pu être vraiment promis, si ce n'est l'éventuelle possibilité de bouffer dans les réfectoires des hôpitaux au tarif étudiant.

MA QU'EST CE QUE C'EST BEAU!



Entre temps on est allées écouter ce que discutait et débattait la CFDT à la bourse du travail. Discussions interminables de problèmes techniques, mais jamais de discussions de fond sur les mots d'ordre mis en avant. Rien qui pouvait faire frémir les bleues sur leurs besoins réels.

Ce n'est pas quatre mois sur deux ans et demi que l'on travaille, mais 28 mois. Ce à quoi la CFDT dit: faut procéder par étapes. C'est quand même beau les syndicats - ça négocie ce qui est acceptable et intégrable aux projets de l'administration en place: une rémunération là où elle existe déjà; mais à un taux plus fort (cf stage d'intégration à 670 Fr que l'administration envisage déjà d'augmenter un peu) et audace suprême pour le stage du mois d'été, c'est à dire là où l'exploitation crève les yeux. Ensuite on pourra se dire faut pas se plaindre avant c'était pire.



* Paiement de toutes les études au moins au salaire d'infirmière.
(nous on pratiquerait plutôt la politique du pire, celle de notre intérêt.)

* Transports gratuits et inclus dans le temps de travail.
D'autant que faut vous dire Mesieurs dames que l'AP n'a vraiment pas de coeur; elle envoie les petites bleues dans des écoles qui se situent à IH - IH 30 de leur domicile. Que 3H de transport, ce qui fait une journée effective consacrée aux études de IAH, ce n'est pas une raison suffisante pour demander son changement dans une autre école.

* Droit au logement décent et gratuit; et contre les foyers d'élèves où on paye 350 Fr une piaule minable avec:

- non droit de visite après 22H
- non droit de disposer de sa chambre comme on le veut
- flicage de la vie privée et visites clandestines ayant pour but de vérifier si tous les meubles y sont encore.

Quand les élèves ne payent pas c'est qu'elles ont un contrat logement; c'est à dire qu'elles sont logées, nourries au R.U midi et soir, et prises en charge pour les frais de transport entre école et foyer, et pour les frais de bibliothèque (BOF BOF BOF parce que si tu veux en bénéficier tu mords sur ton temps de déjeuner ou après 17H30 et là ça devient vraiment trop). Une fois cela acquis, elle ne touche pas une tune et ont un contrat de 5 ans pour après leurs études avec l'A.P.

Restons Cool, on a encore des choses à dire



* Cantines gratuites et bouffe mangeable.
Car, ou les petites bleues dans leur malheur ont de la chance d'avoir un R.U à portée de leur estomac, ou elles payent leur déjeuner au prix fort dans les réfectoires du personnel; y'a de l'abus quand même. Parait que les bleues sont nombreuses à pas bouffer le midi, et les crises de tétanie sont fréquentes dans l'après midi. Encore une maladie de pré-professionnelle qui mériterait bien une indemnité.

* Soins gratuits et inclus dans le temps de travail. (c'est bien la moindre des choses)

* La liberté des cours (droit d'y assister ou non) comme en fac.

* Les écoles transplantées au centre universitaire de la ville histoire d'aller faire la causette avec nos copines et copains de la faculté, d'y faire tout plein de politique, et de tous crier gare à l'administration de l'école.

On réclame donc la prise en charge de notre formation par l'Etat, via l'Assistance Publique, aussi bien par un salaire pour les élèves que par la gratuité de divers services, on veut avoir du temps et du fric pour vivre, y'a pas de raisons qu'on continue à être les dindonnes de la farce; mais comme on a pas confiance en la bonté de l'administration on se dit que ça ne serait pas mal, histoire d'imposer un rapport de force, de s'organiser pour se réappropriier des sous en :

refusant de payer la cantine
les logements des foyers
les soins
le transport



POUR NOUS CONTACTER, DISCUTER, HURLER DE RAGE ET S'ORGANISER :

PERMANENCE COLLECTIF *jamais Contentes*

TOUS LES MERCREDIS A PARTIR DE 18H

3 RUE DU BUISSON ST LOUIS - 75010 #

PARIS - M° GONCOURT OU BELLEVILLE -

TEL : 205 47 23.



LE TRAVAIL (DES INFIRMIERES) C'EST LA SANTÉ (PUBLIQUE)



Faut pas croire qu'en parlant des élèves infirmières en tant que scolarisées, on oublie leur situation spécifique de femmes. Bien sur, comme tous les scolarisés, elles ont pour rôle de travailler gratis à préparer leur future exploitation, mais ce qui les attend et ce qui détermine déjà entièrement leur formation et ses abus moyennageux, c'est d'être exploitées en tant que FEMMES.

D'ailleurs on peut le voir à la simple description de la vie des élèves (les qualités, les comportements qu'on leur demande d'avoir sont des qualités et comportements dits féminins). La profession elle même EST traditionnellement féminine, pas seulement parcequ'elle comprend une majorité de femmes, mais parceque ce travail est pensé comme féminin. Or, chose bizarre, les professions dites féminines sont synonymes de salaires ridiculements bas. POURQUOI ???

C'est très simple et logique du point de vue du capital :

Les professions dites féminines sont décalquées sur le rôle de la ménagère, toutes les femmes effectuent gratuitement le travail ménager donc, ces boulots sont moins payés puisque le travail ménager inclu dedans est déjà GRATUIT, moins payés aussi, parceque la "formation" nécessaire à ce travail ménager est gratuitement assurée par la famille et la société; on ne l'apprend pas, c'est "inné" (grâce à un bourrage de crâne particulièrement au point!).

Le rôle imposé à la femme dès son enfance devient compétence professionnelle, à ce petit détail près que cette compétence n'est pas rétribuée par un salaire. En effet, toutes les femmes sont soumises au même conditionnement, toutes les femmes possèdent donc cette "qualification", et on a jamais vu un patron accorder un quel conque prix à une qualification aussi généralement répandue, aussi courante, aussi peu coûteuse (tout le monde sait lire et écrire, il n'est donc pas possible de monnayer ce savoir, il ne "vaut" plus un sou).

QUAND JE SERAI
GRANDE, JE N'OCCUPERAI
DE MA MAISON ET DE
MES ENFANTS, ET PI
J'SERAI INFIRMIERE



Les infirmières feront donc un travail de femmes, de ménagères, de mamans-nounous et ne seront payées que pour la part strictement médicale de leur travail.

ET ON A DES PREUVES :

Quelques expressions, relevées dans divers bouquins, articles, et déclarations qui caractérisent une bonne infé ou une vraie femme, au choix.

être - gentille	plaisante
patiente	fraîche
dévouée	attentive
soignée	compréhensive
disponible	pédagogue
souriante	minutieuse
impécable	méthodique
obéissante	psychologue

Hier la surveillante a demandé à Annick de déplacer un matelas. Elle a refusé. Parce que ce n'est pas le travail de l'infirmière; parce qu'une prise de sang l'attend. Cri de la surveillante: « Ne le faites-vous donc jamais chez vous ? »



Appellez l'infirmière, l'infirmier n'existe pas. Ou très peu: 10 % d'hommes seulement, concentrés dans les hôpitaux psychiatriques, parce qu'ils sont plus « forts » et donc plus aptes à maîtriser les malades. D'ailleurs, c'est sans doute difficile, pour un homme d'apprendre ce métier. Difficile pour un homme « d'exécuter avec fidélité les prescriptions médicales », de « savoir s'oublier et pratiquer l'abnégation », « d'apporter le réconfort autour de soi ». Alors que pour une femme... « Finalement, je fais à l'hôpital ce qu'on m'a appris lorsque j'étais petite fille », constate Annick, 39 ans et vingt ans de blouses blanches à

Si toutes les professions "féminines" demandent ce type de qualité, celle d'infirmière gagne le pompon, et ce n'est sûrement pas un hasard si les infes sont à majorité employées par l'Etat, en majorité formées par l'Etat (les écoles privées se conforment au programme défini par l'assistance publique). Le sexisme est très profitable au pouvoir, mais l'Etat le gère avec doigté; il place toujours entre lui et les femmes, le rempart des hommes et des enfants, du privé qui enferme les femmes dans un rapport personnel (ou franchement affectif) quand elles veulent lutter. Le patron est phallo, le mari despotique, le violeur malade, mais de toutes façons, il ne s'agit que de cas individuels, et l'Etat ce bon papa n'est pas responsable; (c'est la nature humaine, les gens sont méchants). Il se donne même un rôle de justicier: loi contre le viol appliquée avec rigueur quand par ailleurs tout pousse au sexisme, incitation au travail, loi sur l'égalité des salaires quand la situation des femmes les amène à prendre les emplois les plus mal payés; en fait il ne réprime les conséquences spectaculaires du sexisme que pour mieux en préserver son existence et sa rentabilité.

Pour les infirmières, le rapport est direct pour une fois, leur patron c'est l'Etat, c'est lui qui leur impose ce partage sexuel des tâches, c'est lui qui les exploite en tant que femmes par le biais du sexisme. Et le moins qu'on puisse dire c'est qu'il n'y va pas avec le dos de la cuillère ???

Etre infé, c'est travailler comme des dingues; courir, courir, courir; s'épuiser nerveusement et physiquement et détester tout le monde. Commencer à 3000 Fr par mois au maximum, se taper parcequ'on débute et qu'on a pas d'enfants un nombre imposant de veilles et de week-ends de travail (environ un week-end de libre par mois), se retrouver avec des salles surchargées parceque employer une infé ça coûte moins cher que deux ou trois, et c'est aussi bien puisqu'elle fait le boulot; quelle importance si elle est crevée? elle sera d'autant plus maniable. Dans ces conditions, on ne s'étonne plus de voir le chômage augmenter quand on manque tant de personnel dans les services - c'est simple, l'A.P refuse d'en embaucher pour faire des économies et contrôler entièrement des infes incapables aussi bien mentalement que physiquement de se révolter. Ce refus est une mesure répressive

Le travail de nuit est interdit aux femmes, sous prétexte de travaux trop durset surtout des besoins de la famille (du travail ménager !) sauf pour les infes et les agents hospitaliers. Seraient elle des surfemmes ?? D'autant que la plupart du temps elles travaillent en poste fixe, sans roulement, 7 nuits d'affilées; ce qui est rare dans le travail de nuit. Alors ? Ben la prime de nuit en scteur industriel (mecs uniquement) fait à peu près 20 ou 25 % du salaire de base, pour une infe ça fait 10 %, 15 % pour les agents hospitaliers - sans commentaires - On laisse les femmes bosser la nuit quand c'est mal payé .

A bosser comme ça on attrape des maladies de "femme", des maladies qu'on reconnaît à l'avance comme provoquées par le travail puisque pour entrer dans les écoles il ne faut pas avoir de varices, de problèmes de circulation, de cellulite, de troubles oculaires, être assez grande pour retourner un malade et "être équilibrée psychologiquement" ect, ect; mais qu'on ne reconnaît pas comme maladies professionnelles par la suite: varices, cellulite, mauvaise circulation, lumbago, hyper émotivité, nervosité, troubles oculaires, seront des hasards malencontreux dus à leur condition de femme .

Dans les cinq premières années, un maximum d'infirmières se tirent, abandonnent. Imaginez leur travail quotidien quand elles vivent en couple et/ou ont un gosse - Du délire - C'est dans le ^{code} de l'hospital que les infes font leur travail gratuit de mère, à tel point qu'elles ont du mal à le faire en dehors.

ALA FIN DE LA NUIT, C'EST vraiment pénible. On refait une ronde. Les malades sont éveillés, on peut discuter avec eux, mais on voit à peine clair.

7 heures. Je suis pressée de rentrer. Souvent j'ai des copines qui me ramènent en voiture. J'ai toujours peur que mes gosses ne se réveillent pas, c'est ma hantise. Les grands ont des cours à 8 heures. C'est important pour eux, à 8 heures, c'est toujours les maths ou le français.

7 h 30. Je suis chez moi. J'expédie les grands, j'aide les petits à se préparer pour l'école, je les fais manger, je fais un peu de ménage. C'est ma deuxième journée qui commence.

L'infirmière doit consoler, écouter, expliquer, rassurer, soutenir moralement; c'est à dire tout ce que la visite éclair du toubib n'apporte pas au malade; c'est elle qui est "au lit du malade" face à un être pensant, variable, triste ou gai, c'est elle qui doit être attentive au moindre changement, qui s'inquiète de savoir s'ils mangent, chient et dorment normalement, s'ils souffrent, quand et comment.



C'est un très beau cas d'hépatite cholestatique

et c'est cela qui a révélé les Hyperbilirubinémies congénitales?

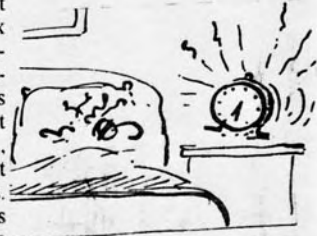
ça leur dit que ça sera long, mais guérissable

UN MEDECIN : "les infirmières sont un peu les mamans du service elles doivent faire abstraction de leur vie privée et de leurs problèmes



personnels pour prendre en charge à la fois ceux des malades et ceux des medecins" **BEN JOYONS!**

Non seulement elles manquent gravement de sommeil mais il est le plus souvent coupé en deux périodes, ce qui exclut un sommeil profond et réellement réparateur. De plus, ces femmes mangent mal, grignotent et d'après l'étude du C.N.R.S., 57 % d'entre elles grossissent dans des proportions alarmantes. Jusqu'à dix kilos en quelques années. D'autres maigrissent. La plupart vieillissent prématurément.



9 h 30. J'essaie de dormir. Mais c'est difficile. Il y a des bruits partout. Et souvent j'ai à faire. Ce matin, j'avais rendez-vous à la mairie pour inscrire les enfants en colonie de vacances. Je n'ai pas dormi du tout. Quand la plus petite n'allait pas encore à l'école, je ne dormais pratiquement pas. Une ou deux heures par jour.

11 h 45. Deux des enfants rentrent pour déjeuner. Je fais à manger puis ils m'aident à ranger la cuisine, et je me couche, vers 1 heure et demie.

16 h 30. Je me réveille. Je suis fatiguée, je suis tout le temps fatiguée. Mais je suis là quand les enfants rentrent de l'école.

Toutes choses fondamentales pour la guérison d'un malade qui a besoin d'être materné parcequ'il a perdu toute autonomie et qu'il se sent seul et vulnérable. Seulement c'est long, ça prend du temps, ça demande de s'impliquer et c'est fatigant (comme le travail des mères est fatigant).

Les toubibs rechignent à ce contact vulgaire et trivial avec le malade, ça les dérange dans leur application mathématique de la médecine. C'est sale, c'est en nuyeux, ça ne les regarde pas, MIEUX ÇA N'EXISTE PAS; le malade n'est là que comme corps à soigner et il a intérêt à bien réagir au traitement qui lui est fait car sinon il vient foutre en l'air leurs beaux raisonnements logiques et c'est très mal vu. Ils sont là pour essayer sur le malade ce qu'on leur a appris: soigner la maladie et pas le malade, soigner le pied N°8 ou le foie N°3, l'organe isolé du corps et de la tête. Les médecins, les patrons", les assistants, les internes font pratiquement toutes leurs études de façon théorique, loin du malade; ils viennent le plus souvent d'un milieu bourgeois; tout cela les rend absolument imperméables à la situation sociale et psychologique des gens.



C'est quelle pilule qu'il faut donner à un arabe tuberculeux à cause de ses conditions de vie ici ? à un petit vieux neurasthénique ? à une femme qui a trois gosses qui l'attendent à la maison ??? Et la mort ? c'est rare qu'un malade meurt en consultation, le plus souvent, il n'a que son infé à ce moment là, et elle, elle ne peut pas l'oublier des qu'elle sort de l'hosto. Si on survalorise la technique dans le corps médical, c'est souvent pour éviter la remise en cause et l'angoisse qu'implique la relation au malade. Les infes aussi aimeraient parfois s'enfuir dans la technique, mais cela leur est totalement impossible, à moins de baillonner et de ligoter les malades 24H sur 24.

★ ELLES JOUENT DONC LE ROLE DE TAMPON ENTRE LE MALADE ET LE TOUBIB. Elles font tous les gestes nécessaires avant de pouvoir exécuter les ordres des médecins, mais ce travail sans lequel aucun traitement ne pourrait être administré, est considéré comme inexistant (d'un point de vue salarial) bien qu'obligatoire.

★ ELLES JOUENT AUSSI LE ROLE DE TAMPON AUPRES DES FAMILLES. Elles excusent les toubibs, elles excusent l'administration auprès de familles inquiètes, désespérées ou furieuses.

★ Et c'est pas tout, ELLES SONT AUSSI LES SERVANTES DES TOUBIBS. Elles doivent leur macher le travail, leur fonction, allant de la bonne à tout faire à se substituer au toubib défaillant. Quand une infé fait une erreur, elle est seule responsable, quand le toubib se gourre on réprimande l'infé qui devait le "seconder".

En clair ça veut dire: lui rappeler l'état de son malade et les soins déjà fait, se précipiter pour trouver ce dont il a besoin (du matériel ou médicaments ou sa blouse ou autre chose, c'est très variable), faire gaffe à ce qu'il ne prescrive pas des médicaments incompatibles entre eux ou iatrogènes, aux erreurs de dosage, aux "oublis" d'aseptie ou d'examen préliminaires (avant une ponction lombaire par ex, on invente rien - c'est dans les cours des élèves infes) le supplier de se déplacer la nuit si ça va pas ou courir après le médecin de garde (à part des sédatifs on a pas le droit de faire la moindre prescription, même pour des soins d'urgence, alors on téléphone la nuit au médecin traitant quin'a pas envie de se lever et nous "fait confiance" comme c'est gentil, pour donner du truc ou du machin à son malade et si le malade meurt quand même, le lendemain il peut se désister, on n'a aucune preuve de cette prescription par téléphone. On devrait refuser de faire ça mais on est obligées de prendre des initiatives quand les gens vont vraiment mal), hurler pour obtenir de l'administration du matériel (car comme toute bonne mère de famille nombreuse, une infé doit être économe et ne pas dépenser inconsidérément les sous de l'A.P. Ca se traduit encore une fois par de l'énervement, de la fatigue, et même des engueulades de la part des toubibs)

Quand une infé aide un jeune interne, on dit qu'elle a de l'expérience et c'est tout



et ça s'appelle être "exécutante" ?!?! ce serait la panique si les infes se contentaient d'exécuter mécaniquement ce qu'on leur ordonne - Alors, d'un côté il faut obéir, de l'autre il faut se débrouiller - Le résultat, c'est que L'Hosto est supportable grâce à elles -

Allier un manque de pouvoir total à une responsabilité totale

extrait
de
"L'INSOURISE"

En cela l'infirmière joue à l'hôpital le même rôle que la ménagère à l'intérieur de la famille, car la ménagère a elle aussi pour fonction principale de rendre l'école supportable aux enfants, le travail supportable au mari. En faisant tout cela elle maintient le système en équilibre juste assez pour éviter que le scandale arrive.

Ce qui est le rôle de toutes les femmes dans toute la société.
Ce qui est un rôle primordial qui peut tout faire basculer.

C'EST NOUS QUI FAISONS FONCTIONNER L'HOSTO.

Pour le moment ça se traduit par notre exploitation la plus totale, ça peut devenir un formidable pouvoir de refus.

Si nous restons isolées, l'institution tente de faire de nous des "rouages complices" en nous donnant des miettes de pouvoir médical pour mieux nous intégrer et nous faire taire. Faut-il se sentir flattées de décharger un toubib de son boulot? Faut-il espérer que les infes pourront faire des prescriptions (en plus du reste...)? Faut-il demander comme l'ANFIIDE que le travail soit plus médical, plus en "collaboration" avec le médecin? c'est à dire séparer encore plus les soins de la relation au malade, mécaniser les tâches, se décharger entièrement des travaux "sales et avilissants" sur les nettoyeuses, être l'exécutante d'un traitement dépersonnalisé, de soins en série? En un mot, accentuer la division et la hiérarchie (déjà pour un service: infes-chef, infes-surveillante des soins, infirmières, aide-soignantes, les femmes de services, et les élèves-infes; c'est pas mal) Sans compter que cette séparation des tâches ne sera que théorique et hiérarchique: les contradictions internes à l'institution permettent d'exiger à la fois le dévouement et la technique, les deux à une cadence rentable. EXTRAIT DE LA REVUE DE L'INFIRMIERE:

"Les élèves vont être initiées aux plans de soins et les formateurs mettront l'accent sur la fonction de la parole et de l'écoute. (...) La démarche est certes légitime mais la future professionnelle va idéaliser la prise en charge et nourrir des attentes irréalistes que les stages se chargeront de décevoir. (...) "car à l'hosto "L'importance quantitative du travail ne tolère pas les hésitations et la lenteur les gestes thérapeutiques doivent devenir des réflexes évacuant tout tâtonnement et favorisant la production".

C'est pourquoi on a pas intérêt à aller dans ce sens et à réclamer que le métier d'infes s'oriente vers une plus grande technicité, genre travail à la chaîne en délaissant le véritable rapport au malade qui est sa partie la plus intéressante et en se fermant ainsi la possibilité d'une lutte collective infes-malades, (au dernier salon du micro ordinateur on pouvait voir des infes en cassettes à placer "dans" l'ordinateur de façon à lui faire exécuter une part du boulot technique et bien sûr de les payer encore moins puisque leur savoir sera "dans" la machine. Le savoir médical c'est pas à tous les coups le pouvoir, on deviendrait ainsi des exécutantes de seconde zone et le travail qu'est la relation au malade resterait gratuit et obligatoire, simplement on pourrait faire croire qu'il s'agit d'une volonté d'infes sentimentales et irréalistes (voir la revue de l'infirmière qui propose de pousser les élèves à mater un peu mais pas trop, juste pour qu'elles le fassent plus tard d'elle-même et en plus, sans déranger la production.)



Les toubibs qui s'occupent de médecine psychosomatique savent bien qu'on ne peut pas impunément séparer le corps de l'esprit du malade. L'HOSTO N'EST QU'UNE ARTICULATION DU POUVOIR DU CAPITAL DANS LA SOCIÉTÉ. ON POURRAIT ÉCRIRE À LA PORTE : ICI ON REPARÉ DES TRAVAILLEURS.

Les infes n'ont pas intérêt à partager la responsabilité d'une institution médicale qui objetise totalement le malade et qui n'est là que pour faire des profits sur le dos de ces malades et les rendre aptes à retourner au boulot. Cette responsabilité qu'"ils" la gardent; on se laissera pas

prendre au piège de la participation à la grande famille médicale. Nos intérêts, comme ceux des aides-soignantes, des femmes de services et des malades, sont contradictoires avec les leurs. Plutôt que d'accentuer la division, on ferait mieux de se lier vraiment avec les malades et les autres agents hospitaliers; et pas par simple solidarité

PARCE QUE NOTRE SITUATION N'EST PAS SI DIFFÉRENTE, ON EST DU MÊME CÔTÉ CONTRAIREMENT À CE QU'ON VEUT NOUS FAIRE CROIRE :

- Logiquement, les infes ont le "droit" de considérer les nettoyeuses-femmes de service, les aides-soignantes comme des inférieures hiérarchiques, et même on nous pousse à le faire. Diviser pour régner....le vieil adage. L'administration croit pouvoir nous "acheter" avec ce genre de "sucette". Or, c'est clair, ces catégories sont en majorité des femmes et sont exploitées en tant que telles et nous avons ensemble des revendications collectives de femme: le travail ménager et maternel qu'elles font à l'hosto est aussi sous-payé que celui des infes, parqu'elles aussi effectuent ce travail gratuitement chez elles. Simplement elles ont droit à une dose de mépris sexiste supplémentaire de la part du corps médical puisqu'elles n'ont pas été "formées" par leur précieux savoir.



- En assumant les besoins vitaux des malades, les infes détiennent un pouvoir sur eux, pouvoir gracieusement délégué par l'institution et lié à l'acceptation de soigner les gens à la chaîne. Ceci à nos propres dépens et à ceux des autres. C'est l'infe qui humanise ou déshumanise l'hosto (et pas la chartre du malade M-Veil!) parceque c'est sur elle que repose entièrement cette tâche. La plupart du temps les infes sont enfermées dans une série de tâches répétitives et monotones délimitant la façon de soigner, des horaires qui découpent la journée en tranches sans tenir compte des besoins du malade, des mauvaises conditions, de plus elles ont tant de boulot qu'elles ne peuvent entrer en relation véritable avec le malade.

On nous reproche parfois une certaine dureté; c'est pire on est indifférentes par auto-défense. On est tellement exténuées qu'on se prend à haïr, l'espace d'un moment ces gens qui nous réclament encore du travail. Pour tenir on en arrive au sourire mécanique, à la phrase stéréotypée pour chaque malade. D'ailleurs on se sent parfois culpabilisées (en plus!) par exemple, d'appeler "mamie" chaque petite vieille pour faire semblant de l'aider.

VOILA VOS MÉDICAMENTS
CHER CAMARADE



EXEMPLE DE NOUVEAUX
RAPPORTS AVEC LES MALADES
page 45

Ils se disent :

"exclus
expropriés de leur corps
coupables
étrangers
différents
baillonnés
morcelés
livrés
dépossédés de soi"

Ces qualificatifs les femmes les ont déjà employés pour parler d'elles-mêmes. Doit y avoir une raison??

Les malades se retrouvent dans la situation de tous les sans-pouvoir et surtout sont soumis à travers leur corps qui leurs échappe (une condition bien féminine!). Eux aussi doivent rentrer dans les normes (être le "bon malade") sous peine d'être "punis"; eux aussi expriment mal leur ma-

laise et se retourne contre nous (qui sommes les intermédiaires là pour ça) plutôt que contre l'institution, ils "regiment", ergotent, dissimulent ou se taisent"

Les malades nous harcèlent et nous, nous les rabrouons - Tout va bien

En tant qu'individus nous devenons des instruments complices, nous devons lutter contre cette instrumentalisation, refuser d'exercer ce pouvoir répressif à leur place, puisque collectivement nous possédons le pouvoir de bouleverser l'institution au profit des infirmières, à celui des femmes de service et aides-soignantes, à celui des malades.



C'EST NOUS QUI FAISONS FONCTIONNER L'HOSTO, NOUS POUVONS LE FAIRE FONCTIONNER COMME NOUS VOULONS, SELON NOS DESIRS ET NOS BESOINS

ORGANISONS NOUS POUR EXIGER:

dans la perspective du salaire féminin.

* Un salaire minimum de 5000 Fr, Non seulement parcequ'on travaille largement assez pour ça (s'il fallait réclamer ce qu'on nous doit étant donné ce qu'on leur rapporte; non seulement à l'hosto mais aussi à la société; on ruinerait le ministère de la santé), mais parcequ'on en a ras le bol d'être des sans le sous, parcequ'on a le DROIT de vivre autrement qu'en comptant tout le temps (c'est comme ça qu'on "revalorisera" la profession M-Veil et pas à coup de paroles moralisatrices du genre faut pas mépriser les infes, c'est pas bien), parceque nos besoins et envies passent avant la sauvegarde de votre ordre médical, de vos institutions, de vos profits et de vos hiérarchies.

* De ne travailler que 3 jours par semaine pour ce salaire de 5000 Fr (pas question de mi-temps au tarif minimum pour élever les mêmes en même temps), Pour avoir le temps de vivre pour nous et pour avoir le temps et l'énergie de s'occuper des malades correctement sans prendre sur notre santé (ou sur la leur), notre vie privée ou devenir dingues (ce qui soit dit en passant est une bonne mesure contre le chômage, cela implique de doubler les effectifs pour employer tout le monde à temps partiel), parcequ'aussi on a besoin de toutes nos forces et de temps pour ne pas rentrer dans votre jeu, pour échanger nos points de vue et parler avec les malades, pour ne pas être dociles par l'abrutissement et la fatigue dus au travail.

* Un nombre suffisant de personnel dans chaque service pour les mêmes raisons que précédemment.

* Le droit de grève, d'expression, d'organisation, de réunion, ainsi que l'abandon d'une discipline calquée sur un pensionnat de jeunes filles au 19^e siècle

DANS CE SENS ON PEUT DEJA RECUPERER DES SOUS ET DU TEMPS EN IMPOSANT :

- La gratuité du réfectoire de l'hôpital qu'on peut refuser de payer collectivement.
- Le temps de transport inclu dans le temps de travail et pris en charge financièrement par l'hôpital (pour cela il faut un minimum d'organisation etun peu d'imagination, mais chut !)
- Maternelle gratuite dans l'hôpital et ouverte 24H sur 24
- Soins et médicaments gratuits et surtout droit de prendre sur notre temps de travail pour aller nous faire soigner.

Il existe un nombre important de revendications ayant trait, aux gardes de nuit, aux rapports avec les toubibs (s'ils veulent jouer aux adjudants qu'ils s'engagent dans l'armée) à la discipline (par ex: interdiction de s'asseoir, notes, promotion, hiérarchie, ect, ect) aux maladies du travail, ect, ect,.....

Grâce aux Syndicats qui réclament l'amélioration du contenu de la formation (dans un sens plus médical) pour lutter contre "la casse du système sanitaire" et "la dégradation de la santé publique" et à L'ANFIIDE* qui pousse les infes du côté des toubibs; L'Etat va pouvoir utiliser ces revendications pour donner à

quelques infes surqualifiées un vrai rôle de collabo-ratrices (dans le genre des nurses -Practitioner aux USA qui sont une catégorie intermédiaire entre les infes et les toubibs, mais cette fois en plus technique et dans l'Hosto) et refiler aux autres un travail technique, certes, mais simple, chiant, et interchangeable parce que hyperspécialisé, dans le genre pisseuse à la chaîne, préposée aux électros, ou stérilisatrice à la pièce ect.

A jamais Contentes, nous comptons publier une brochure à la rentrée entièrement consacrée aux infirmières, élèves, aides soignantes et femmes de service. Nous vous invitons à rejoindre celles qui font déjà partie du collectif et à participer à ce projet.

POUR TOUT CONTACT, ECRIRE OU VENIR AU LOCAL DE LA SOCIETE ALTERNATIVE SOCIALE, 3 RUE DU BUISSON ST LOUIS - 75010 - PARIS, TOUS LES MERCREDIS A PARTIR DE 18H - TEL : 205 47 23.

On a intérêt à organiser une lutte Autonome des infirmières sur nos besoins et rapidement!



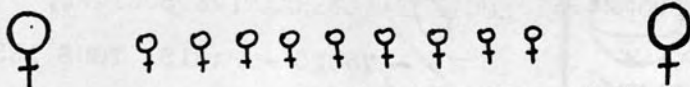
* ANFIIDE : Association nationale Française des infirmières et infirmiers diplômés et élèves

pour Liu, pour Juliana, pour Luisa, pour Maria Rosa,
A PROPOS DE L'ITALIE

Quelques réflexions pour un point
de vue féministe contre la répression

Le vedettariat accordé à Toni Negri dans l'affaire qui a commencé avec les arrestations du 7 Avril dans plusieurs villes d'Italie, particulièrement à Padoue, a permis très opportunément d'occulter les autres aspects, extrêmement importants selon nous, de cette situation nouvelle. Vedettariat dû sans doute en partie à sa personnalité particulière, son prestige de théoricien et à son rôle au sein de l'"Autonomie Ouvrière", mais surtout à une presse qui, dans son ensemble, fonctionne de telle manière dans la répression d'Etat qu'il est absolument fondamental de développer des réseaux de contre information. En Italie, ils existent, et sont aujourd'hui justement soumis à une répression de plus en plus dure.

En France, il est urgent de combattre le monopole de l'information y compris au sein du mouvement révolutionnaire, et particulièrement du mouvement des femmes, qui sont dans une ignorance tout-à-fait fonctionnelle à l'organisation européenne de la répression, en créant un vrai réseau de contre information. Pour ce qui nous concerne, nous nous intéressons particulièrement à l'Italie, et à la situation des luttes des femmes, à ce que signifie pour elles, donc pour nous, ces nouveaux développements des attaques de l'Etat et du PCI contre le mouvement de lutte dans son ensemble.



Donc, parmi les arrêtés du 7 Avril à Padoue, 2 femmes:

- Alisa Del Re enseignante à la faculté des sciences politiques de Padoue, a écrit des textes sur l'exploitation des femmes, arrêtée dans des conditions dénoncées dans un communiqué des familles des arrêtés:
" ... a été emmenée sur une civière avec 40 ° de fièvre" et ensuite transférée dans une prison disciplinaire (alors qu'elle est en prévention) sans équipement sanitaire adéquat.
- Carmela di Rocco médecin des chemin de fer italiens, membre du collectif autonome des cheminots de Padoue, et atteinte d'une maladie cardiaque.

Déjà, un certain nombre de collectifs de femmes ont pris position:

- Communiqué de la librairie des femmes de Padoue

Les "compagne" Lisi et Carmela arrêtées avec les autres camarades, au cours de l'opération policière, sont depuis des années présentes dans le mouvement avec leurs capacités et leur intelligence politique. Elles ont contribué avec leurs analyses et leur présence, à la formation et à l'activité de la librairie, à l'intérieur du circuit de contre information de classe: un espace politique pour les femmes que nous ne nous laisserons pas enlever. ...

Nous voulons de nouveau Lisi et Carmela parmi nous.

pour Sylvia, pour Marina, pour Gracela, pour Luana, pour Carmela, pour Alisa, pour Giovanna, pour Carla, pour Francesca, pour Anna, pour Laura, pour Bia, pour Maria, pour Luana, pour Paola

- Communiqué du Mouvement pour le salaire au travail ménager
extraits

"La récente vague d'arrestation qui a commencé le 7 Avril à Padoue,... est à notre avis significative d'un tournant politique qui pose de manière urgente à toutes les sections du mouvement de classe et donc du mouvement féministe lui-même, le problème d'une prise de position et d'un engagement militant ...

L'épreuve de force qui se joue autour de l'échéance, constituée avant tout par la libération immédiate des camarades, hommes et femmes, arrêtés (ées) nous voit directement engagées non seulement pour la défense des niveaux atteints, mais surtout pour leur développement partout, dans les maisons, les écoles, les hôpitaux, les usines ..."

- Communiqué du noyau femmes du secteur médical et du groupe de centre information femmes de Ferrare

" Les accusations qui les frappent, aussi lourdes que vagues et inconsistantes, ont pour but de faire passer pour terroristes tous ceux qui ces dernières années ont cherché à étendre les espaces politiques et ceux qui, dans cette perspective, ont refusé d'accepter passivement de faire les enfants commandés par l'Etat, d'être massacrés dans les structures sanitaires, d'être exploités à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine ...

Ceux qui invoquent la démocratie pour couvrir cette opération oublient le plus facilement du monde les droits humains les plus élémentaires, en arrêtant et en détenant à l'isolement deux "compagne" gravement malades, Alisa Del Re qui a une bronchite et Carmela Di Rocco qui est cardiaque. ...

Mais bien sûr, ces aspects de cette "brillante opération" ont été soigneusement oubliés par les journaux et la tété comme, grâce à la liberté de la presse (!), ont été oubliées et couvertes toutes les violence contre les femmes. ..."



Texte de la pétition des femmes qui participent aux comités 7 Avril contre la répression, avec les premières signatures parvenues aujourd'hui à notre connaissance :

" La spectaculaire vague d'arrestations effectuée le 7 Avril prétend donner un puissant tour de vis à l'espace de débat politique et de lutte conquis ces dernières années par toutes les sections de classe et de mouvement. La variété même de l'engagement sur différents secteurs de lutte des camarades arrêtés (ées) en est un témoignage. C'est aussi la richesse et la diversité des contributions effectuées par les arrêtés (ées), représentant des luttes de masse de ces dernières années que l'Etat veut obscurcir et dénaturer. Mais l'espace enlevé à une section de classe, à une articulation du mouvement de lutte, devient immédiatement une fermeture des espaces pour les autres.

Ce serait une très grosse erreur, non seulement par rapport aux camarades arrêtés (ées), mais surtout par rapport à notre propre lutte, et un grave obstacle pour sa poursuite et son développement, si nous laissions passer la tentative de criminalisation que cette attaque répressive représente.

Cela signifierait, en fait, donner la voie libre à plus ou moins longue échéance à notre propre criminalisation.

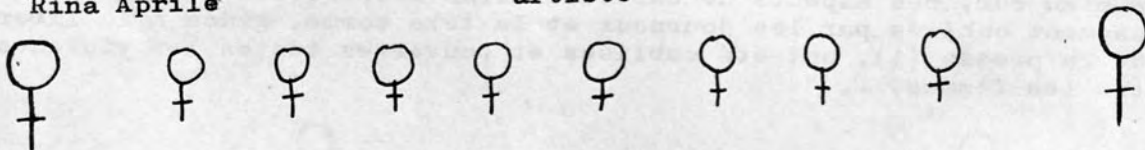
Bien que l'élargissement de l'espace politique de la lutte féministe n'ait jamais dérivé des batailles de "camarades", mais au contraire présupposé une bataille y compris contre eux, nous ne pouvons pas ne pas revendiquer comme patrimoine de Mouvement dans son ensemble, l'engagement de chacun et de chacune des arrêtés, ceux aujourd'hui comme ceux d'hier, dans sa richesse et sa diversité.

C'est seulement en construisant le maximum d'initiatives politiques autour de cette revendication fondamentale que nous pourrons, spécifiquement comme femmes, approfondir la lutte sur le terrain du travail et des rapports sociaux, qui pour nous sont si étroitement liés, parce que nous sommes conscientes que plus notre autonomie s'exprime avec force tant au niveau de l'analyse que du débat et de l'organisation, plus la chasse aux sorcières qui frappe aujourd'hui les camarades se dirigera contre nous.

LIBERTE POUR TOUTES ET TOUS LES CAMARADES ARRETÉS

Premières signatures

Polda Fortunati	enseignante à l'université
Marirosa Della Costa	" "
Antonella Picchio	" "
Natalia Aspesi	journaliste
Dacia Maraini	écrivaine
Giovanna Franca Della Costa	enseignante à l'université
Milly Gandini	artiste "Gruppo Imagine" Varese
Francesca Caminoli	journaliste
Paola Fallaci	"
Maria Caronia	edizione delle donne
Sylvie Coyand	collectif femmes Feltrinelli
Lucia Bianchini	enseignante à l'université
Franca Bimbi	" "
Adele Cambria	journaliste
Mariuccia Secol	artiste "gruppo Imagine" Varese
Rina Aprile	artiste



Si nous prenons aujourd'hui position sur la question de la répression en Italie, c'est en revendiquant clairement notre point de vue politique comme femmes. Le sens de notre soutien est celui exprimé dans la pétition citée plus haut, c'est-à-dire que nous pensons absolument nécessaire de réagir et d'agir pour le développement de toutes les luttes radicales qui sont atteintes dans leur expression. Il n'est pas question pour nous, car ce serait réellement une nouvelle défaite, de nous fondre dans la lutte globale et le combat commun, derrière la fausse unité du combat anti-répression, comme le voudraient nos chers "camarades" qui croient encore naïvement que "tous unis" (derrière eux, bien sûr!) on sera plus fort contre l'Etat. Nous disons au contraire que cette naïveté fait absolument le jeu de l'Etat en prétendant nier toute autonomie de pensée, de combat et de formes de lutte. Il est absolument vital pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire que toutes les "sections de classe" (comme disent les Italiens) existent en tant que tels, avec leur terrain propre, leurs objectifs propres, leur organisation propre. La politique de l'Etat vise justement à réduire cette diversité pour la contraindre au seul terrain de la répression, terrain d'Etat.

♀ Or, nous, femmes, avons besoin, comme les autres, et pourquoi le nier publiquement alors que nous l'admettons tout à fait en privé (où va donc se nicher la vieille division du privé et du politique!), de l'affrontement politique, théorique et concret avec les autres mouvements de lutte radicaux, parce que, que nous le voulions ou non, qu'eux le veuillent ou non, nous avançons ensemble à approfondir nos antagonismes et nos contradictions vers la destruction de l'ordre présent.



La situation italienne vient nous rappeler aujourd'hui où se situent les enjeux: défendre des "camarades" avec qui nous avons sans doute des désaccords, justement parce que nous avons ces désaccords, parce qu'il y va de notre existence même comme mouvement politique. Car, comment pourrions-nous exister dans notre richesse et notre diversité si l'Etat nous contraint par la répression au dessèchement unitaire de nos luttes.

Dialectiquement, ce serait une erreur aux conséquences incalculables, pour nous féministes, qui avons sans doute mené les luttes qui ont le plus changé justement l'ordre des choses, de ne pas comprendre qu'une atteinte si violente aux secteurs de lutte les plus radicaux, ratifie un tournant décisif dans la détermination de l'Etat à réduire en peau de chagrin (et sans pitié) tous les espaces de lutte quelque peu subversifs.

L'Etat n'attaque pas, pour l'instant tout au moins, les femmes sur le terrain politique en criminalisant directement leurs luttes, parce qu'il sait que le meilleur moyen de faire reculer les niveaux de lutte des femmes et leur organisation collective, c'est d'attaquer les autres ceux avec qui elles sont, du fait du rapport social global, en position de dépendance sociale.

C'est toujours la même histoire dont il nous faut justement sortir en occupant les terrains où on ne nous veut surtout pas. Refuser cet engrenage de la dépendance, y compris politique, ça signifie aujourd'hui prendre des devants, en revendiquant politiquement et ouvertement nos luttes comme subversives, parce que nous refusons aussi de faire la trêve avec nos camarades des autres mouvements de lutte, et de nous taire, renvoyées au privé, au nom de l'union sacrée contre la répression.

Pour ce qui nous concerne ici, en France, la situation italienne, bien que particulière à bien des égards, permet de nous poser des questions tout-à-fait pertinentes sur l'avenir de la criminalisation des luttes. Les niveaux de tensions et de violences sociales sont assez peu comparables en Italie et en France, mais par contre on peut très bien imaginer que la lutte dite "anti-terroriste", par l'intermédiaire de la collaboration européenne des polices, et sous prétexte des lieux présumés entre des organisations de lutte armée en Italie avec des groupes ici, nous soit importée, et utilisée directement à criminaliser les embryons d'organisation radicale des luttes qui peuvent exister. Ce serait sans doute plus intéressant pour l'Etat français qu'une solution allemande, finalement difficile à faire passer du fait, d'une part d'un vieil antagonisme historique, et surtout de la présence ici, comme en Italie, d'un PC puissant.

LE ROLE DU PCI ET DES SYNDICATS

ou le compromis historique comme lessive miracle pour rafraîchir le linge quelque peu douteux de l'Etat italien.

La situation est telle aujourd'hui que c'est carrément directement le PCI qui prend l'initiative de la répression d'Etat contre le mouvement révolutionnaire non institutionnalisé, particulièrement contre l'"Autonomie Ouvrière". Le Juge de Padoue, Calogero, qui a signé les arrestations du 7 Avril, est un homme du PCI et c'est de lui (et de la presse du PCI) que viennent finalement les accusations les plus criminalisantes. Plus question d'insister sur les grotesques accusations d'appartenance aux BR et de participation à l'affaire Moro, dont on risque d'attendre les preuves encore longtemps. Les accusations aussi farfelues soient-elles ont servi à discréditer les accusés pour permettre d'accréditer la thèse centrale du PCI qui est d'attribuer à l'Autonomie Ouvrière et à ses dirigeants la responsabilité morale directe de la violence diffuse, c'est-à-dire non pas les attentats spectaculaires des BR, mais des milliers de petits attentats quotidiens qui ne font pas la une des journaux, et qui sont revendiqués par des groupes innombrables aux dénominations les plus diverses. Violence diffuse qui exprime effectivement un niveau de conflictualité

sociale extrêmement dur.

Cette politique, qui est celle du PCI beaucoup plus que celle de l'Etat démocrate chrétien bien incapable d'une telle cohérence, vise à réduire matériellement, physiquement, tout espace de lutte radicale ouverte à sa gauche, à faire le vide entre lui (et ses quelques pâles satellites) et les BR. Tout se passe comme si le PCI voulait défendre le monopole des BR de la lutte armée, pour circonscrire la lutte de l'Etat contre la subversion sur un terrain strictement militaire. Le slogan des BR : porter la guerre au coeur de l'Etat, devient après un heureux retournement dialectique : porter les BR comme unique interlocuteur militaire de l'Etat.

Pour arriver à ses fins, le PCI ne lésine pas sur les moyens, les syndicats servant de main d'oeuvre sur le terrain pour les basses oeuvres de dénonciation.

Un exemple des plus significatifs : celui de Carmela Di Rocco, arrêtée le 7 Avril, membre du collectif de lutte des cheminots de Padoue. D'abord dénoncée par le syndicat comme prostituée, puis "Kapo" de la "colonne autonome" de la station de Padoue, puis enfin accusée d'avoir organisé un attentat contre le syndicat. Pour le PCI et le syndicat, les vieilles ficelles de la diffamation sont encore les meilleures!

L'image qu'on a du PCI en France est incroyablement mythifiée : sous prétexte qu'il n'a pas le monolithisme du nôtre, on lui attribue généralement des qualités démocratiques. L'Etat et le PCI jouent des rôles tout-à-fait complémentaires: l'Etat démocrate chrétien étant bien incapable de récupérer et institutionnaliser les luttes, le PCI est là pour ça: il accepte des courants d'idées très divers, intègre le féminisme avec beaucoup moins de réticences qu'en France, il est le parti qui glorifie le terrorisme de la résistance et l'ennemi le plus acharné de la lutte armée aujourd'hui; il a dans son sein des intellectuels qui appartiennent au courant "opéraïste" (Tronti; Cacciari etc ...), dont il fait arrêter ceux qui sont considérés comme les idéologues et les chefs de l'Autonomie Ouvrière.

En fit, ces contradictions apparentes sont complètement fonctionnelles à son rôle de parti de pouvoir. L'Etat dans les pays où il joue son rôle d'Etat, ne fait pas autre chose que d'exercer son pouvoir à travers ses propres contradictions.

En bref, c'est justement parce qu'il est le plus libéral (au sens de pluralité, car il reste quand même pour l'essentiel fidèle à la tradition stalinienne: la forme du procès qu'il mène publiquement contre l'Autonomie Ouvrière en est un exemple frappant cf l'article du bulletin du CISI), qu'il est le plus apte à gérer pouvoir et répression de manière cohérente.



ENGAGEMENT FEMINISTE ET VIOLENCE POLITIQUE

Quelques réflexions à propos de la situation italienne

En France, on peut dire que le consensus surnage encore: la répression frappe par intimidation plus que par répression directe des "responsables" politiques. De plus, elle a (encore) des égards par rapport aux femmes (ex: parmi les inculpés du 23 Mars, une femme, seule en liberté provisoire). Pour l'instant, l'Etat préfère utiliser la vieille méthode (très efficace au demeurant) du mépris des femmes, de leur négation comme sujet politique à part entière.

En Italie, ce consensus-là n'existe plus. Et sans doute les arrestations du 7 Avril ont-elles marqué une rupture profonde par rapport à la situation précédente. La preuve en est aussi de l'attitude répressive violente de l'Etat contre les femmes, et de la réponse d'un nombre de plus en plus important de femmes sur le terrain de la violence politique organisée, fait nouveau par rapport au rôle traditionnel des femmes dans les révolutions. Elles prennent directement les

armes, elles participent aux actions militaires et elles font même en tant que femmes des actions armées sur les objectifs traditionnels du mouvement féministe (actions contre les gynécologues par exemple). Division du travail nouvelle dans la lutte armée, qui participe sans doute du même bouleversement qui a porté le Mouvement féministe en Italie et qui a profondément modifié l'appréhension traditionnelle du politique et du rôle "femme".

Il serait trop simple de renvoyer ces femmes à l'identification avec les hommes. Ce serait occulter ce phénomène fondamental qui est d'une certaine manière (si on peut dire de manière provocatoire) un acquis de la lutte d'émancipation. Mais il est vraisemblable que nous ne sommes pas tout près du but, de notre libération à toutes.

En tous cas, nous ne pouvons ignorer cette situation en la renvoyant à une "nature homme" à laquelle s'identifieraient des femmes qui n'auraient pas été suffisamment conscientes pour la remettre en cause. Et la volonté d'ignorance de certains groupes féministes révèle une faiblesse fondamentale à s'affronter à la réalité dans son ensemble et même aux aspects de cette nouvelle réalité induite par la lutte féministe. Il est sûr que l'Etat attaque spécifiquement les femmes qui ont fait ce choix de la lutte armée, ou simplement de la violence politique ouverte. Refusant de soutenir ces femmes (sans doute la peur et le chantage à la répression y sont pour beaucoup), par peur d'être identifiées à elles, signifie de fait accepter cette division créée par l'Etat mâle entre les "bonnes" femmes (celles qui restent dans la non violence) et les "mauvaises" femmes (sorcières, égéries et monstres de tous poils) qui ont choisi un autre engagement.

Pour nous, il s'agit surtout de ne pas rentrer dans ce type de logique

Si, moi, aujourd'hui, je ne fais pas ce choix là, ce n'est pas parce que je suis femme et que biologiquement la violence me fait horreur, mais parce que simplement je ne fais ni la même analyse, ni le même choix politique.

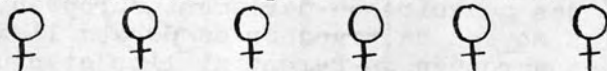
Ce débat-là, nous devons pouvoir le mener avec elles aussi.

parce qu'il y va de notre vie

parce que nous pensons que c'est une erreur fondamentale que de croire qu'en se distinguant ostensiblement d'elles, on

pourra conserver notre petit espace/ghetto culturel alternatif et vivre tranquille dans une marginalité institutionnalisée, mais tout aussi coupée de la vie et des luttes des autres femmes.

parce que nous pensons que même cet espace/ghetto là est menacé aujourd'hui et que cet aveuglement ne peut mener qu'à une catastrophe pour nos espaces de lutte et pour nous toutes.



Pour en revenir à l'affaire du 7 Avril ...

Nous faisons circuler un texte de solidarité avec les emprisonnés (ées) qui représente un peu le point de vue que nous aimerions développer en continuant un travail de contre information féministe sur l'Italie, qui sera aussi une forme de soutien concret. Nous voudrions analyser plus précisément comment s'articulent les différents niveaux de répression, comment comprendre par exemple la convergence actuelle entre la criminalisation au niveau européen des luttes les plus radicales, et le renouveau extrêmement violent d'une campagne européenne contre l'avortement.

Nous aimerions aussi coordonner ce travail avec d'autres groupes qui réfléchissent sur les situations des pays européens, pour tenter d'avancer ensemble, comprendre ce que signifie pour les femmes le nouvel ordre européen, et pouvoir déterminer des formes de luttes adéquates.

A *jamais Contentes*, on a décidé de se tenir résolument hors de la politique politicienne et de n'avoir pour politique que celle de la lutte sur nos besoins et envies. En effet, on le voit d'autant mieux en ce moment, en pleine campagne électorale, les grandes discussions théâtrales des hommes (et femmes) des partis que la télé nous impose nous font mortellement chier, pour la bonne raison que leur discours n'ont rien à voir avec nos véritables besoins. Nous ne pouvons être que des spectatrices passives et ne pouvons que choisir au petit bonheur, la chance ce qui nous semble le moins pire ce faisant nous acceptons de légitimer ces politiciens et leur programmes abstraits qui ne prennent pas du tout en compte nos intérêts. Qu'on le veuille ou non "leur politique" influence notre vie dans ces moindre détails, si nous pouvons refuser de rentrer dans leur jeu, nous ne pouvons pas l'ignorer et croire une seconde que ça ne va pas un jour nous retomber sur le dos. C'est pourquoi nous avons jugé intéressant de proposer un texte sur la répression en Italie et ce texte d'une copine du mouvement "BECASSINE la pigiste plus modeste" qui est un:

APPEL A LA RESISTANCE FEMINISTE A L' EUROPE

L'Europe du travail, l'Europe de l'emploi, l'Europe des 35 heures, l'Europe des syndicats, l'Europe des peuples, l'Europe des patries, l'Europe socialiste, l'Europe des Etats unis socialistes, l'Europe des régions, l'Europe-écologie, l'Europe des femmes

Ce ne sont pas les europes qui manquent par les temps qui courent. Pas une formation politique qui ne mette en avant SON europe. "Non à l'Europe de ceci, oui à l'Europe de celà", entend-t-on de toutes parts. Car le mot "Europe" ne vient jamais seul. Car ce n'est pas sur ce mot qu'on nous demande de voter en juin, mais sur ceux qui l'accompagnent: peuples patries, écologie, débarassée des frontières, ect. C'est dire que jamais campagne électorale n'aura été si idéologique: tout se passe comme si l'Europe n'était qu'une structure vide, à remplir à notre gré (le gré du peuple, par le suffrage universel); le seul débat ayant lieu sur l'Europe elle-même, tout aussi idéologique, opposant les "chauvinistes" aux autres. Jamais de plus la farce électorale n'aura été aussi flagrante: il n'y aura pas de vote sur l'Europe tout court, sur ses enjeux économiques, politiques, géo-politiques. Et si Giscard nous invitait en décembre 78 à "débatte" des pouvoirs du parlement européen, c'est parceque nous n'avons plus les moyens de trancher ce débat: l'existence et les pouvoirs du parlement européen ne seront ni l'objet d'un référendum, ni d'une motion de censure déposée à l'Assemblée. Il nous reste donc à couper en 4 la poire qu'on a préparé sans nous.

Chacun y va donc de son petit qualificatif, chacun plaque sur l'Europe son petit "projet de société", en évitant soigneusement d'analyser la réalité de l'Europe. L'extrême-gauche rejoint le chœur en lui promettant un avenir "socialiste", en plaquant sur le supra-nationalisme européen les idéaux internationalistes qui ont fait vibrer les coeurs soixante-huitards. Pire: une A.G. du mouvement des femmes s'est tenue dans la plus grande absence de débats pour décider d'une manifestation qui aura lieu partout en Europe à une semaine des élections, portant uniquement sur l'avortement, sans prendre aucune position sur l'Europe elle même. Ce qui revient à accréditer, implicitement (puisque le débat n'a pas eu lieu), l'idée d'une Europe des femmes, comme d'autres entretiennent l'illusion d'une Europe socialiste.

Est-ce dire que certaines seraient prêtes, si nous en avons les moyens à présenter une liste féministe aux élections européennes ? Accepterions nous de "préparer l'Europe dans nos cuisines", pourvu que la sauce soit féministe ?

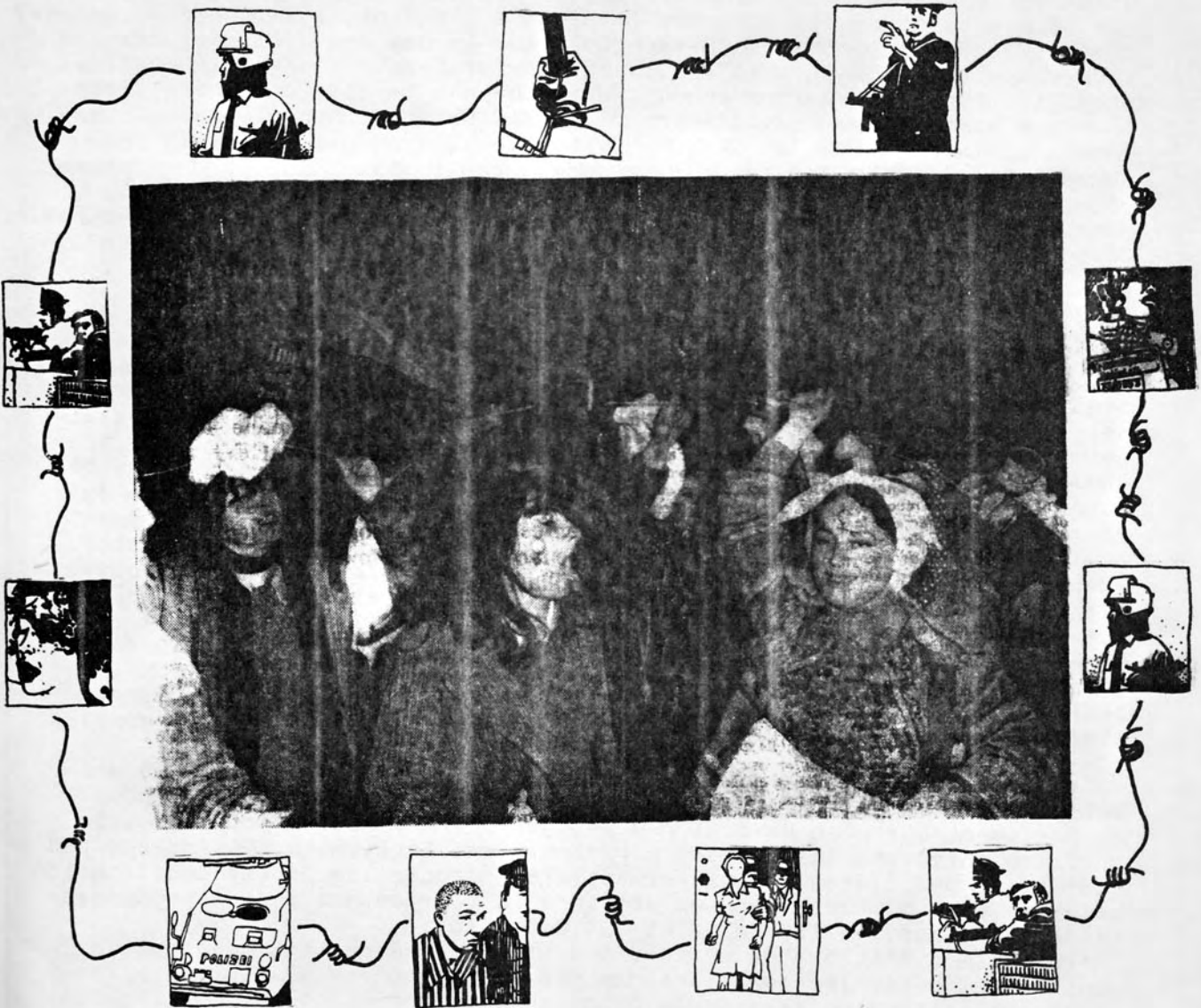
Non, l'Europe n'est pas une structure vide. L'avenir socialiste de l'Europe, hors les discours triomphalistes de certains, c'est au mieux le socialisme à l'allemande de l'anti-terrorisme et de la mise en fiches généralisée; l'Europe syndicale, celle d'un syndicalisme gestionnaire à l'allemande ou à l'anglaise, récemment redécouvert par le patronnat français; c'est le conseil général de Meurthe et Moselle versant dix millions de centimes à l'intersyndicale en février dernier pour palier les explosions incontrôlées des sidérurgistes de Longwy (cf Libération du 13 février); c'est l'exclusion de la section C.F.D.T. de Dunkerque; c'est le Times anglais qui se fait imprimer en Allemagne à la suite d'une longue grève des imprimeurs (Libé du 27 avril). C'est enfin et surtout la reprise par le patronat de la revendication des 35 heures et du discours sur le droit à l'emploi. L'Europe des régions? C'est la bonne entente franco-espagnole sur le dos des militants basques livrés aux tortionnaires espagnols en janvier dernier; c'est la multinationalisation du pouvoir répondant aux nouveaux besoins du capital jointe à une plus grande localisation de la diffusion du pouvoir par des réformes administratives des collectivités locales ou par l'ilotage instauré à Paris l'été dernier sur le modèle berlinois. L'Europe des femmes c'est le sourire triomphant du "féminisme" de pouvoir de Simone Weil, dont la loi n'a rien changé au nombre des avortements pratiqués en France. C'est aussi l'Europe de Ulrike Meinhof, Ingrid Schubert et les autres jusqu'à Elisabeth Von Dyck et Heide, torturée l'an dernier en France.

Comment donc s'aveugler au point de voir dans l'Europe des possibilités de "dépérissement de l'Etat" quand on assiste partout en Europe à une germanisation des institutions au niveau policier comme en témoignent les premières affaires françaises d'interdictions professionnelles (affaire Boisgontier et Henry, cf Libération du 23 mars), les atteintes multiples aux droits de la défense et des détenus (QHS pour les hommes et isolement pour les femmes, application simultanée de la procédure de flagrant délit et de la loi anti-casseurs pour les inculpés du 23 mars), les renforcements successifs des effectifs de police. Comment parler "d'ouverture des frontières" qui s'ouvrent certes toujours plus grandes pour les extraditions et les expulsions d'immigrés, alors que les contrôles policiers se renforcent aux frontières. Faut-il rappeler que si Klaus Croissant n'a eu aucun mal à regagner l'Allemagne, il lui sera interdit, à l'expiration de sa peine de sortir du territoire fédéral. L'ouverture des frontières européennes c'est une meilleure gestion du capital multinational et l'exportation libre des méthodes policières, l'espace judiciaire européen (on a même parlé d'une prison européenne..)

Comment accepter enfin de jouer le jeu d'un suffrage universel plus truqué que jamais, alors que si les pouvoirs très étendus du parlement européen ne font pas l'objet d'une sanction populaire, le suffrage universel lui donnera par contre une légitimité qui fera de ses "adresses" des ordres et lui permettra de bafouer les droits constitutionnels des pays membres. Dans un arrêt de la cour de justice des communautés européennes, on lit en effet (17 dec 1970):
"L'invocation d'atteintes portées aux droits fondamentaux tels qu'ils sont formulés par les constitutions des états membres ne saurait affecter la validité d'un acte de la communauté ou son effet sur le territoire d'un Etat membre".

C'est à nous féministes de briser le silence qui entoure ces faits, de dire non à l'Europe, et pas seulement à "l'Europe des polices" "du capital", "du patriarcat", "du nucléaire" ect, car il n'est d'autre Europe que celles là. Sans développer un mythe de "l'Europe des femmes" nous devons coordonner nos luttes avec toutes les féministes de tous les pays européens, pour faire obstacle à la catastrophe européenne. Qui d'autres que nous mettra de l'arsenic dans leur cuisine européenne, dans leur ope, pas la notre ??

UNE INSOUMISE FEMINISTE AU NOUVEL ORDRE EUROPEEN .



COMMENT?AIRES..

Le débat est actuellement ouvert sur le salaire maternel. A travers, les différentes idéologies de gauche ou de droite, l'idée fait son chemin. Au hasard de nos lectures, nous avons trouvés les commentaires confus qui suivent et auxquels nous tenons à répondre. Nous verrons dans les "problèmes" soulevés que les réticentes ne se posent pas au niveau des femmes elles même, mais bien malheureusement au niveau des contribuables (pour "choisir") et au niveau de l'Unité de la Classe ouvrière pour le populisme de "Lutte Ouvrière"

Quand donc les femmes cesseront-elles d'avoir peur de réclamer des "choses" pour elles, quand donc cesseront-elles de substituer les "intérêts" communs ("révolutionnaires" ou national) à leur intérêt propre??

Un récent sondage révèle que pour 60 % des Français, la solution aux problèmes de dénatalité passe par l'octroi d'un salaire aux femmes au foyer ...

Sans même se poser la question de savoir qui paiera ce salaire.

En effet, s'il s'agit d'un prélèvement sur le budget du Ministère de la Santé, la maternité va se trouver devenir une maladie ... sur le budget du Ministère des Finances et alors elle va devenir un impôt — donc impopulaire — le remède risque d'être pire que le mal ... Sur le budget du Ministère du Travail et alors cela devient une corvée ... on ne court pas après les corvées ... Sur le budget du Ministère à la Condition Féminine ... il n'en a pas !

A quel tarif rétribuer les femmes au foyer ? Car enfin, toutes n'auront pas le même salaire, n'est-ce pas ? Il existe plusieurs réponses à cette épineuse question.

Au prorata du nombre d'enfants ? Indexé sur le nombre de mètres de surface habitable de l'appartement ? En référence aux qualités ménagères de la femme ? En fonction de la complexité des appareils électro-ménagers qu'elle utilise ? ... Il y a sans doute bien d'autres critères.

Quelle sera la base de calcul de ce salaire ? le S.M.I.C. ? Dans ce cas, ce serait faire de la Maternité un Travail moins gratifiant que celui de n'importe quelle représentante en liqueurs et spiritueux ! Impossible, n'est-ce pas ?

Mais, les hommes ne risquent-ils pas de percevoir ce salaire comme une injustice ? Accordera-t-on aussi un salaire à l'homme au foyer ?

Et si toutes les femmes, et si tous les hommes — tout au moins les 60 % qui ont réclamé ce salaire — restent à la maison ! Evidemment, cela risque de réduire les problèmes de chômage de 40 % restant !

Pour ma part, je pense que le salaire accordé à la femme au foyer ne suffit pas : si vraiment la France veut des enfants, il faut absolument que le Gouvernement prenne les choses en main. Ainsi l'on verrait les Ministres, nouveaux missi dominici, aller de foyer en foyer prêcher la bonne parole, au besoin agir directement, à eux de trouver les arguments pour nous séduire ! ... ou convaincre les habitués procréateurs ...

Mais ce salaire ne serait qu'un leurre s'il n'était assorti d'avantages fiscaux et autres ! C'est donc aux femmes elles-mêmes, puisque les premières concernées, qu'il convient de présenter leurs propositions :

— l'enfant comptait jusqu'ici pour 1/2 part, accordons-lui 2 parts, il sera ainsi revalorisé :

— les familles nombreuses (+ de 3 enfants) ont seulement 30 % de réduction sur les transports, accordons la gratuité sur les transports, accordons la gratuité à partir du premier, et à vie ... ce sera plus efficace :

— une femme enceinte bénéficie de sièges réservés dans les transports en commun, accordons cette faveur à toutes les femmes enceintes ou non, sur le point de l'être ou l'ayant été ... ;

— le divorce détruit la famille, interdisons-le (tout au moins interdisons aux hommes de pouvoir le demander ... mais accordons-leur le droit de faire des enfants à toutes celles qui n'ont pas de partenaires pour qu'elles aient aussi le droit de toucher leur paie !);

— donnons aux femmes atteintes par la limite d'âge ou la ménopause précoce, priorité pour tout emploi à moins que le salaire précité ne leur soit versé à vie ... ;

— accordons aux femmes le droit de changer de géniteur, car enfin, certains hommes font des enfants plus jolis et plus intelligents que d'autres ... La proposition de Monsieur Le Tac pourrait être adaptée, pourquoi pas des maisons à Messieurs procréateurs, chargés de la reproduction à la demande et rétribués par la Municipalité ?

Il existe certainement bien d'autres propositions ... « on » a besoin des femmes pour faire des enfants. Cela les met en position de force, qu'elles en profitent ! Mais n'est-ce pas justement parce qu'elles considèrent que donner la vie ne saurait être une question de salaire, de marché, que l'exercice de ce pouvoir lié à la maternité, ne saurait les intéresser ?

MONIQUE GUILLARD
(CHOISIR. UVA1179) (Nantes)



Dans cette joyeuse lettre (voir la petite touche égrillarde) trouvée dans "Choisir", pour la cause des femmes (c'est pas nous qu'on le dit, c'est elles) se trouve posé avec confusion le problème du salaire maternel, c'est à dire d'un salaire qui serait versé aux femmes qui auraient envie de faire des gosses. (à aucun moment dans cette lettre, délirante n'est faite la plus petite allusion à la proposition récupératrice et crapuleuse de "Laissez les vivre" qui colle en ce moment des affichettes: "contre l'avortement, salaire maternel"!).

La raisonnable rédactrice de cet article s'inquiète, elle s'inquiète même beaucoup de cet éventuel apport de fric pour les femmes (du fric? boeurk!)

Tout d'abord, problème épineux: qui va payer?? • Comment les femmes oseraient-elles faire supporter aux contribuables et à l'Etat, le prix d'une maternité qui comme chacun sait est un problème privé (il n'y a qu'à entendre les cris d'alarme des natalistes pour se rendre compte du contraire) Il est bien vrai qu'il est plus intéressant que ce soient les femmes qui paient d'elles-mêmes, de leur personne (car pour un gosse et le plaisir de l'avoir, quand on le veut, combien d'avortements, d'"amour maternel" pour compenser le manque de fric, de démarches, d'emmerdements, de précautions??.....) LES FEMMES ONT DEJA TROP DONNE!! (et elles donnent encore)



Alors très franchement, on se fout de savoir qui paierait dans un tel cas!

Le 2eme problème que se pose la brave dame est de savoir sur quels critères on pourrait payer les femmes. Là, son esprit s'embrume, puisqu'elle mélange le fait d'être mère et femme au foyer. On peut être femme au foyer, ne pas être mère et "meriter" quand même un salaire pour tout le boulot gratuit qu'on effectue. Alors, la dame qui a peur des abus (et elle a bien raison) veut que les femmes se justifient (d'être femme??) et se plient à d'étranges contrôles. Elle n'a apparemment pas compris qu'il n'est nul besoin de compter les casseroles pour savoir que les femmes fournissent de toutes façons du travail gratuit de par le rôle qu'on leur impose. C'est TOUT CE BOULOT GRATUIT QU'IL FAUT QU'ON PAIE!! Quant à l'injustice que pourraient ressentir les hommes à eux de s'organiser lorsqu'ils seront au foyer. Car que nous sachions les tâches ménagères, les 9 mois de grossesse et la responsabilité qui en découle ne sont pas les choses qui sont les mieux partagées du monde.

De toutes façons que Monique Guillard ne panique pas, l'état n'est pas prêt à payer.

POUR NE PLUS FAIRE DE BENEVOLAT LES FEMMES ONT ET AURONT A SE BATTRE! Pour l'instant, l'état préfère, à court terme, rogner sur la "liberté" d'avorter. Un accident de ce type est si vite et actuellement si judicieusement arrivé! Alors on refait des sondages pour savoir si les Français sont toujours bien d'accord, on polémique entre différentes tendances de la Majorité (Chirac qui fait feu de tout bois, apparemment, est maintenant contre la loi Veil, loi qu'il avait "généreusement" signé lorsqu'il était 1er ministre) etc...

Depuis 64 la courbe de natalité décroît. Il s'agit là d'un refus important des femmes de faire des mômes, comme ça, parcequ'elles n'ont pas d'autre choix (une femme devient réellement une femme lorsqu'elle est mère). Par ce refus nous affirmons notre droit à faire des gosses quand bon nous semble, mais aussi à ne plus être exténuée, déformée par des grossesses multiples, c'est le refus d'un surcroît de boulot! nous ne sommes pas masochistes! D'une part, la société exclue les femmes enceintes qu'on considère diminuées, asexuées ou même "pitoyables" lorsqu'elles sont célibataires, et de l'autre on porte la procréation aux nues. Lorsque les femmes commencent à refuser un des rôles qui leur est imposé ("maman-lapin"), elles imposent un contre pouvoir qui traverse toute

*là nous rions doucement....

la société. Un tel refus est un refus POLITIQUE, auquel l'état se doit de répondre par des mesures politiques.

-la repression si l'on accroît le contrôle sur les avortements. Voilà le pourquoi des sondages que l'on fait pour évaluer si des mesures contre l'avortement ne susciteraient pas trop de réactions "génantes". Nous sommes tout de même dans un système libéral.

ou

-des mesures "sociales", par exemple des allocations plus fortes, c'est à dire des miettes, en tout cas pas un salaire (voir la déclaration de Monique Pelletier). De plus, ne revons pas il n'y a qu'à voir de quel façon se "donnent" les augmentations de salaire pour savoir qu'on ne va pas nous faire un "aussi beau cadeau".

De toutes manières la dame s'en fout, car pour elle faire des enfants, "donner la vie" est une des fonctions naturelles de la femme, sa vocation première, et il ne saurait être question d'argent".

La grande envolée lyrique habituelle! On ressort "l'instinct maternel" et le tour est joué. Les cailloux se transforment en petits pains et les hiboux en versements pour les mères.

OUF! les contribuables l'ont échappé belle! heureusement qu'il y a des femmes raisonnables!!!!!!!

quel ce qu'elles racontent celles-là les femmes qui "travaillent" et les mères au foyer. Naïo c'est les mêmes! et puis voilà on ne veut pas donner de salaire aux femmes mais par contre on va renforcer la structure familiale et nac!



COMMUNIQUE

Madame Monique Pelletier, Ministre Délégué à la Condition Féminine, a été interrogée vendredi à R.T.L. à propos du salaire maternel de la mère au foyer.

A ce sujet, Madame Pelletier a tenu à rappeler quelques chiffres :

- le versement de la moitié du S.M.I.C. chaque mois, aux mères de famille au foyer ayant au moins un enfant de moins de vingt ans coûterait environ 48 milliards de francs ;
- de même: si on versait la moitié du S.M.I.C. aux mères au foyer ayant trois enfants et plus, il en coûterait environ 7 milliards à la collectivité.

Il faut rappeler à cet égard, que le montant total de l'ensemble des prestations familiales actuellement versées en France est de l'ordre de 50 milliards.

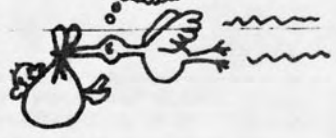
Ceci montre à l'évidence le caractère irréaliste au plan financier des propositions en faveur du salaire maternel.

De surcroît, une telle mesure créerait encore le fossé qui trop souvent sépare les femmes qui travaillent, des mères au foyer.

Madame Pelletier a déclaré qu'elle souhaite au contraire que soient poursuivis les efforts engagés en vue de garantir un revenu familial minimum aux familles nombreuses.

"CHOISIR" avril 79

Je vais me retrouver au chômage si le SMI



Toulouse: Appel à la grève des naissances



Le dernier enfant des anti-nucléaires est né à Toulouse puisqu'un collectif s'est créé avec l'objectif, ambitieux, d'arrêter les programmes nucléaires dans tous les pays d'Europe.

Pour atteindre ce résultat, un moyen : la grève des naissances pendant une année. « Après l'accident de la centrale de Three Mile Island, la seule réaction du gouvernement français a été de puiser dans ce premier avertissement à notre société nucléarisée, la justification de son programme énergétique et de son accélération ».

A une telle inconscience criminelle, les membres du collectif créé à l'initiative des femmes toulousaines, répondent par la grève des naissances. « Nous ne prendrons pas la responsabilité de faire un enfant dans un monde qui serait à coup sûr invivable pour lui ».

Le collectif invite donc toutes les « grévistes » à écrire une lettre au président de la République.

M.L. Collectif grève des naissances, 3, rue Danton. 31400 - Toulouse.

Oui, mais y'en a qui s'organisent là dessus, regarde!!

le refus de faire des mères, c'est un refus diffus, généralisé des femmes..



(hré du Libé du 10 avril)

De "Lutte Ouvrière", voici quelques passages, tirés d'une page réservée aux femmes dans le numéro d'avril (merci). Les contradictions sont flagrantes....



"reconnues par les patrons, comme des salariées parmi les autres, les femmes deviennent aussi à l'intérieur du mouvement ouvrier des camarades à part entière" (Lutte Ouvrière, avril)

(Lutte Ouvrière, avril)

Et hop! Les femmes doivent rentrer dans la Production pour avoir leur place au sein du Mouvement Ouvrier, comme si elles se situaient d'habitude en dehors de la production parcequ'elles ne sont pas salariées, parceque leur lieu de travail et d'exploitation est le foyer, la famille (et cet état de fait subsiste même si elles ont une activité salariée). Là se situe la contradiction car d'une part on reconnaît timidement le travail gratuit que les femmes fournissent et de l'autre on s'ingénie à vouloir les faire "travailler", sans trop se scandaliser du fait que les femmes doivent travailler deux fois pour toucher un salaire misérable.

Mystère et contradiction d'une gauche qui s'accroche à une analyse de l'exploitation unilatérale: celle du travailleur au salaire régulier, et au mythe d'un mouvement ouvrier essentiellement mâle auquel les femmes se doivent d'adhérer.

Cette analyse ne nous concerne pas!

Selon l'INSEE (statistiques de mars 1977), 79 % des travailleurs à temps partiel sont des femmes. La proportion d'hommes travaillant à temps partiel est de 1,6 %, celle des femmes de 13,1 %.

"Lutte ouvrière" avril



rentrez dans la Production? rentrer dans la Production? non mais! est ce que s'il y a une queue de quelqu'un qui DOIT rentrer dans la Production?

Les femmes travaillent plus que les hommes!

D'après une enquête du GREDOC (Centre d'études et de documentation sur la consommation), c'est 54 à 84 heures de son temps qu'une femme salariée passe chaque semaine au travail, à l'extérieur ou à l'intérieur de son domicile.

Quant à la comparaison entre le total des heures travaillées en France en un an (femmes et hommes) et le total des heures de travail domestique, essentiellement effectuées par des femmes, elle n'a pas besoin de commentaire!

Travail professionnel hommes et femmes	Travail domestique
42 milliards d'heures	47 milliards d'heures

"Lutte ouvrière" avril

Si les femmes s'arrêtaient de travailler plus rien ne fonctionnerait !

Le travail des femmes est indispensable à la vie économique. D'abord parce qu'elles se chargent de l'éducation des enfants et des travaux domestiques — tâches qu'elles effectuent gratuitement au sein du foyer et sans lesquelles la société ne pourrait pas fonctionner. Mais leur travail est indispensable aussi à l'extérieur, et il l'est depuis longtemps. Pendant des siècles, les fem-

mes ont assuré une part de la production agricole, se trouvant aux côtés des hommes dans les travaux les plus durs. Voilà des dizaines d'années que les paysannes sont devenues ouvrières ou employées. Il est parfaitement hypocrite de prétendre que le travail des femmes est une activité d'appoint ou un passe-temps. L'économie actuelle ne pourrait pas se passer du travail des fem-

mes à l'atelier ou au bureau, pas plus qu'on n'a pu se passer d'elles pendant des siècles à la campagne.

Des secteurs entiers, tels que ceux des banques, des compagnies d'assurances, des hôpitaux, des services en général, seraient paralysés si un beau jour les femmes décidaient, comme certains le leur conseillent, de « rentrer à la maison » !

◀ "Lutte
ouvrière"
curie

"Si les femmes s'arrêtaient de travailler plus rien ne fonctionnerait", le spectre de l'économie paralysée: nous fremissons!

Mais nous le savons toutes que l'état a besoin de nous et qu'il préfère utiliser des femmes qu'il pourra sous-payer. Nous savons que nous constituons une main d'œuvre pratique et mobile à souhait (il y a les enfants et la double journée de travail qui poussent les femmes à n'avoir une activité salariée à mi-temps, voir l'encart INSEE).

Nous, nous ne réclamerons jamais le droit au travail car c'est le seul "droit" dont nous "bénéfitions" par le simple fait d'être femme. Vous ne nous convaincrez jamais qu'il faut nous soumettre à une 2ème exploitation: le travail salarié pour nous délivrer de la 1ère que nous subissons: le travail gratuit. "Les femmes à l'usine!!" ça ne veut pas dire "Les femmes, pas dans les cuisines". CE QUE NOUS VOULONS C'EST UN SALAIRE FÉMININ!!

Alors cessez d'essayer de concilier votre idéologie avec les besoins des femmes. Ça ne colle pas!!

Il y a d'autres témoignages qui viennent s'ajouter au débat; Celui de Monique Piton dans "le Salaire Ménager", et les positions prises par nos grands politiciens dans le cadre d'une enquête effectuée par le journal Parents. Là encore, nous répondons par la critique (décidément!) devant l'énormité des arguments ou leur interprétation frauduleuse du salaire.

Dans la même foulée que Lutte Ouvrière et que Choisir, Monique Piton, encore toute imprégnée de ses lectures marxistes léninistes, et préoccupée par la bonne marche de notre économie nationale et par l'épanouissement des travailleurs, lance cette invitation aux femmes :

" Les femmes en bonne santé, comme les hommes, doivent participer à la production générale. Il y a du travail pour tous; il suffit de réduire le nombre d'heures de travail de tous les salariés ..."

Syndicats, à vos postes!

" les femmes doivent lutter pour se libérer des servitudes qui leur sont imposées, ne pas accepter de privilèges non plus, participer pleinement à la vie et refuser ce salaire de bonne-à-tout-faire."

Cette prise de position n'est pas sans rapport avec l'idéologie que nous rabachent nos nouvelles femmes qui considèrent comme un fait évident que le travail libère la femme (voir n° 1: le refus du travail), et la libère notamment du travail ménager, cause majeure de son aliénation. Soyons sérieuses: s'il est cause de l'aliénation, c'est parce qu'il est méprisé et s'il est méprisé, c'est parce qu'il n'est pas reconnu. La seule façon de le reconnaître n'est pas de l'oublier par un autre travail, mais de le salarier comme il le "mérite". Nous ne considérons pas cela comme un privilège, mais comme un dû, et comme seule possibilité de libérer les femmes des servitudes qu'on leur impose.

Monique Piton n'en finit pas de nous étonner, tant elle fait l'apologie du travail salarié:

" La femme s'oublie dans le travail ménager pour le bonheur des autres. "

" Le travail en usine ou dans les magasins n'est pas toujours séduisant; au moins là, les luttes se mènent. Les syndicats et les travailleurs se préoccupent de régler les conditions et le temps de travail salarié, mais qui s'occupe de réduire le nombre d'heures faites à la maison? "

Je vous le demande. Ce n'est certainement pas le surcroît du travail salarié! Ca ne lui soustraie ni la charge d'élever les gosses, ni l'abrutissement dans ses casseroles, ni le devoir d'être aux petits soins pour son homme fatigué. Si les femmes travaillent de plus en plus à l'extérieur, ce n'est pas parce qu'elles ont un goût particulier pour le travail. Elles recherchent avant tout une intégration sociale, un statut, une indépendance financière. Il est évident que le salariat engendre d'autres rapports. Mais ce n'est pas le fait unique d'un travail effectué pour un patron en chair et en os. Le travail ménager, s'il est salarié, y trouvera les mêmes "avantages". Le patron, c'est l'Etat; la production est palpable. C'est un rapport de force qui se créera, comme il s'est toujours créé dans les rapports marchands. Les femmes salariées sont reconquies épanouies, non parce qu'elles sont syndiquées ou politisées (d'ailleurs, les statistiques nous montrent qu'elles le sont bien peu), mais parce qu'elles détiennent un pouvoir du fait qu'elles se vendent. (Même dans le boulot le plus merdique). Ça les met en position de force face à l'Etat, au patronat, à leur famille. De même, le salaire féminin entraînerait vite une revalorisation de la fonction femme (et non pas son institutionnalisation); non seulement cette rétribution leur permettrait de s'abstenir d'effectuer deux journées de travail, mais elles auraient enfin leur indépendance financière et du temps pour leurs loisirs. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'elles se sentiraient obligées de trimmer d'avantage, ou de faire quelques enfants supplémentaires pour mériter ce salaire. (Vous sentez vous obligées de bosser plus quand vous avez une augmentation?) Ce fric n'a pas besoin d'être légitimé: il l'est déjà bien assez.



Monique Piton a peur des abus, et elle a bien raison :

cf " Les femmes qui sont déjà au foyer, ou celles qui y retourneraient ne risquent-elles pas de s'arranger pour percevoir plus longtemps ce salaire, quitte à faire un nouveau bébé justifiant une continuation de leur rôle à la maison? "

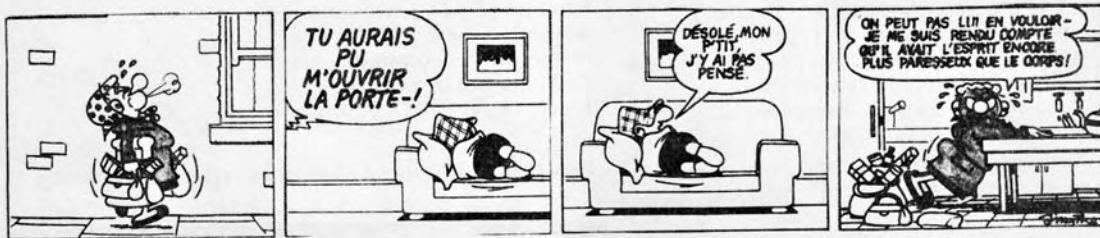
Comment ???!

Cette femme qui comptabilise les heures de travail au foyer à plus de 90 par semaine, qui sur 30 pages analyse de fond en comble le boulot gratuit des femmes avec les conséquences sur leur pouvoir et leur personnalité, comment peut-elle non seulement refuser un salaire, mais en plus en réduire sa destination aux seules mères au foyer, détournant ainsi toute la valeur et toute la signification du salaire!. Qu'on s'entende bien: le salaire que nous réclamons n'est pas une augmentation des allocations familiales (ce ne sont pas les enfants qui légitiment le boulot des femmes). C'est une paie contre tous les boulots qu'effectuent toutes les femmes tout au long de leur vie. C'est avoir du fric pour pouvoir enfin se permettre le refus du travail. Son dernier argument est d'autant plus crapuleux qu'il est souvent à l'honneur dans des propos racistes (Ah!, ces immigrés: ils font plein d'enfants pour toucher + d'allocations. C'est comme ça qu'ils se paient leur bagnole ou leur télé...)

Autre thème abordé par Monique Piton : les rapports humains

" Il n'y a pas de vacances pour les femmes au foyer. ...
Les couples où le mari et la femme travaillent ne s'aiment pas mieux, mais les femmes souffrent moins que les autres quand il y a des divergences. Elles ont l'esprit occupé et préoccupé d'autres sujets, projets et aspirations et ressentent moins leur chagrin."

Les femmes salariées se changent les idées en vacances dans un retour à la vie familiale (repos bien mérité ...) en prenant toutefois le rythme qui leur convient pour chérir leur petit monde et ... s'oublier. Elles, au moins, ont droit à un mois de rupture : elles n'ont plus qu'un travail. Où est la différence entre ces femmes et celles qui sont au foyer ? Moins ressentir son chagrin parce qu'on en a plus le temps, c'est un bon remède pour panser ses plaies, et ça sauve les apparences. Chapeau ! Mais où est donc le temps de vivre dans tout ça ?



Monique Piton nous dresse la liste des multiples projets que le gouvernement entend réaliser à travers le salaire ménager, sans y adjoindre ses commentaires personnels directement. Pour ne pas trop nous répéter, nous ne considérerons que les points "originaux".

- Tenter de résoudre le chômage.

Pas celui des femmes, elles ne sont jamais au chômage et participent toujours à la production.

- Faire l'économie d'équipements collectifs.

Là; c'est vrai! C'est parce que nous voulons sortir de ce rôle que nous réclamons des équipements collectifs gratuits (voir n° 1 Droit au travail, et Refus du travail)

- Augmenter et perpétuer la division des femmes: celles qui travaillent et celles qui restent au foyer, plus les putains, les femmes-objets etc...

- Mettre à l'écart les femmes qui s'organisent, et faire reculer le mouvement.

Le dénominateur commun qui existe entre toutes les femmes, c'est la "fonction femme". Le travail ménager en fait partie, mais aussi la prostitution, la séduction etc... La rémunérer n'implique donc aucune division, puisque donnant aux femmes le même statut, alors que cette division n'existe actuellement que par le surcroît de travail des salariées.

L'usine ou l'entreprise ne sont pas les seuls lieux d'exploitation donc d'organisation. Nous n'obtiendrons pas un salaire par un simple sourire; il faudra se battre. Se battre sur le salaire féminin, c'est s'organiser sur ses propres besoins, donc sortir du foyer.

Alors, il est temps que vous sortiez de vos préjugés et de vos analyses de défense du travailleur. Le mouvement des femmes n'est pas un syndicat et nous n'accepterons plus de privilégier "la lutte de classe" à la lutte contre notre exploitation. A force de considérer que le rôle de la ménagère est méprisante et dévalorisant, bien des femmes s'enferment dans un débat idéologique où le refus de son institutionnalisation tient lieu de moyen pour le détruire. C'est planer bien loin de la réalité de la majorité des femmes qui, de toutes façons, sont bien obligées d'être ménagères

Pour le digestif, nous vous offrons les opinions de quelques figures célèbres de nos partis politiques. Nous ne les agrémenterons pas de nos commentaires, vous laissant le soin de les faire, pour vous éviter de revenir sur les mêmes critiques.

La nouvelle mesure réclamée: un salaire pour la mère au foyer

Parmi ces mesures, quelle est celle qui vous paraît la plus efficace pour favoriser la natalité ?

La création d'un salaire de la femme au foyer	41
La possibilité pour la femme de suspendre ses activités professionnelles et de retrouver ensuite son emploi quand elle le desire	14
L'assouplissement des horaires de travail pour les femmes qui ont des enfants (travail à mi-temps)	13
L'augmentation des allocations familiales	12
L'allongement du congé de maternité	5
L'augmentation des primes de maternité à la naissance	4
Le développement des crèches et des écoles maternelles	4
La prise en charge des enfants par des organismes de loisirs pendant les périodes où les parents travaillent et où les enfants n'ont pas classe	2
L'aide au logement	2
Le développement des aides familiales à domicile	1
Ne se prononcent pas	2
	100

Le salaire de la femme au foyer : de loin la mesure qui paraît la plus efficace.

Georges MARCHAIS
Premier secrétaire du Parti Communiste.

Ce qui pèse sur la décision des couples d'avoir des enfants, ce sont les difficultés pour les élever, et aussi l'inquiétude quant à leur avenir.

Nous souhaitons que les parents aient la liberté de décider du nombre de leurs enfants, de choisir leur style de vie, d'harmoniser activité professionnelle et vie familiale. C'est dire qu'il faut améliorer les conditions générales de vie des familles, développer les moyens de maîtriser la fécondité et assurer la sécurité de l'avenir.

Les familles doivent recevoir une contribution pour élever leurs enfants. Nous proposons à cet effet une allocation égale à 25 % du SMIC, versée pour chaque enfant dès le premier, que la mère ait ou non une activité professionnelle.

Quant au salaire de la mère au foyer, les mêmes qui en parlent beaucoup, dans les sphères gouvernementales, avouent qu'il ne sera jamais institué et viennent de supprimer

l'augmentation des allocations familiales au 1^{er} janvier. Nous demandons nous, leur augmentation de 50 % dans l'année.

Comment ça me les brouter ceux là avec leur "contribution" pour la famille! ça va pas la fête! z'ont la bite en feus (uh uh) C'EST POUR MOI QUE JE VEUX DES SOUS!!

Comment ça s'isuis vulgaires? mais eux? alors?

Qui sont les Français qui souhaitent le plus la création d'un salaire de la femme au foyer ?

Hommes : 25/29 ans	61
Pratique religieuse régulière	51
Femmes : 21/24 ans	50
Revenus : 3 000 à 4 999 F	48
Habitants des communes rurales	48
Ceux qui ont deux enfants	47
Electeurs du Parti Communiste	47

Les hommes plus favorables que les femmes.

La natalité peut-elle être ou non influencée par des mesures prises par les pouvoirs publics ?

La natalité peut être influencée par des mesures prises par les Pouvoirs publics	47
Un phénomène sur lequel les Pouvoirs publics ne peuvent pas grand chose	47
Ne se prononcent pas	6
	100

Parfaite égalité exprimant le doute général.

François MITTERAND
Premier secrétaire du Parti Socialiste.

C'est un argument de la droite pour maintenir la femme dans son foyer et la marginaliser définitivement.

C'est également un argument démagogique car aucun gouvernement ne serait capable de faire face à cette dépense.

Ce serait donner à la femme un statut bâtarde : salariée de quel employeur, avec quels droits (Sécurité sociale, retraite, syndicalisation ?).

Michel CREPEAU

Président du Mouvement des Radicaux de gauche.

Il ne fait aucun doute que le droit légitime des femmes au travail, reconnu, en principe par nos sociétés contemporaines, a pour effet objectif d'accroître la demande d'emploi.

Parmi les chômeurs les femmes sont actuellement les plus nombreuses.

En valeur stricte, le salaire versé à la mère au foyer ne coûterait donc pas beaucoup plus cher que l'indemnisation correspondante du chômage. Avec, bien sûr, une utilité sociale plus grande pour l'avenir.

Mais peut-on dire aux femmes sans emploi : « Faites des gosses et vous serez payées » ! C'est pour le moins délicat et contestable...

En fait, le chômage comme la dénatalité sont les signes d'une société malade qui ne croit plus à son avenir. Qui peut avoir envie de faire des enfants pour en faire des chômeurs ou des soldats ?

Ce n'est pas seulement un peu d'argent ici ou là qui permettra de répondre efficacement à cette question.

Noëlle DEWAVRIN,

Députée nationale chargée de l'action féminine au R.P.R.

La France doit donner une priorité absolue à une politique en faveur de la famille et de la natalité : l'avenir de la nation en dépend.

L'irremplaçable fonction qu'exerce la mère de famille sur le plan éducatif, civique, social et économique, doit être reconnue. Le R.P.R. vient de déposer une proposition de loi organisant un statut social de la mère de 3 enfants lui reconnaissant des droits personnels en matière d'assurance maladie, d'assurance vieillesse et de formation professionnelle et majorant pour elle le complément familial de 50%. La mère de 3 enfants toucherait ainsi, avec les allocations familiales un minimum de 1 088 F par mois soit plus de la moitié du SMIC. Cette dernière mesure, qui coûterait environ 2 milliards de francs,

soit une partie seulement des excédents de la Caisse d'Allocations familiales pour 1978, est tout à fait supportable pour l'économie nationale et pourrait être réalisée dès le 1^{er} juillet 1979 (...). Arriver à la totalité du SMIC pour la mère de 3 enfants représenterait un effort important qui suppose un choix politique mais qui apparaît au R.P.R. comme tout à fait primordial. Cet effort ne serait naturellement réalisable que dans le cadre d'une refonte globale de la politique familiale dans toutes ses implications, notamment fiscales.



Jacques BLANC

Secrétaire général du Parti Républicain.

L'attribution du SMIC à toutes les mères de famille de 3 enfants est, certes, une idée séduisante. Un député du Parti Républicain a d'ailleurs déposé une proposition de loi en ce sens.

C'est dans cette voie qu'il faut, par des mesures adaptées aux situations, donc sélectives, poursuivre l'effort pour une plus grande justice. La politique familiale ne doit se réduire à la seule revalorisation des prestations. Il faut avant tout construire une société accueillante à l'enfant.



Jean LECANUET

Président du Centre des Démocrates Sociaux.

La mère de famille doit pouvoir concilier ses différentes vocations et bénéficier d'une véritable liberté de choix entre une activité professionnelle et l'éducation de ses enfants à son foyer.

Les mesures déjà prises par le gouvernement et celles que le C.D.S. propose d'adopter doivent aboutir à un véritable statut social de la mère de famille, assorti de droits spécifiques.

Pour la mère qui reste au foyer, notre système de revenu familial garanti prévoit un nombre de points d'un montant d'environ 700 F (valeur au 1^{er} janvier 1978) lorsqu'elle élève un enfant de moins de 3 ans ou trois enfants et plus.

Cette activité au foyer doit être reconnue par un nombre de points de retraite se cumulant avec ceux acquis par une activité professionnelle, ou se calculant d'une façon autonome dans le cas d'une mère consacrant toute sa vie à l'éducation de ses enfants.



VOLEUSE !
ELLE A PRIS
UN PAIN.

c'est bien
vrai ça!

et en plus
j'suis sûre
d'auvraison
Pour être
Femme,
Vieille, voleuse
et bien dans
sa peau. faut
lire jamais
Contentes

PUBLICITE: ENCARTS GRATUITS.
QUELQUES POLARS FABULEUX SUR LE THEME:
COMMENT LES FEMMES DETUIRONT LA
SOCIETE DU KAPITAL.
LE FOYER DE L'INSURRECTION par le col-
lectif "l'insoumise", MLF-CPIII, 1227
CAROUGE (SUISSE).
LE POUVOIR DES FEMMES ET LA SUBVERSION
SOCIALE. librairie adversaire.
QUELQUES CANARDS QU'ON CHOISI DU COTE
DU COEUR. (mais, on est pas un journal
d'information)
L'INSOUMISE, pour le recevoir écrire à
"l'insoumise", MLF-CPIII, 1227
CAROUGE (SUISSE).
REMUE-MENAGE, 20 RUE D'HAUTEVILLE 75010
tel: mercredi soir 277 36 32.

On a piqué tout pleins de petits des-
sins à des gens qui en font des très
bô, on est sûres qu'ils nous apporte-
rons leur vif soutien en étant pas
grincheux.

jamais Contentes n'est diffusé pour le
moment que par des ventes militantes
et dans quelques librairies:
La Pochette 4 rue Moureaux (près de Tolbiac)
Carabosse: 70 rue J.P Timbaud 75010
Parallèles
Dans ces conditions, une seule solution
pour se le procurer régulièrement et
ne pas être en manque :

ABONNEZ-VOUS, RABONNEZ-VOUS.....

ABONNEMENT 3 NUMEROS12Fr
SOUTIEN A PARTIR DE30Fr

A ENVOYER 3 RUE DU BUISSON ST LOUIS 75010
A L'ORDRE DE LA SOCIETE ALTERNATIVE SOCIALE.

(ATTENTION prochainement changement d'adresse:
B.P et compte chèque postal, vérifiez au
prochain numéro)

DOUX JESUS!
LE BEAU JOURNAL



enfin un moyen offensif contre le Viol!

Recto

Verso

et c'est encore un
emprunt à nos copines
de "l'INSOUMISE", c'est
du pillage caractérisé,
mais on a pas résisté
au plaisir de vous
en faire profiter

Découper suivant
le pointillé et coller



**Vous avez insulté
une femme**

**cette carte a été traitée
chimiquement, votre queue
tombera dans les 3 jours.**